



PERFORMANCE
ET PERSPECTIVES
MACROÉCONOMIQUES
DE L'AFRIQUE

JANVIER 2024



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



PERFORMANCE
ET PERSPECTIVES
MACROÉCONOMIQUES
DE L'AFRIQUE

JANVIER 2024



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de la Banque africaine de développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'il représente. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

ISBN 979-8-9893890-1-8

© Banque africaine de développement 2024

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer ce matériau pour votre propre usage, et inclure les extraits de cette publication dans vos propres documents, présentations, blogs, sites Web et matériaux pédagogiques, pour autant que la Banque africaine de développement soit mentionnée comme étant la source et le titulaire du droit d'auteur.

AVANT-PROPOS

La reprise de l'économie mondiale s'essouffle, et l'Afrique n'est pas épargnée. De multiples crises, dont l'augmentation du coût de la vie, le ralentissement de la croissance, l'impact de plus en plus visible du changement climatique, les pandémies et les tensions géopolitiques, entravent le développement socio-économique de l'Afrique. La reprise économique de l'Afrique a perdu son élan, avec une croissance moyenne du PIB réel estimée à 3,2 % en 2023, contre 4,1 % en 2022. Ce ralentissement de la croissance résulte de multiples chocs et de pressions inflationnistes élevées, qui affectent particulièrement les principales économies du continent.

Malgré ces défis, la croissance économique de l'Afrique reste résiliente, soutenue par un fort rebond des dépenses d'investissement dans les infrastructures, un redémarrage du nombre d'arrivées de touristes après la pandémie de la Covid-19 et les gains apportés par la diversification économique. En 2023, la croissance économique de 15 pays africains a été supérieure à 5 %, et l'Afrique est restée la région à la croissance la plus rapide après l'Asie.

Dans un monde où les incertitudes et la fragmentation géopolitique ne font que croître, renforcer la résilience doit rester une priorité stratégique pour l'Afrique. Les projections les plus récentes du Groupe de la Banque africaine de développement indiquent que la croissance s'accélérera pour atteindre 3,8 % en 2024, et se consolidera à 4,2 % en 2025. Cette expansion sera généralisée, avec un élan de croissance soutenue attendu dans 41 pays.

Les prévisions de croissance de l'Afrique reflètent les efforts des pays pour diversifier leurs économies et pour mettre en œuvre des politiques nationales qui inversent l'augmentation du coût de la vie et stimulent la consommation privée. Toutefois, les risques mondiaux et des poches de déséquilibres intérieurs posent des problèmes. Les tensions géopolitiques pourraient perturber les chaînes d'approvisionnement et relancer la hausse des prix des produits de base. Les pressions inflationnistes en Afrique restent profondément enracinées et ont réduit le pouvoir d'achat des populations avec une incidence négative sur leurs moyens de subsistance.

La hausse des taux d'intérêt mondiaux et le coût élevé du capital ont augmenté les paiements au titre du service de la dette. Ceci a eu pour effet de limiter les investissements dans les secteurs générateurs de croissance et dans le développement du capital humain.

Des conflits internes exacerbent les défis économiques. Ils déplacent des millions de personnes et menacent la stabilité régionale.

Le présent rapport décrit les mesures à prendre pour relever ces défis économiques et accélérer la transformation structurelle de l'Afrique. Un cadre de politique monétaire crédible pour maîtriser l'inflation, une mobilisation accrue des ressources nationales et des partenariats stratégiques mondiaux ainsi que la paix et la stabilité sont les clés d'une Afrique prospère.

Dr. Akinwumi A. Adesina

Président, Groupe de la Banque africaine de développement

TABLEAU DES MATIÈRES

Avant-propos	iii
Remerciements	viii
Messages clés	1
1	
Performance et perspectives macroéconomiques	9
Performance et perspectives de croissance	9
La dynamique de reprise de la croissance en Afrique s'est ralentie, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel étant estimée à 3,2 % en 2023, contre 4,1 % en 2022	9
Decomposition de la croissance du point de vue sectoriel et du cote de la demande	13
La consommation des ménages domine les moteurs de la croissance du côté de la demande, tandis que l'industrie et les services dominant du côté de l'offre	13
Performances et perspectives de croissance dans les régions et les pays	14
Les performances économiques de l'Afrique varient fortement selon les régions	14
Les perspectives de croissance sont sujettes à la fois à des facteurs de hausse et à des risques de baisse	18
Développements macroéconomiques, implications et perspectives	21
La persistance d'une inflation élevée continue de peser sur les performances des économies africaines en 2023	21
Des pressions inflationnistes fortement ancrées persistent dans les pays africains qui restent à la traîne des améliorations dans le reste du monde	22
L'inflation reste élevée, mais devrait diminuer en raison d'un resserrement agressif des politiques monétaires et de la baisse des prix des produits de base	23
Les monnaies africaines continuent de s'affaiblir	24
Des taux d'intérêt plus élevés n'ont probablement eu qu'un effet limité sur l'inflation du fait de la prédominance des chocs du côté de l'offre en Afrique	24
Les déficits budgétaires se sont améliorés, mais la stabilisation prévue à court terme est sujette à des incertitudes	25
La mobilisation des ressources nationales reste un élément clé de l'assainissement budgétaire	28
Position extérieure et solde du compte courant	31
En raison de perspectives moins favorables sur les marchés mondiaux des produits de base, la position extérieure globale de l'Afrique devrait se détériorer	31
Flux financiers externes	34
Le resserrement des conditions financières mondiales limite les apports financiers, qui avaient fortement augmenté à la suite de la pandémie du Covid-19	34
En plus d'être la composante la plus importante des flux financiers externes vers l'Afrique, les transferts de fonds sont également moins volatils et moins sensibles à l'incertitude mondiale que d'autres flux de capitaux	37

2	Conditions économiques et financières mondiales et dynamique de la dette et des finances publiques en Afrique	39
	La dette publique est en baisse, mais reste supérieure aux niveaux prépandémiques, et les vulnérabilités sous-jacentes demeurent	39
	Le resserrement des conditions financières mondiales a augmenté les coûts d'emprunt et le fardeau de la dette	42
	Les coûts élevés du service de la dette détournent les ressources des investissements dans les infrastructures, limitant ainsi la croissance future du PIB	45
	Les mécanismes de restructuration de la dette sont dans l'impasse, ce qui appelle à une réforme de l'architecture actuelle de la dette mondiale	46
3	Transformation structurelle de l'Afrique, performances socioéconomiques et chocs mondiaux	49
	La transformation structurelle a contribué à la croissance économique des pays africains	49
	L'accélération de la transformation structurelle pourrait aider l'Afrique à atteindre les principaux objectifs de développement durable	51
	La résilience de l'Afrique face aux chocs pourrait être renforcée par l'accélération de la transformation structurelle	53
4	Recommandations de politiques	57
	Court terme	57
	S'attaquer à l'inflation persistante	57
	Utiliser la politique monétaire pour limiter la transmission des pressions sur les taux de change	58
	S'attaquer au fardeau de la dette à l'aide de réformes de la gouvernance pour renforcer la capacité de gestion de la dette	58
	Moyen à long terme	58
	Accroître la mobilisation des ressources nationales pour accélérer l'assainissement budgétaire et la transformation structurelle de l'Afrique	58
	Adopter une approche politique à plusieurs volets pour stimuler la transformation structurelle de l'Afrique et renforcer sa résistance aux chocs	59
	Réformer l'architecture actuelle de l'aide financière mondiale pour l'adapter aux besoins de financement des pays africains	60
	Références	61
	Annexe 1	
	Analyse des bornes extrêmes de Sala-i-Martin	63
	Annexe 2	
	Annexe statistique	67
	Encadré	
	1.1 La combinaison gagnante pour une mobilisation efficace des recettes publiques en Afrique	29
	Figures	
	1 Performances et perspectives de croissance, par région africaine, 2021–25	2
	1.1 Estimation des pertes de PIB réel dues à des chocs multiples, par région africaine, 2020–22	10
	1.2 Croissance du PIB réel, par région du monde, 2020–25	10
	1.3 Valeurs de l'indice des directeurs d'achat dans certains pays africains, 2017–novembre 2023	12
	1.4 Indices mondiaux des prix des produits de base, janvier 2020–novembre 2023	12

1.5	Croissance du PIB réel par habitant, par région du monde, 2020–25	13
1.6	Décomposition de la croissance du PIB de l'Afrique du côté de la demande, 2018–25	14
1.7	Décomposition sectorielle de la croissance du PIB de l'Afrique, 2018–25	15
1.8	Croissance du PIB, par région africaine, 2022–25	15
1.9	Croissance du PIB en Afrique, par groupe de pays, 2022–25	17
1.10	Inflation annuelle des prix à la consommation en Afrique, par région, 2023–24	22
1.11	Inflation annuelle en Afrique et dans le monde, 2020–23	23
1.12	Inflation dans les pays africains ciblant l'inflation et ceux ne la ciblant pas, 2015–25	24
1.13	Variations des taux de change en Afrique, par pays, 2021–22 et 2022–23	25
1.14	Taux d'intérêt réels en Afrique, par pays, 2023	26
1.15	Solde budgétaire global et solde budgétaire primaire en Afrique, 2020–23	26
1.16	Soldes budgétaires en Afrique, par pays, 2022–23	27
1.17	Soldes budgétaires en Afrique, par groupe de pays, 2021–25	27
1.18	Relations entre les recettes fiscales du gouvernement et le contrôle de la corruption, moyenne 2017–22	30
1.19	Solde des comptes courants en Afrique, par groupe de pays, 2021–25	31
1.20	Solde des comptes courants, par région africaine, 2023	32
1.21	Solde des comptes courants en Afrique, 2000–25	33
1.22	Évolution du solde du compte courant, du solde budgétaire et de l'épargne privée nette, 2022–23	34
1.23	Apports financiers extérieurs à l'Afrique, 2017–22	35
1.24	Investissements de portefeuille en Afrique, par pays, 2022 et 2023	36
1.25	Volatilité des apports financiers extérieurs à l'Afrique, 1990–2021	37
2.1	Dettes publiques brutes en pourcentage du PIB en Afrique, 2010–25	39
2.2	Évolution des ratios dette/PIB en Afrique, par pays, 2019–23	40
2.3	Année de lancement et valeur des émissions d'euro-obligations par les pays africains	41
2.4	Composition par devise de la dette extérieure publique et garantie par l'État en Afrique, 2000–21	41
2.5	Écart de la dette souveraine de l'Afrique et indice obligataire mondial des marchés émergents	42
2.6	Spreads souverains dans certains pays africains, février 2022–décembre 2023	43
2.7	Service de la dette extérieure en Afrique, par pays, 2015–19 à 2020–22	43
2.8	Composition du service de la dette en Afrique, par type de créancier, 2009–27	44
2.9	Coût du service de la dette et croissance du PIB par habitant dans certains pays africains avant et après l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, 1980–92 et 1993–2022	45
3.1	Croissance économique et transformation structurelle en Afrique, 1990–2019	50
3.2	Tendances décennales du changement structurel en Afrique, par groupe de pays, décennies 1990 à 2010	50
3.3	Estimation de l'impact des composantes de la transformation structurelle sur les performances de croissance de l'Afrique, décennies 1990 à 2010	51
3.4	Estimation de l'impact de la transformation structurelle sur la pauvreté et les inégalités en Afrique, 1990–2019	52
3.5	Réponses de la croissance du PIB réel par habitant aux chocs des termes de l'échange des produits de base en Afrique	53

Tableaux

1	Perspectives des principaux indicateurs macroéconomiques en Afrique, par pays, moyennes sur 2024–25	7
1.1	Taux de croissance du PIB pour les 15 économies les plus performantes d'Afrique, 2020–23	11
2.1	Restructuration de la dette en Afrique : Quelques cas récents	47
A1.1	Résultats de l'approche de l'analyse des bornes extrêmes pour les recettes publiques totales	64
A1.2	Résultats de l'approche de l'analyse des bornes extrêmes pour les recettes fiscales	65
A1.3	Statistiques descriptives des déterminants des recettes publiques, moyenne sur 2017–22	66
A2.1	Croissance du PIB réel (pourcentage)	67
A2.2	Groupes de pays	69

REMERCIEMENTS

Le rapport *Performance et perspectives macro-économiques de l'Afrique 2024* a été élaboré au sein du complexe de la Vice-présidence pour la gouvernance économique et la gestion des connaissances (ECVP) sous la direction générale et la supervision du professeur Kevin Chika Urama (économiste en chef et vice-président du complexe ECVP), avec le soutien d'Amadou Boly et d'Amah Koffi.

La préparation du rapport a été supervisée par Abdoulaye Coulibaly (directeur, Département gouvernance et réformes économiques, ainsi que directeur et officier en charge, Département politique macroéconomique, prévisions et recherche [ECMR]). L'équipe de base était composée d'Anthony Simpasa (chef de division, Division de politique macroéconomique, prévisions et viabilité de la dette [ECMR.1]), Hamed Amusa, Francis Leni Anguyo, Lacina Balma, Alexandre Kopoin, et Adamon Mukasa, tous d'ECMR.1. Le rapport a été codirigé par Hamed Amusa et Alexandre Kopoin, avec des contributions de l'équipe de base. Richard Dutu, Blaise Gnimassoun et Zackary Seogo ont contribué à diverses sections du rapport. Michael Abah a apporté un soutien administratif.

Les informations statistiques ont été compilées par le Département des statistiques, dirigé par Louis Koua Kouakou (directeur par intérim, Département des statistiques et chef de division, Division des statistiques économiques et sociales), avec l'appui d'Anouar Chaouch, Stéphane Regis Hauhouot, Slim Jerbi, Soumaila Karamberi et Beejaye Kokil.

Le rapport a également bénéficié des révisions et commentaires du personnel interne de la Banque et d'experts externes. Au sein de la Banque, des commentaires et suggestions ont été émis par le Département de l'économie des pays (ECCE), avec des contributions de Désiré Vencatachellum

(directeur principal, ECCE), Audrey Chouchane (chef de division par intérim, ECCE.1), Hervé Lohoues (chef de division par intérim, ECCE.2), et Marcellin Ndong Ntah, Edward Sennoga, Guy Blaise Nkamleu, Peter Rasmussen, Oliver Beguy, Wolassa Kumo, Rachidi Kotchoni, Walter Otero, Ibrahim Sawadogo, Admit Zerihun, Kaouther Abderrahim-Ben Salah, Yousif Eltahir, Iyad Dhaoui, et Dong Yixiu. D'autres commentaires et suggestions ont été reçus du Département de l'Institut africain de développement de la Banque (ECAD), avec des contributions d'Éric Ogunleye (directeur et officier en charge), Seedwell Hove (ECAD.2) ; de la Division impact microéconomique, institutionnel et sur le développement (ECMR.2), avec les contributions de Fadel Jaoui (chef de division et officier en charge), George Marbuah et Michael Machokoto ; et du Centre africain des ressources naturelles (ECNR), avec des contributions de Vanessa Ushie (directrice par intérim), Innocent Onah et Koffi Kpognon. Le rapport a également bénéficié des précieux commentaires et suggestions des évaluateurs externes, le professeur Christopher Adam (Université d'Oxford) et le professeur Léonce Ndikumana (Université du Massachusetts à Amherst).

La couverture du rapport a été conçue par Guy-Ange Gnabro, Justin Kabasele et Laetitia Yattien-Amiguet du Département de la communication et des relations extérieures de la Banque. L'édition, la traduction et la mise en page ont été assurées par une équipe de *Communications Development Incorporated* (CDI), dirigée par Bruce Ross-Larson et comprenant Joe Caponio, Mike Crumplar, Meta de Coquereau, Christopher Trott et Elaine Wilson, avec l'appui de Debra Naylor pour la conception et de Jean-Paul Dailly et d'une équipe de JPD Systems pour la traduction.

MESSAGES CLÉS

La reprise de la croissance en Afrique a ralenti dans un contexte d'incertitude croissante quant à la santé de l'économie mondiale. Les chocs qui ont frappé les économies africaines depuis 2020 ont nui à la croissance, avec des conséquences à long terme. La fragmentation géoéconomique, évidente dans la réponse mondiale aux effets de la pandémie de Covid-19, a été exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie¹ et pourrait être amplifiée par l'éclatement récent du conflit au Moyen-Orient. À ces facteurs s'ajoutent d'autres perturbations intérieures et extérieures, notamment des poches d'instabilité politique sur le continent, une faible demande d'exportation due à la tiédeur de la croissance mondiale, le ralentissement de l'économie chinoise, le resserrement de la politique monétaire des grandes économies et le coût plus élevé des emprunts qui en découle.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel moyen de l'Afrique est tombée à 3,2 % en 2023, selon les estimations, contre 4,1 % en 2022, en grande partie à cause de chocs multiples. Malgré la baisse de la croissance moyenne en 2023, 15 pays africains – menés par l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, Maurice et le Rwanda – ont affiché des augmentations de production de plus de 5 %. La forte croissance de ces pays reflète l'impact positif d'un rebond des dépenses d'investissement,

d'une reprise soutenue du tourisme, d'une forte performance du secteur minier et des avantages de la diversification économique.

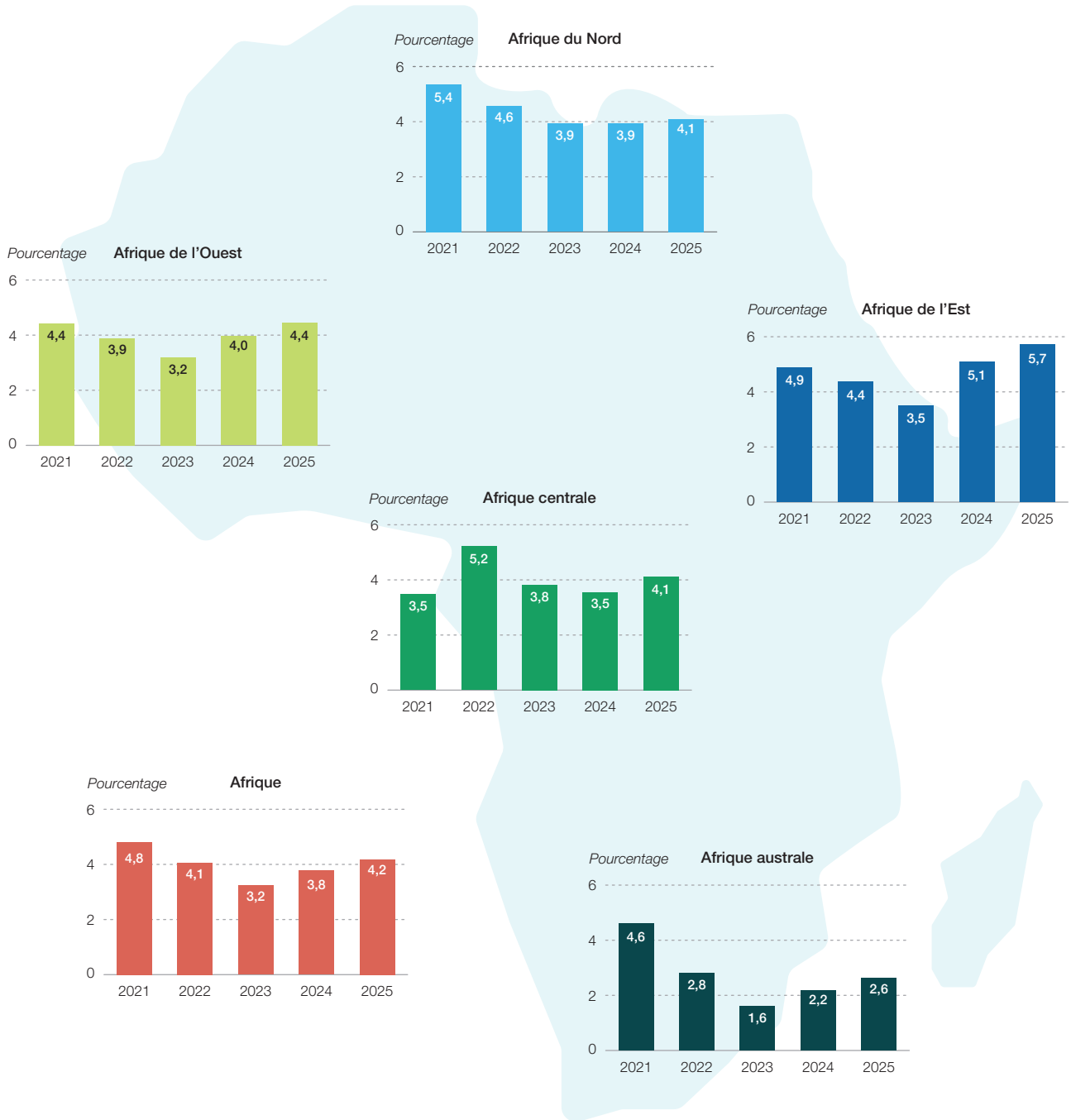
Malgré le ralentissement de la croissance en 2023, les économies du continent restent résilientes, la croissance devant atteindre 3,8 % en 2024. Ce taux de croissance, généralisé dans tous les secteurs, sera élevé dans 41 pays, et même supérieur de plus d'un point de pourcentage à celui de 2023 dans 13 d'entre eux. Malgré des performances sobres en 2023 et avec une expansion prévue en 2024, l'Afrique reste la deuxième région ayant la croissance la plus rapide, après l'Asie, dépassant les 3 % de la moyenne mondiale en 2023, et le continent devrait compter 11 des 20 économies affichant la croissance la plus rapide au monde en 2024.²

Le ralentissement de la croissance moyenne en 2023 et les projections de croissance pour 2024 masquent des variations considérables d'une région à l'autre (figure 1). Leur dispersion reflète en grande partie les différences de politique intérieure, notamment le découplage des économies de la dépendance à l'égard des produits de base, le renouvellement des investissements stratégiques dans les secteurs de croissance clés, et la promotion de la consommation privée, ainsi que des facteurs externes tels qu'une reprise éventuelle sur les principaux marchés d'exportation.

1 Termes convenus lors des Assemblées annuelles 2022 du Groupe de la Banque africaine de développement au Ghana. L'Afrique du Sud, l'Algérie, la Chine, l'Égypte, l'Eswatini, la Namibie et le Nigeria ont émis une réserve et proposé « Conflit entre la Russie et l'Ukraine ».

2 Selon les Perspectives de l'économie mondiale du FMI d'octobre 2023, ces 11 pays sont le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Éthiopie, la Libye, le Niger, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie.

FIGURE 1 Performances et perspectives de croissance, par région africaine, 2021–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

- *Afrique centrale.* La croissance devrait s'affaiblir, passant d'une estimation de 3,8 % en 2023 à 3,5 % en 2024, avant de s'améliorer pour atteindre 4,1 % en 2025. La récession économique devrait persister en Guinée équatoriale, l'économie devant se contracter de 5,1 % en 2024, sous l'effet de la baisse de la production pétrolière consécutive aux faibles investissements dans de nouveaux projets visant à remplacer les pertes de production des unités existantes.
- *Afrique de l'Est.* Grâce à une intégration régionale plus poussée et à des dépenses publiques stratégiques visant à améliorer les investissements dans les infrastructures, la croissance devrait passer de 3,5 % en 2023 à 5,1 % en 2024 et à 5,7 % en 2025.
- *Afrique du Nord.* La croissance devrait rester stable à 3,9 % en 2024 avant de s'améliorer légèrement à 4,1 % en 2025. Au cours des dernières années, plusieurs pays ont été affectés par des vagues successives de conditions météorologiques défavorables (sécheresse au Maroc et en Tunisie et inondations en Libye). Avec les difficultés macroéconomiques de l'Égypte, la région a eu du mal à maintenir les progrès réalisés depuis la pandémie de Covid-19. L'absence de croissance inclusive et le taux élevé de chômage des jeunes continuent de poser des problèmes sociaux, plus de dix ans après le printemps arabe de 2011.
- *Afrique australe.* Même si la croissance du PIB réel devrait passer de 1,6 % en 2023 à 2,2 % en 2024, puis à 2,6 % en 2025, elle resterait trop faible pour relever les défis macroéconomiques et sociaux de la région. Cette performance reflète la stagnation économique continue de la plus grande économie de la région, l'Afrique du Sud. Avec une croissance prévue à 1,1 % en 2024, l'Afrique du Sud souffre des effets négatifs d'une infrastructure physique et sociale défailante et d'une crise prolongée de l'électricité, qui limitent la productivité dans les secteurs clés de l'économie, réduisent la capacité de production des entreprises et freinent la demande intérieure, qui était autrefois le moteur de la croissance du pays. L'Afrique du Sud organisera des élections nationales en 2024, mais les trois décennies de régime

démocratique du pays ont été marquées par des pannes d'électricité chroniques et des défis socioéconomiques croissants.

- *Afrique de l'Ouest.* La croissance devrait passer de 3,2 % en 2023 à 4 % en 2024 et à 4,4 % en 2025. Dans la plupart des pays, la croissance devrait atteindre au moins 4 % en 2024. Cela devrait compenser les ralentissements du Nigéria, la plus grande économie de la région, et du Ghana, criblé de dettes, dont la croissance devrait être respectivement de 2,9 % et 2,8 %. Ces deux pays pourraient toutefois connaître une forte reprise en 2025, avec une croissance prévue à 3,7 % et 4,5 %, respectivement. Cette reprise sera soutenue par les réformes de politique macroéconomique engagées en 2023, qui devraient rationaliser les subventions aux carburants et remédier au défaut d'alignement des taux de change au Nigéria, et assainir les finances publiques pour lutter contre l'accroissement de la dette publique au Ghana.

L'inflation a augmenté en Afrique depuis le début de la pandémie de Covid-19 et reste obstinément élevée, menaçant la stabilité macroéconomique. L'inflation moyenne sur le continent a été estimée à 17,8 % en 2023, soit 3,7 points de pourcentage de plus qu'en 2022 et presque deux fois les 10,1 % de la moyenne des cinq années précédant la pandémie (2015–19). En 2023, l'inflation était la plus élevée atteinte depuis plus d'une décennie et a contribué à éroder les gains macroéconomiques obtenus avant la pandémie. Les pressions inflationnistes ont été alimentées par la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que par des facteurs nationaux tels que les largesses fiscales, les chocs de l'offre agricole, et les effets de la dépréciation des monnaies nationales par rapport au dollar américain.

De meilleures performances en matière de recettes ont permis de diminuer les déficits budgétaires, mais des incertitudes demeurent. La reprise économique plus rapide que prévu après l'impact dévastateur de la pandémie de Covid-19 a contribué à consolider les recettes et à réduire le déficit budgétaire. Le déficit budgétaire

L'inflation moyenne sur le continent a été estimée à 17,8 % en 2023, soit 3,6 points de pourcentage de plus qu'en 2022 et presque deux fois les 10,1 % de la moyenne des cinq années précédant la pandémie (2015–19)

Le déficit du compte courant de l'Afrique s'est légèrement creusé, passant de 1,5 % du PIB en 2022 à une estimation de 2 % en 2023, et il devrait se creuser davantage pour atteindre 2,2 % en 2024

moyen en Afrique est tombé à 5,1 % du PIB en 2021, contre 6,9 % au plus fort de la pandémie en 2020. Il s'est encore réduit pour atteindre 4,9 % du PIB en 2022, grâce à l'augmentation des recettes et à la réduction des dépenses induites par la pandémie. Alors que le déficit budgétaire s'est stabilisé à un niveau estimé à 4,9 % en 2023, le déficit primaire n'a que marginalement diminué, passant de 1,7 % du PIB en 2022 à 1,8 % du PIB en 2023. La stabilisation attendue du solde budgétaire de l'Afrique est principalement due aux mesures d'assainissement budgétaire prises à travers le continent, en particulier dans les pays présentant des risques élevés de surendettement. Par exemple, dans le cadre des mesures de restructuration de la dette, les déficits budgétaires ont été ramenés de 4,2 % en 2022 à 3,3 % en 2023 en Éthiopie, de 11,2 % à 4,8 % au Ghana et de 8,2 % à 6,4 % en Zambie.

La dette publique diminue, mais reste plus élevée qu'avant la pandémie de Covid-19, et les vulnérabilités sous-jacentes restent élevées.

L'assainissement budgétaire sur le continent a permis de stabiliser la dette publique, avec un ratio dette/PIB d'environ 63,5 % en moyenne en 2021–23, qui devrait s'établir à environ 60 % à partir de 2024, mettant fin à une tendance à la hausse perdurant depuis près de dix ans. Malgré la baisse prévue, des défis majeurs subsistent, et les vulnérabilités de la dette devraient s'accroître, alimentées par des coûts plus élevés dus à la hausse des taux d'intérêt sur la dette commerciale et aux effets des dépréciations des taux de change. La part de la dette commerciale a augmenté au cours des deux dernières décennies, la moyenne du continent étant estimée à 43 % de la dette extérieure totale en 2021, contre 20 % en 2000.

La hausse des coûts d'emprunt et la vulnérabilité de la dette qui en découle reflètent les effets du resserrement soutenu des conditions financières mondiales au cours des deux dernières années. L'écart moyen sur les obligations souveraines de l'Afrique a grimpé à environ trois fois la moyenne des marchés émergents depuis

le début du cycle de resserrement en juillet 2022. En conséquence, les coûts du service de la dette ont augmenté, avec 21 pays africains présentant un risque élevé de surendettement ou déjà en situation de surendettement en novembre 2023. Dans de nombreux pays, les paiements au titre du service de la dette extérieure, en proportion des recettes publiques, sont plus élevés qu'avant la pandémie de Covid. Le service de la dette extérieure médian en pourcentage des recettes publiques est passé de 6,8 % en 2015–19 à 10,6 % en 2020–22. L'augmentation des coûts du service de la dette a réduit la marge de manœuvre budgétaire, limitant la capacité des États à investir dans les secteurs favorisant la croissance et le développement du capital humain, tels que l'éducation et la santé, deux domaines où les dépenses publiques moyennes sont inférieures à celles des régions de comparaison et au seuil cible de 4 à 6 % fixé par l'Union africaine.

La position extérieure globale de l'Afrique devrait encore se détériorer en 2024, en raison de la baisse des prix mondiaux des produits de base.³

Le déficit du compte courant s'est légèrement creusé, passant de 1,5 % du PIB en 2022 à une estimation de 2 % en 2023, et il devrait se creuser davantage pour atteindre 2,2 % en 2024. Cette dégradation est principalement due à une augmentation disproportionnée des importations par rapport aux exportations. La décomposition du solde des comptes courants de l'Afrique indique une légère aggravation du déficit commercial (3,4 % du PIB en 2023 contre 2,8 % en 2022). Le déficit des revenus nets (2,3 % du PIB) et l'excédent des transferts courants (3,7 % du PIB) sont restés globalement stables en 2023. Ces facteurs fondamentaux devraient continuer à influencer la dynamique du compte courant à moyen terme.

Le resserrement des conditions financières mondiales a également pesé sur les flux financiers vers l'Afrique, annulant les gains réalisés depuis la pandémie de Covid-19. Après sa forte

3 Fonds monétaire international, Global Price Index of All Commodities [PALLFNINDEXQ], extrait de FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis ; <https://fred.stlouisfed.org/series/PALLFNINDEXQ>.

augmentation à la suite de l'épidémie de Covid-19, on estime que le total des flux financiers vers l'Afrique – incluant l'investissement direct étranger (IDE), l'aide publique au développement, l'investissement de portefeuille et les envois de fonds – a diminué en 2022. Les flux financiers ont chuté de 16,6 %, passant de 216,5 milliards de dollars américains en 2021 (7,9 % du PIB de l'Afrique) à 180,5 milliards en 2022 (6,1 %). Cette baisse est principalement due à une chute de 43,5 % de l'IDE en 2022, après un rebond de 103 % en 2021. Malgré la baisse des flux d'IDE vers l'Afrique, le nombre de nouveaux projets a augmenté de 39 %, pour atteindre 766, et l'Afrique a représenté 40 % des 15 principaux mégaprojets d'investissement entièrement nouveaux (d'une valeur supérieure à 10 milliards de dollars) annoncés en 2022. L'exécution réussie de ces mégaprojets pourrait offrir des opportunités de croissance future, de création d'emplois et de transfert de technologie.

Les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique devraient s'améliorer, mais les risques restent orientés à la baisse, reflétant l'incertitude des conditions économiques mondiales et régionales. La croissance économique de l'Afrique devrait se redresser si l'économie mondiale reste résistante, si la mise en œuvre des projets d'infrastructure sur le continent commence à porter ses fruits et si les progrès en matière de restructuration de la dette et d'assainissement budgétaire dans les pays confrontés à des problèmes d'endettement accrus se poursuivent. Toutefois, la persistance de l'inflation sur le continent et les risques liés aux tensions géopolitiques et aux conflits pourraient affecter ce pronostic. Bien que les prix des produits de base – engrais et céréales – aient baissé par rapport au pic atteint au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une escalade de ce conflit et de la guerre au Moyen-Orient pourrait annuler ces gains. Combinée à la dépréciation continue des taux de change dans de nombreux pays africains, la répercussion de la hausse des prix mondiaux des produits de base sur les prix intérieurs pourrait maintenir l'inflation à un niveau élevé et compromettre la résilience de la reprise économique projetée (voir le tableau 1 pour les perspectives des principaux indicateurs macroéconomiques de chaque pays pour 2024–25).

Pour relancer la croissance de l'Afrique après le ralentissement consécutif aux chocs récents, il faudra une combinaison de politiques à court, moyen et long terme :

- L'adoption de politiques monétaires appropriées aiderait à trouver un équilibre délicat entre la poursuite de la maîtrise d'une inflation élevée et la création d'incitations à la croissance. Associé à des mesures d'assainissement budgétaire, un resserrement de la politique monétaire devrait rester le principal moyen de réduire l'inflation dans les pays où celle-ci dépasse le seuil ciblé, tandis que les pays où les pressions inflationnistes s'atténuent pourraient assouplir progressivement leur politique monétaire.
- Afin d'accroître la résilience aux chocs, la politique monétaire devrait être accompagnée de réformes structurelles visant à mettre en œuvre des politiques industrielles stratégiques destinées à accélérer la diversification économique et à renforcer le secteur des exportations, ainsi que d'un assainissement budgétaire lorsque le déficit budgétaire accroît la pression sur le taux de change.
- Des réformes soutenues de la gouvernance sont nécessaires pour renforcer la capacité de gestion de la dette. Une bonne gouvernance et une forte capacité institutionnelle pourraient contribuer à empêcher les opérations « en-dessous de la ligne » qui sapent les efforts de réduction de la dette et à garantir que les pays se constituent des réserves et réduisent leur dette en période de conjoncture économique favorable.
- La mise en place d'institutions budgétaires solides permettrait de mobiliser efficacement davantage de ressources nationales, tandis qu'une saine gestion des dépenses publiques garantirait une utilisation prudente de ces ressources.
- L'augmentation des investissements des États dans l'infrastructure numérique pourrait dématérialiser la collecte des revenus et réduire les fuites de ressources.
- Investir dans le capital humain pour former une main-d'œuvre dotée des compétences appropriées, poursuivre une stratégie d'industrialisation et de diversification basée sur les ressources pour s'assurer que le continent tire

L'adoption de politiques monétaires appropriées aiderait à trouver un équilibre délicat entre la poursuite de la maîtrise d'une inflation élevée et la création d'incitations à la croissance

parti de ses avantages comparatifs, et renforcer la collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé peuvent stimuler la transformation structurelle de l'Afrique et renforcer sa résilience aux chocs.

- Un plaidoyer en faveur de réformes de l'architecture de l'aide financière mondiale pourrait rendre celle-ci plus réactive dans la fourniture des ressources pour répondre aux besoins de financement du développement de l'Afrique.

TABLEAU 1 Perspectives des principaux indicateurs macroéconomiques en Afrique, par pays, moyennes sur 2024–25

	Croissance du PIB réel (%)	Inflation (%)	Balance du compte courant (% du PIB)	Solde budgétaire (% du PIB)		Croissance du PIB réel (%)	Inflation (%)	Balance du compte courant (% du PIB)	Solde budgétaire (% du PIB)
Afrique du Sud	1,3	4,7	-2,9	-4,3	Libye	7,0	2,7	23,4	10,2
Algérie	3,9	6,2	2,4	-13,3	Madagascar	4,9	7,4	-3,6	-6,4
Angola	3,4	19,3	4,7	-2,2	Malawi	3,5	21,0	-7,2	-8,0
Bénin	6,2	2,2	-4,0	-3,8	Mali	5,1	2,6	-5,2	-3,6
Botswana	4,3	4,5	1,1	-0,4	Maroc	3,7	4,6	-2,8	-4,5
Burkina Faso	4,2	2,7	-4,4	-6,8	Maurice	4,3	6,0	-6,2	-3,8
Burundi	5,9	12,0	-19,0	-3,4	Mauritanie	5,4	4,9	-7,8	-1,7
Cabo Verde	4,5	2,7	-5,1	-3,1	Mozambique	5,0	6,1	-43,6	-2,1
Cameroun	4,3	4,8	-2,2	-0,8	Namibie	2,7	4,6	-5,6	-3,6
Comores	4,1	1,9	-4,9	-3,6	Niger	8,6	3,3	-5,4	-5,0
Congo	4,4	3,7	3,1	4,8	Nigéria	3,3	20,4	1,0	-4,6
Congo, Rép. Dém.	5,0	11,1	-3,7	-1,9	Ouganda	6,5	4,4	-9,0	-3,0
Côte d'Ivoire	6,7	3,1	-5,0	-3,5	Rép. centrafricaine	2,4	3,7	-7,5	-1,8
Djibouti	6,3	1,6	17,1	-2,9	Rwanda	7,2	9,3	-10,8	-6,2
Égypte	3,9	27,7	-2,4	-6,5	São Tomé-et-Príncipe	1,3	11,6	-10,4	-3,0
Érythrée	3,0	4,0	12,7	0,7	Sénégal	7,5	3,0	-6,7	-3,6
Eswatini	4,2	4,7	2,5	-3,5	Seychelles	4,1	2,4	-10,6	-1,8
Éthiopie	6,7	18,4	-2,6	-2,4	Sierra Leone	5,0	26,3	-6,7	-3,8
Gabon	2,7	2,8	-1,7	0,3	Somalie	3,8	4,4	-10,3	-1,4
Gambie	6,2	7,8	-10,9	-2,0	Soudan	0,2	119,8	-5,5	-2,4
Ghana	3,6	17,1	-2,8	-4,1	Soudan du Sud	4,7	10,5	6,4	6,5
Guinée	5,7	7,6	-7,7	-2,4	Tanzanie	6,1	3,7	-4,3	-2,7
Guinée-Bissau	5,0	2,8	-4,7	-3,1	Tchad	3,5	3,6	-2,5	2,0
Guinée équatoriale	-4,1	3,1	-9,3	-0,5	Togo	6,2	2,5	-4,3	-4,4
Kenya	5,4	6,4	-4,9	-4,9	Tunisie	2,6	7,5	-5,3	-5,7
Lesotho	2,6	5,2	-5,6	-4,2	Zambie	4,7	8,2	5,7	-3,9
Libéria	5,9	7,1	-23,7	-3,8	Zimbabwe	3,6	16,4	-0,9	-2,8

Note : Cette carte thermique présente les perspectives de chaque pays pour une sélection d'indicateurs macroéconomiques clés. Pour chaque indicateur, les pays sont répartis en trois groupes : bons élèves (vert), assez bons élèves (jaune) et élèves faibles (rouge). Pour la croissance du PIB réel, les bons élèves sont les pays dont le taux est supérieur à 6 %, les assez bons élèves sont les pays dont le taux est compris entre 4 et 6 %, et les élèves faibles sont ceux dont le taux est inférieur à 4 %. En ce qui concerne l'inflation, les bons élèves sont les pays dont le taux est inférieur à 5 %, les assez bons élèves sont les pays dont le taux est compris entre 5 et 9,9 %, et les élèves faibles sont ceux dont le taux est supérieur ou égal à 10 %. Pour le solde du compte courant, les bons élèves affichent un excédent, les assez bons élèves ont un déficit inférieur à 5 % et les élèves faibles ont un déficit égal ou supérieur à 5 %. Pour l'équilibre budgétaire, les bons élèves ont un excédent ou un déficit inférieur à 3 %, les assez bons élèves ont un déficit de 3 à 5 % et les élèves faibles ont un déficit supérieur à 5 %.

Source : Calculs du personnel de la Banque africaine de développement.

PERFORMANCE ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES

PERFORMANCE ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE

La dynamique de reprise de la croissance en Afrique s'est ralentie, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel étant estimée à 3,2 % en 2023, contre 4,1 % en 2022

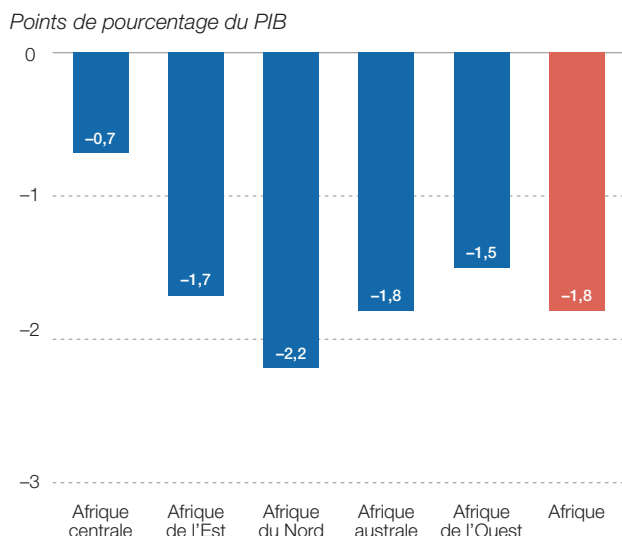
La forte reprise de l'Afrique après la récession induite par la pandémie de Covid-19 s'est estompée à la suite de plusieurs revers, notamment les effets dommageables à long terme de la pandémie, les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que les effets du changement climatique et des chocs météorologiques extrêmes. De plus, la timide reprise en Chine après la pandémie et le ralentissement du marché immobilier ont eu un effet d'entraînement considérable sur la croissance de l'Afrique, vu les liens commerciaux étroits que la Chine entretient avec le continent. L'Afrique exporte en effet 20 % de ses produits minéraux, métalliques et combustibles vers la Chine et importe la plupart de ses produits manufacturés de ce pays.

La plupart des effets directs de la pandémie de Covid-19 sur les pays africains ont disparu et, en mai 2023, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la pandémie de Covid-19 n'était plus une pandémie mondiale. Pourtant, l'incertitude continue de planer sur la santé de l'économie mondiale, alors que les craintes d'une fragmentation géoéconomique enracinée s'intensifient. Au plus fort de la pandémie, cette fragmentation est devenue évidente dans l'accès et la distribution des vaccins Covid-19. Elle a été exacerbée par l'invasion

de l'Ukraine par la Russie et pourrait être amplifiée et prolongée par l'éclatement récent du conflit au Moyen-Orient. D'autres perturbations internes et externes contribuent à aggraver cette fragmentation, notamment des poches d'instabilité politique et d'insécurité à travers le continent, la faible demande d'exportations due à la tiédeur de la croissance mondiale, ainsi que le resserrement des politiques monétaires et la hausse des coûts d'emprunt plus élevés qui en résultent. Les multiples chocs qui ont frappé l'Afrique depuis 2020 ont donc endommagé le tissu de ses économies et réduit sa production. En 2020–22, l'Afrique a subi des pertes substantielles de PIB réel d'environ 55,8 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 1,8 point de pourcentage du PIB (figure 1.1). Cette perte a été la plus élevée en Afrique du Nord (2,2 points de pourcentage), suivie par l'Afrique australe (1,8 point de pourcentage) et l'Afrique de l'Est (1,7 point de pourcentage), ce qui reflète la gravité des chocs dans ces régions.

Les pertes importantes de production auront sans aucun doute des conséquences à long terme sur la croissance et le développement social du continent. Les premières données suggèrent que la croissance moyenne du PIB réel de l'Afrique est tombée à 3,2 % en 2023, contre 4,1 % en 2022 (figure 1.2), soit une réduction de 0,9 point de pourcentage par rapport à la projection des *Perspectives économiques en Afrique 2023* de la Banque. Ce repli économique affecte les cinq régions du continent et de nombreux pays, de sorte que les chocs ont été profonds et généralisés. Selon les estimations, la croissance du PIB réel aura diminué dans 27 des 54 pays du continent en 2023 par rapport à 2022. Trois pays — le Soudan, le Soudan du Sud et la Guinée équatoriale — devraient être en récession en 2023, le

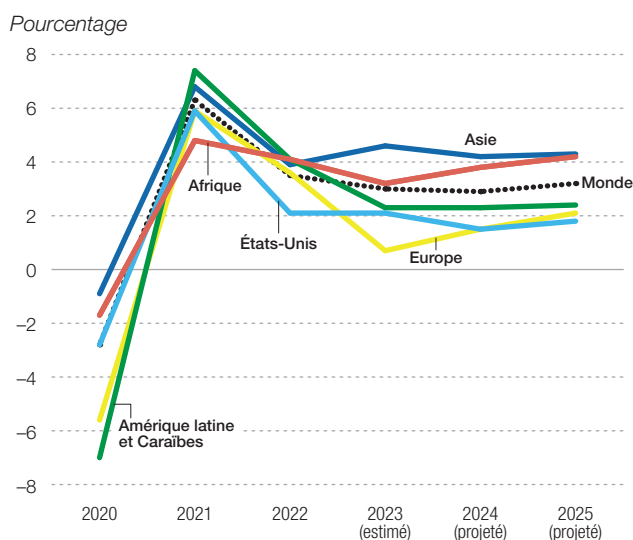
FIGURE 1.1 Estimation des pertes de PIB réel dues à des chocs multiples, par région africaine, 2020–22



Note : Les pertes estimées sont calculées comme la différence entre la croissance estimée du PIB réel en 2023 et la croissance projetée du PIB réel avant la pandémie de Covid-19.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 1.2 Croissance du PIB réel, par région du monde, 2020–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement et *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international, octobre 2023.

Soudan étant entré en récession en 2020 et le Soudan du Sud en 2021.

En 2023, la situation économique au Soudan s'est rapidement détériorée à la suite de l'éclatement de la guerre civile en avril 2023 entre les forces armées soudanaises et les forces paramilitaires de soutien rapide, factions rivales du gouvernement militaire soudanais, faisant disparaître les prévisions d'expansion du PIB réel envisagées avant l'éclatement du conflit. Le pays risque de rester coincé dans une récession en 2024. La situation économique et politique au Soudan du Sud est également soumise à une grande incertitude quant à la durabilité de l'accord de paix signé entre le gouvernement et l'opposition après des années de conflit. De même, la récession en Guinée équatoriale est désormais estimée au moins cinq fois plus forte que ce que prévoyaient les *Perspectives économiques en Afrique 2023* à cause d'une chute désastreuse de la production pétrolière et de la croissance maussade dans les économies non pétrolières en raison de faiblesses structurelles sous-jacentes et d'arriérés de paiement persistants.

Malgré la baisse de la croissance moyenne en 2023, 15 pays africains — menés par l'Éthiopie, Maurice, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo et le Rwanda — ont connu une croissance supérieure à 5 % (tableau 1.1). Cette forte croissance reflète un rebond des dépenses d'investissement dans les infrastructures, une reprise soutenue du tourisme, une solide performance du secteur minier et les avantages de la diversification économique. La plupart de ces 15 pays sont sortis renforcés de la pandémie et ont maintenu leur dynamique de croissance.

L'Afrique de l'Est compte le plus grand nombre de pays dont la croissance du PIB dépassera 5 % en 2023, ce qui témoigne de la solidité de ses performances et de la diversification de ses économies (voir tableau 1.1). Malgré les performances maussades du Nigeria, la plus grande économie du continent, des pays plus petits d'Afrique de l'Ouest — le Bénin, la Gambie, la Guinée et le Togo — ont maintenu une forte croissance. L'île Maurice et le Mozambique, deux pays durement touchés par la pandémie de Covid-19, sont sortis renforcés et ont maintenu la dynamique de croissance amorcée en 2021. En revanche, la

TABLEAU 1.1 Taux de croissance du PIB pour les 15 économies les plus performantes d'Afrique, 2020–23

Région	Pays	Choc pandémique Covid-19	Forte reprise après la pandémie	Consolidation de la croissance	
		2020	2021	2022	2023
Afrique centrale	Congo, Rép. Dém.	1,7	6,2	8,9	6,2
Afrique de l'Est	Djibouti	1,2	4,8	3,7	5,7
	Éthiopie	6,1	6,3	6,4	7,1
	Kenya	-0,3	7,6	4,8	5,4
	Ouganda	-1,2	5,6	5,8	5,1
	Rwanda	-3,4	10,9	8,2	6,2
	Tanzanie	4,5	4,8	4,7	5,2
Afrique du Nord	Libye	-29,5	28,3	-3,7	12,6
Afrique australe	Maurice	-14,5	3,4	8,9	6,8
	Mozambique	-1,2	2,4	4,4	5,6
Afrique de l'Ouest	Bénin	3,8	7,2	6,3	6,2
	Côte d'Ivoire	1,7	7,4	6,7	6,5
	Gambie	0,6	4,3	4,1	5,6
	Guinée	4,9	4,4	4,3	5,9
	Togo	1,8	6,0	5,8	6,0

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

croissance de la Libye a été très volatile, révélant la fragilité de l'environnement politique du pays et les effets des chocs exogènes, notamment les inondations de 2023.

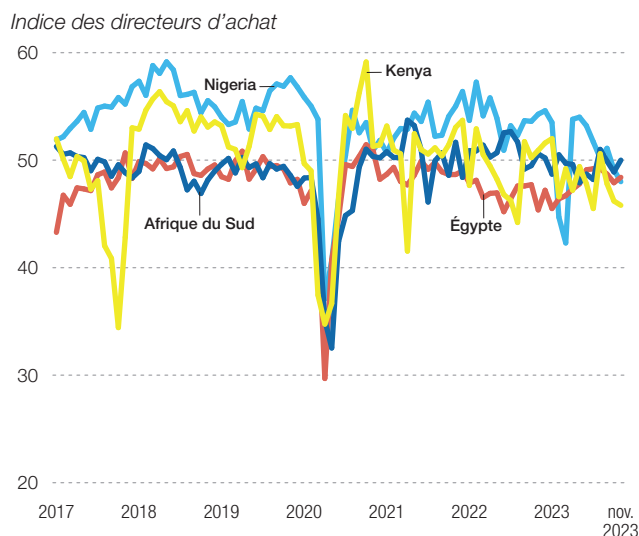
La croissance de l'Afrique en 2024 devrait s'accroître de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 3,8 %. Mais ce chiffre est inférieur de 0,5 point de pourcentage aux prévisions des *Perspectives économiques en Afrique 2023*, en grande partie à cause des facteurs mentionnés précédemment et d'une offre intérieure limitée entre autres par les déficits de production d'électricité. L'expansion de la croissance prévue en 2024 sera toutefois généralisée, ce qui permettra d'inverser les pertes de 2023. Une forte croissance est attendue dans 41 pays, 13 d'entre eux ayant un taux de croissance supérieur de plus d'un point de pourcentage à celui de 2023. La croissance estimée pour 2023 et la croissance projetée pour 2024 restent supérieures aux moyennes mondiales et à celles des autres régions, à l'exception de l'Asie. Selon les *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI) d'octobre 2023, la

croissance économique mondiale devrait s'établir en moyenne à 3 % en 2023, tirée par l'Asie avec un taux de 4,6 % (voir figure 1.2). Le FMI prévoit également une croissance économique mondiale en 2024 de 2,9 % en moyenne, et de 4,2 % en Asie. Le ralentissement attendu en Asie est imputable à une dynamique plus faible en Chine, en raison d'une production industrielle atone.

Le ralentissement estimé de l'Afrique en 2023 se reflète également dans les indicateurs de haute fréquence de l'activité économique (figure 1.3). Pour les 11 premiers mois de 2023 par rapport à la période correspondante de 2022, la valeur de l'indice des directeurs d'achat (PMI) a diminué dans trois des sept premières économies africaines pour lesquelles ces données sont disponibles. La valeur moyenne de l'indice PMI est inférieure de 6,9 points pour le Nigeria, de 3,1 points pour l'Afrique du Sud et de 2 points pour le Kenya, par rapport à la même période de l'année précédente. Les valeurs moyennes de l'indice PMI pour l'Égypte, le Kenya et l'Afrique du Sud jusqu'en novembre 2023 étaient même inférieures à la valeur de référence de 50, ce qui

Malgré la baisse de la croissance moyenne en 2023, 15 pays africains ont connu une croissance supérieure à 5 %

FIGURE 1.3 Valeurs de l'indice des directeurs d'achat dans certains pays africains, 2017–novembre 2023



Source : Haver Analytics et IHS Markit.

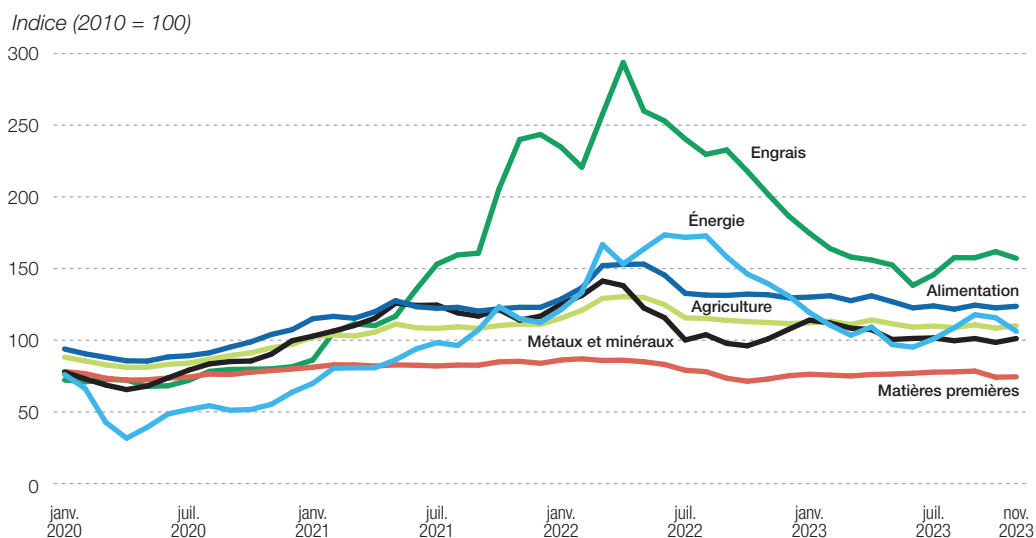
Les performances toujours décevantes des indices PMI en Égypte, au Kenya et en Afrique du Sud reflètent les effets combinés de facteurs intérieurs et extérieurs. Sur le plan intérieur, les faiblesses structurelles persistantes restent un frein majeur à l'activité économique dans la plupart des pays. Ces faiblesses sont renforcées par des pressions inflationnistes élevées et les impacts des dépréciations des taux de change, en particulier dans les pays dont les taux de change sont gérés ou flottants. Les fortes pressions inflationnistes dans de nombreux pays africains, et en particulier en Égypte, au Kenya et en Afrique du Sud, ont entraîné des augmentations plus fortes des prix intérieurs, qui ont conduit à une détérioration des conditions commerciales. Les difficultés macroéconomiques en Égypte, le fardeau croissant de la dette au Kenya et la fréquence des coupures d'électricité en Afrique du Sud ont également pesé sur le climat des affaires. Sur le plan extérieur, la dynamique de croissance des principaux marchés d'exportation reste faible, ralentissant la demande d'exportation pour les produits africains.

Malgré la forte baisse des prix des produits de base depuis les sommets atteints en 2022, ces prix restent supérieurs à ceux enregistrés au plus fort de la pandémie de Covid-19 en 2020 (figure 1.4). En juin 2023, l'indice des prix de

Dans un contexte de faibles monnaies nationales, la hausse des prix des produits de base continue d'exercer des pressions inflationnistes, et ralentit l'activité économique des pays importateurs nets de produits de base.

indique un affaiblissement plus profond de l'activité industrielle. Pour le Kenya, la croissance plus élevée estimée du PIB réel en 2023 est attribuable à la forte reprise de l'agriculture, qui avait été confrontée à une sécheresse persistante et grave, et à une croissance modérée dans le secteur des services.

FIGURE 1.4 Indices mondiaux des prix des produits de base, janvier 2020–novembre 2023

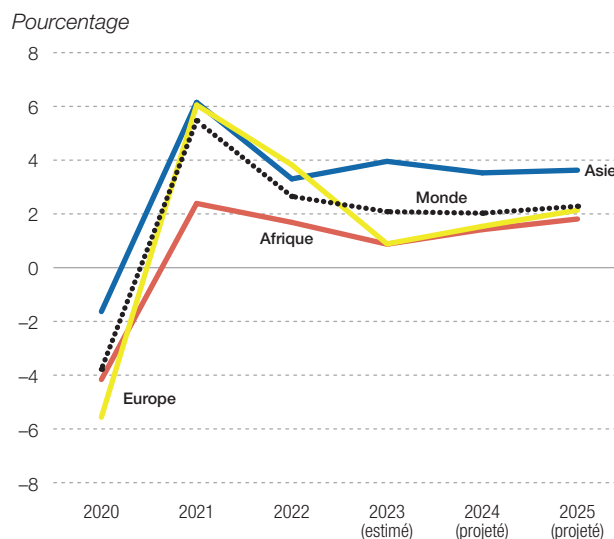


Source : Statistiques de la Banque africaine de développement basées sur la base de données de la Banque mondiale sur les produits de base.

l'énergie avait chuté de 45 % par rapport au pic de juin 2022. Mais au troisième trimestre 2023, cet indice augmentait de 23 %, en raison des restrictions de l'offre par l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et certains pays non-membres de l'OPEP). Une tendance similaire, mais moins prononcée affectait l'indice des prix des denrées alimentaires, qui ont diminué de 18 % au cours du troisième trimestre. Dans un contexte de faibles monnaies nationales, la hausse des prix des produits de base continue d'exercer des pressions inflationnistes, et ralentit l'activité économique des pays importateurs nets de produits de base. Cette hausse des prix pourrait perdurer, compte tenu de l'incertitude croissante concernant les tensions géopolitiques actuelles, les mauvaises récoltes et les effets du phénomène océanique et atmosphérique El Niño. L'annonce par l'Angola de son retrait de l'OPEP pourrait créer de l'incertitude sur le marché du pétrole. De plus, la prolongation et l'intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et en Ukraine pourraient déclencher une deuxième vague de perturbations de l'approvisionnement, entraînant de nouvelles pressions sur les prix des produits de base. À cause de faiblesses structurelles, les pays africains exportateurs nets de produits de base pourraient être incapables de tirer pleinement parti de la hausse des prix, ce qui affaiblirait encore leurs perspectives de croissance à moyen terme.

Le ralentissement de la croissance économique au cours des deux dernières années s'est également traduit par une faible croissance du PIB réel par habitant (figure 1.5). Bien que la croissance du PIB réel par habitant de l'Afrique ait été positive depuis la pandémie de Covid-19, elle reste inférieure à celle d'autres régions. La croissance du revenu réel par habitant a diminué d'environ 0,8 point de pourcentage, passant de 1,7 % en 2022 à 0,9 % en 2023. Le PIB réel par habitant du continent devrait augmenter en moyenne de 1,6 % en 2024–25, reflétant la croissance économique plus rapide prévue. Mais même à ce rythme plus élevé, la croissance du PIB réel par habitant restera inférieure à celle de toutes les autres régions et constituera un obstacle majeur au progrès socio-économique de l'Afrique.

FIGURE 1.5 Croissance du PIB réel par habitant, par région du monde, 2020–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement ; mise à jour d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international ; et estimations de la Division de la population des Nations Unies.

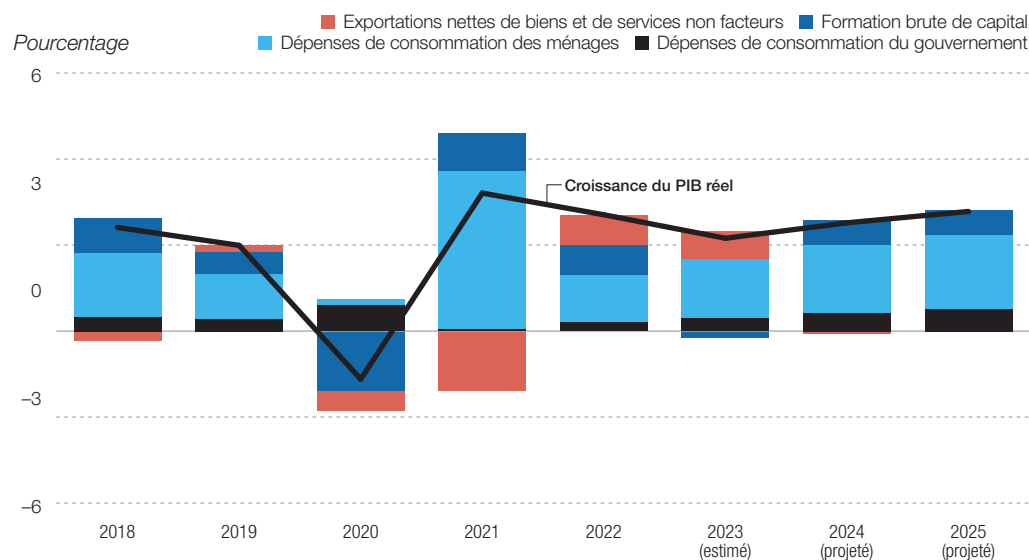
DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE DU POINT DE VUE SECTORIEL ET DU COTE DE LA DEMANDE

La consommation des ménages domine les moteurs de la croissance du côté de la demande, tandis que l'industrie et les services dominent du côté de l'offre

La contribution estimée des principaux moteurs de la croissance du côté de la demande en 2023 est inférieure aux prévisions précédentes, reflétant les pressions inflationnistes persistantes et le resserrement des politiques monétaires qui ont affaibli le pouvoir d'achat des ménages. Selon les estimations, les dépenses de consommation tant des pouvoirs publics que des ménages représentent 2,5 points de pourcentage de la croissance de 3,2 % en 2023 (figure 1.6), soit environ 77,6 % de la croissance de la demande intérieure globale, ce qui est beaucoup plus élevé que les 48,6 % de l'année précédente.

Les exportations nettes ont contribué à la croissance en 2023 à hauteur d'environ 1 point

FIGURE 1.6 Décomposition de la croissance du PIB de l'Afrique du côté de la demande, 2018–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

Si le secteur des services reste le principal moteur de croissance du PIB en 2023, sa contribution est tombée à 55,6 % de la croissance de 3,2 %, contre 70,9 % en 2022

de pourcentage, ce qui équivaut à 29,8 % de la croissance de la demande intérieure globale. La croissance des exportations nettes pourrait être attribuée en partie à la faiblesse des monnaies nationales qui a augmenté les coûts d'importation, réduisant les importations plutôt que de stimuler une forte croissance des exportations. Malgré la reprise dans certains pays, l'investissement privé reste modéré, reflétant le coût toujours élevé du capital et la tiédeur persistante du sentiment des investisseurs. Ainsi, l'investissement privé s'est contracté d'environ 0,2 point de pourcentage en 2023, après avoir augmenté de 1 point de pourcentage l'année précédente.

La contribution estimée de tous les moteurs de croissance du côté de l'offre en 2023 a été inférieure aux prévisions précédentes. Si le secteur des services reste le principal moteur de croissance du PIB en 2023, sa contribution est tombée à 1,8 point de pourcentage (55,6 %) de la croissance de 3,2 %, contre 2,9 points de pourcentage (70,9 %) de la croissance de 4,1 % en 2022 (figure 1.7). Le déclin de l'activité dans le secteur des services est attribuable à la performance modérée des services financiers en raison des taux d'intérêt élevés, au déclin des services touristiques en raison de la faiblesse persistante de la croissance économique mondiale, et aux goulets d'étranglement structurels qui affectent

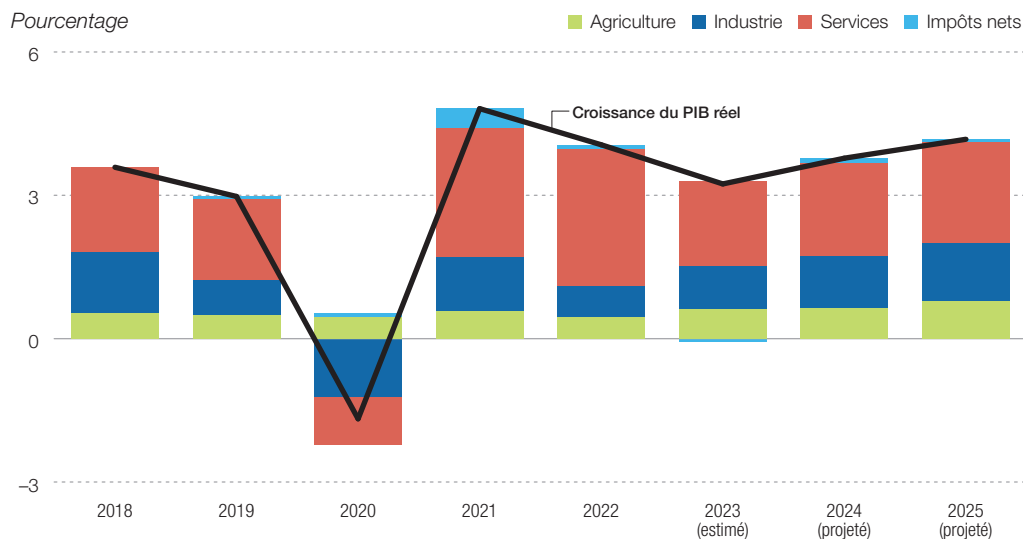
l'approvisionnement en électricité et en eau. Le secteur des services devrait rester un moteur dominant de la croissance en 2024–25, avec une moyenne de 2 points de pourcentage, en raison des effets persistants du resserrement des conditions financières. En revanche, les contributions de l'industrie et de l'agriculture ont augmenté en 2023 pour atteindre, selon les estimations, 0,9 point de pourcentage (27,4 % de la croissance) et 0,6 point de pourcentage (équivalent à 19,2 %, respectivement, contre 0,6 point de pourcentage (15,6 %) et 0,5 point de pourcentage (11,2 %) en 2022. L'expansion de l'activité industrielle est largement attribuable à la croissance de l'industrie manufacturière légère et de l'industrie automobile.

PERFORMANCES ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE DANS LES RÉGIONS ET LES PAYS

Les performances économiques de l'Afrique varient fortement selon les régions

L'Afrique devrait compter la moitié des 20 économies à la croissance la plus rapide au monde en 2024. Si la vigueur de la reprise à la suite de la pandémie de Covid-19 et sa résilience dans

FIGURE 1.7 Décomposition sectorielle de la croissance du PIB de l'Afrique, 2018–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

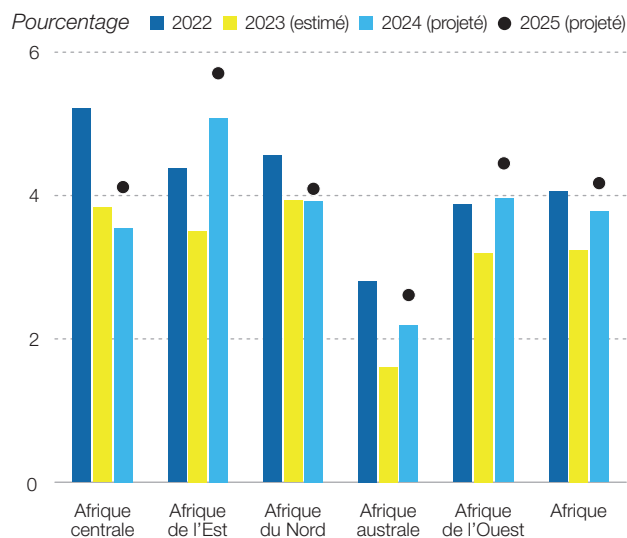
le contexte actuel d'incertitude géopolitique et économique sont généralisées sur le continent, les performances économiques varient d'une région à l'autre (figure 1.8). De nombreux facteurs expliquent ces variations interrégionales, notamment la diminution de la dépendance à l'égard des produits de base grâce à la diversification économique, l'augmentation des investissements stratégiques dans les secteurs de croissance clés et la hausse de la consommation publique et privée, ainsi que par des facteurs externes tels que l'évolution des principaux marchés d'exportation.

L'Afrique de l'Est devrait enregistrer la croissance la plus forte en Afrique, avec 5,1 % en 2024 et 5,7 % en 2025. L'accélération prévue de la croissance de 1,6 point de pourcentage en 2024 reflète la forte performance économique attendue des pays de la région, dont sept économies devraient croître de 5 % ou plus en 2024 — Rwanda (7,2 %), Éthiopie (6,7 %), Djibouti (6,2 %), Tanzanie (6,1 %), Ouganda (6 %), Burundi (5,8 %), et Kenya (5,4 %) (voir le tableau 1.1). Des dépenses publiques élevées et des investissements stratégiques visant à améliorer la connectivité à l'intérieur des pays et à renforcer le commerce intrarégional, associés à des efforts continus pour moderniser les systèmes de production agricole et stimuler la productivité dans le secteur des services, seront à l'origine de bonnes performances enregistrées dans la

plupart des pays. La croissance de Djibouti, qui cherche à tirer parti de sa position géostratégique pour devenir une plaque tournante interrégionale de la logistique et du commerce, sera soutenue par l'augmentation des investissements publics visant à étendre et à moderniser les infrastructures de transport. Par contre au Soudan, la destruction d'infrastructures essentielles due à la guerre et la réduction considérable des activités

L'Afrique de l'Est devrait enregistrer la croissance la plus forte en Afrique, avec 5,1 % en 2024 et 5,7 % en 2025

FIGURE 1.8 Croissance du PIB, par région africaine, 2022–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

L'Afrique du Sud représente 60 % de la production totale de l'Afrique australe, et la faiblesse persistante de sa croissance est la conséquence d'une infrastructure physique et sociale défailante, d'une crise prolongée de l'électricité qui a réduit la capacité de production des entreprises, et d'une demande intérieure limitée.

commerciales et de production pourraient entraîner l'économie dans une nouvelle récession. Son économie s'est contractée de 12,3 % en 2023 et le PIB réel devrait baisser de 1,7 % en 2024, les initiatives régionales et mondiales visant à mettre fin à la guerre ayant jusqu'à présent échoué, alors que le conflit continue d'imposer de lourds coûts économiques et sociaux.

La croissance devrait s'accélérer en Afrique de l'Ouest, le taux estimé passant à 3,2 % en 2023, à 4 % en 2024 et 4,4 % en 2025. À l'exception du Nigeria et du Ghana, tous les pays de la région devraient connaître une croissance d'au moins 4 % en 2024. Cependant, la performance économique du Nigeria — la plus grande économie du continent et de l'Afrique de l'Ouest — devrait rester maussade, la croissance n'augmentant selon les estimations que de 0,4 point de pourcentage en 2024, pour atteindre 2,9 %, avant de s'améliorer pour atteindre 3,7 % en 2025. La faible dynamique de la croissance nigériane est due aux effets du premier ordre de réformes économiques nationales visant à remédier aux déséquilibres macroéconomiques persistants et aux distorsions structurelles du pays et à jeter les bases d'une croissance plus forte et soutenue à long terme. Dans l'immédiat, la fin des subventions aux carburants et la mise en place de mesures visant à unifier le taux de change ont entraîné une augmentation rapide du coût de la vie et des importations, qui a pesé sur la demande et la production intérieures, ainsi que sur l'investissement, entraînant un ralentissement économique.

Les avantages à long terme de ces réformes pourraient l'emporter sur les coûts à court terme d'un ajustement du marché. Par exemple, le Nigeria pourrait consacrer plus de 5 milliards de dollars — utilisés pour subventionner le carburant de 2022 à mai 2023 — à des infrastructures sociales essentielles. Au Ghana, la croissance devrait passer d'un taux estimé à 1,5 % en 2023 à 2,8 % en 2024, avec une croissance modeste reflétant l'assainissement budgétaire en cours et l'inflation élevée qui pèse sur les budgets des ménages.

Grâce à la production et à l'exportation d'hydrocarbures, le Niger (dont la croissance devrait passer de 4,3 % en 2023 à 11,2 % en 2024) et le Sénégal (dont la croissance devrait passer de 4,1 % en 2023 à 8,2 % en 2024) devraient enregistrer de bonnes

performances économiques. La croissance en Côte d'Ivoire devrait atteindre 6,8 % en 2024, soutenue par une augmentation de la construction menée par le secteur privé et des investissements publics importants dans les infrastructures stratégiques, les équipements publics et le développement industriel. L'augmentation de la production agricole, l'expansion du secteur des services et les réformes visant à renforcer la participation du secteur privé dans les domaines de l'énergie et de l'exploitation minière devraient stimuler la croissance au Bénin (6,4 %), en Gambie (6,2 %), au Togo (6 %), au Mali (4,8 %), en Sierra Leone (4,6 %) et au Burkina Faso (4,1 %).

Pour l'Afrique du Nord, la croissance devrait rester à 3,9 % en 2024 et augmenter de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 4,1 % en 2025. Malgré la croissance prévue pour tous les pays de la région, les expansions sont modestes ou en retrait par rapport aux estimations de 2023. La croissance en Libye, estimée à 12,6 % en 2023, devrait tomber à 7,9 % en 2024 et à 6,2 % en 2025. Ce fort ralentissement reflète les effets dévastateurs des inondations de septembre 2023 dans l'est du pays et l'incertitude politique qui entrave la reprise économique après la catastrophe. L'Égypte enregistre également un ralentissement de la croissance qui passe d'une estimation de 4 % en 2023 à une estimation de 3,7 % en 2024. L'inflation élevée et les pénuries de devises continueront à freiner la croissance économique à moyen terme. En outre, la guerre au Moyen-Orient représente un risque pour la sécurité de l'Égypte qui pourrait réduire les flux touristiques.

La croissance en Afrique centrale devrait se modérer, passant de 3,8 % en 2023 à 3,5 % en 2024, avant de remonter à 4,1 % en 2025. Malgré une modération de la croissance, qui devrait passer de 6,2 % en 2023 à 4,7 % en 2024, avant de monter à 5,3 % en 2025, la République démocratique du Congo restera le pays le plus performant de la région. La modération de la croissance prévue en 2024 peut être attribuée à l'intensification des conflits armés dans la région est du pays ainsi qu'au ralentissement prévu de la croissance en Chine, une destination majeure des exportations de minerais de la RDC. L'amélioration des perspectives de croissance du pays en 2025 reflète la reprise de la consommation privée

et les solides performances du secteur extractif, soutenues par l'augmentation des investissements miniers et des exportations. Au Congo, la consommation publique, associée à l'amélioration de la production de pétrole et de gaz naturel, devrait faire passer la croissance de 4 % en 2023 à 4,4 % en 2024. En République centrafricaine, la croissance devrait passer de 1 % en 2023 à 2 % en 2024 grâce à une hausse de la demande mondiale, aux prix élevés des exportations de bois et à l'amélioration de la sécurité. Le Gabon sort progressivement du choc initial de l'impasse politique. La stabilisation de l'environnement politique pourrait relancer l'intérêt pour la mise en service prévue de puits de pétrole, ce qui favoriserait la croissance, qui pourrait atteindre 2,4 % en 2024 et 2,9 % en 2025. La récession économique en Guinée équatoriale devrait persister, avec une contraction de l'économie de 5,1 % en 2024 et de 3 % en 2025. Cette situation reflète la diversification économique limitée du pays et les défis permanents liés à la baisse de la production pétrolière, dans un contexte de grave pénurie d'investissements dans de nouveaux projets visant à remplacer la production pétrolière perdue.

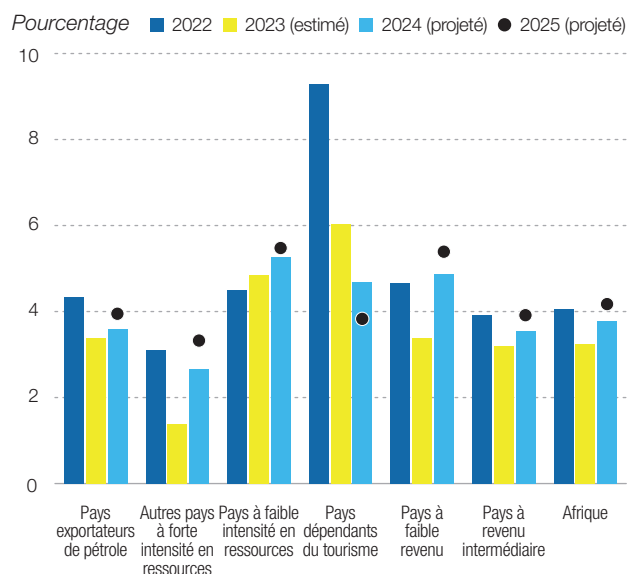
La croissance reste faible en Afrique australe. Le PIB réel devrait croître de 1,6 % en 2023, et 2,2 % en 2024, et augmenter légèrement à 2,6 % en 2025. Cette faible performance reflète la stagnation économique continue en Afrique du Sud, la plus grande économie de la région, où la croissance est estimée à 0,8 % en 2023 et devrait augmenter légèrement pour atteindre 1,1 % en 2024 et 1,6 % en 2025. L'Afrique du Sud représente 60 % de la production totale de la région, et la faiblesse persistante de sa croissance est la conséquence d'une infrastructure physique et sociale défaillante, d'une crise prolongée de l'électricité qui a réduit la capacité de production des entreprises, et d'une demande intérieure limitée. Cette situation économique médiocre a aggravé le taux de chômage, la pauvreté et les inégalités, qui restent élevés, empêchant ainsi le pays de récolter les dividendes de la démocratie au cours des 30 années qui se sont écoulées depuis la fin de la domination de la minorité blanche. L'Afrique du Sud organisera des élections nationales cette année, un test décisif pour les références démocratiques dans un contexte de paralysie des

infrastructures, de détérioration des conditions sociales et de divisions politiques persistantes. Malgré la croissance maussade dans la région, la combinaison d'une augmentation des investissements fixes, d'une hausse de la consommation publique, d'une augmentation des dépenses d'investissement dans les secteurs de l'extraction et de l'agriculture, et d'une reprise complète du secteur du tourisme pourrait permettre à six pays d'enregistrer une croissance moyenne supérieure à 4 % en 2024 : Mozambique (5 %), Maurice (5 %), Eswatini (4,9 %), Zambie (4,7 %), Madagascar (4,5 %) et Botswana (4,1 %).

Concernant les groupes de pays, la croissance des économies à faible intensité en ressources devrait passer de 4,8 % en 2023 à 5,3 % en 2024 et à 5,5 % en 2025 (figure 1.9). L'accélération de la croissance sera généralisée, 8 des 15 pays du groupe devant enregistrer une croissance de 5 % ou plus en 2024, avec en tête le Sénégal (8,2 %), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %) et l'Éthiopie (6,7 %). Les performances économiques bénéficieront d'une augmentation des investissements publics dans les principaux secteurs de croissance (principalement l'industrie manufacturière et les services) et des dépenses d'investissement substantielles dans les infrastructures

Les autres économies à forte intensité en ressources ont enregistré une croissance estimée à 1,4 % en 2023, avec de légères améliorations prévues à 2,7 % en 2024 et 3,3 % en 2025

FIGURE 1.9 Croissance du PIB en Afrique, par groupe de pays, 2022–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

Si les banques centrales africaines s'inspirent de leurs homologues des économies avancées, elles pourraient commencer à réduire les taux d'intérêt à mesure que les risques d'inflation élevée s'atténuent

publiques essentielles, notamment l'électricité, les transports et les réseaux logistiques (au Burundi, en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda). La croissance de ces économies sera également soutenue par des investissements visant à améliorer la productivité et la valeur ajoutée dans l'agriculture (Bénin, Gambie et Togo).

La croissance moyenne des économies dépendantes du tourisme devrait se ralentir, passant de 6 % en 2023 à 4,7 % en 2024 et à 3,8 % en 2025. En 2023, l'Afrique a récupéré 92 % de son nombre de visiteurs d'avant la pandémie de Covid-19,¹ favorisant ainsi un fort rebond des recettes touristiques et des effets multiplicateurs associés du secteur. Le ralentissement prévu de la croissance pour ce groupe de pays reflète une stabilisation du tourisme ainsi que des tensions géopolitiques et les défis économiques tels que l'inflation élevée et la production mondiale plus faible, qui ralentiront la demande de voyages dans les principaux marchés sources de tourisme tels que la Chine, l'Europe et les États-Unis.

La croissance moyenne dans les pays exportateurs de pétrole devrait être stable en 2023–25, avec une légère amélioration, passant d'une estimation de 3,4 % en 2023 à 3,6 % en 2024 et 3,9 % en 2025. La croissance devrait rester stable malgré la réduction des objectifs de production de l'OPEP pour 2024 pour deux des principaux exportateurs de pétrole de l'Afrique — le Nigeria et l'Angola, ce dernier ayant annoncé son retrait du bloc en raison de désaccords sur les réductions de production. La croissance pour ce groupe de pays sera soutenue par des prix élevés du pétrole brut et des investissements importants destinés à de nouveaux projets susceptibles d'augmenter la production d'hydrocarbures (en particulier au Congo et au Gabon). Malgré une campagne mondiale agressive réclamant une réduction des investissements dans les combustibles fossiles, les besoins croissants en énergie pour stimuler le développement et la transformation de l'Afrique pourraient nécessiter une augmentation des flux de capitaux vers les pays africains producteurs de pétrole.

Les autres économies à forte intensité en ressources ont enregistré une croissance estimée à 1,4 % en 2023, avec de légères améliorations prévues à 2,7 % en 2024 et 3,3 % en 2025. Ces

performances pourraient s'améliorer sous l'effet d'une reprise économique en Chine, qui pourrait voir une augmentation de sa demande de produits de base tels que le cuivre, le minerai de fer et la bauxite suite à l'expansion des réseaux intelligents et de la construction (y compris dans les secteurs du commerce, de l'industrie, de l'infrastructure, de l'énergie et des services publics, ainsi que des constructions institutionnelles et résidentielles). Cette demande chinoise pourrait profiter aux exportateurs de minéraux de ce groupe de pays (République démocratique du Congo, Guinée, Zambie). La croissance au Burkina Faso et au Mali bénéficiera de la hausse des prix de l'or, les investisseurs utilisant de plus en plus ce métal comme valeur refuge dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes et d'incertitude économique mondiale. La croissance du Botswana pourrait profiter des efforts en cours pour développer davantage la valeur ajoutée nationale dans l'industrie du diamant, avec pour résultat une croissance prévue de 4,1 % en 2024 et de 4,4 % en 2025. Au Libéria, les élections pacifiques de 2023 ont mis en évidence la maturité de sa jeune démocratie entraînant ainsi une mobilisation renforcée des investissements dans l'expansion de l'infrastructure logistique pour répondre aux augmentations prévues de minerai de fer et de caoutchouc. Ces efforts devraient contribuer à l'accélération de la croissance du pays, qui devrait passer de 4,7 % en 2023 à 5,4 % en 2024 et à 6,3 % en 2025.

Les perspectives de croissance sont sujettes à la fois à des facteurs de hausse et à des risques de baisse

Malgré des vents contraires persistants au niveau mondial et national, les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique s'améliorent lentement. Cette modeste amélioration de la croissance perdurera tant que l'économie mondiale reste résiliente, que la désinflation se poursuit, que les projets d'infrastructure se mettent en œuvre et que les progrès en matière de restructuration de la dette et d'assainissement des finances publiques se maintiennent. Cependant, de nouvelles tensions au Moyen-Orient ou un retard dans la résolution pacifique de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pourraient déclencher une deuxième vague de perturbations dans les

chaînes d'approvisionnement, avec une pression concomitante sur les prix des produits de base et des produits manufacturés. Si les prix des produits de base — engrais et céréales — ont baissé par rapport au pic atteint au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une dépréciation continue des taux de change dans de nombreux pays africains couplée à l'impact d'une hausse des prix mondiaux des produits de base sur les prix intérieurs pourrait maintenir l'inflation à un niveau élevé et compromettre la résilience de la reprise économique prévue en Afrique.

Facteurs favorables

- *La désinflation mondiale, permettant d'assouplir la politique monétaire.* Le resserrement de la politique monétaire, la normalisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et la chute des prix des produits de base ont contribué à la décélération de l'inflation globale mondiale, qui est passée de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023. L'inflation devrait encore diminuer pour atteindre 5,8 % en 2024. Avec une plus grande stabilité des prix, les principales banques centrales reconsidèrent leur politique monétaire restrictive, et pourraient ajuster à la baisse leurs taux d'intérêt. Si la réduction anticipée des taux d'intérêt ou la pause dans le resserrement des taux se concrétisent, et si le différentiel d'inflation entre l'Afrique et le reste du monde se réduit, les monnaies africaines vont regagner du terrain, ce qui réduira l'inflation importée. Si les banques centrales africaines s'inspirent de leurs homologues des économies avancées, elles pourraient commencer à réduire les taux d'intérêt à mesure que les risques d'inflation élevée s'atténuent. Combinée à la stabilisation des prix, cette évolution pourrait restaurer le pouvoir d'achat des ménages sur le continent, améliorant ainsi les perspectives d'une croissance économique plus forte et plus élevée.
- *La poursuite de la mise en œuvre des projets d'infrastructure pluriannuels.* Avec une croissance du PIB plus faible, des taux d'intérêt plus élevés et une marge de manœuvre budgétaire réduite, les réformes structurelles devraient maintenant être une priorité politique majeure pour stimuler la transformation de

l'Afrique et une croissance économique plus élevée et inclusive. L'investissement dans les infrastructures, en particulier dans les projets verts, pourrait aider l'Afrique à se remettre de la pandémie de Covid-19 et jeter les bases d'un développement inclusif à long terme. L'Indice de développement des infrastructures en Afrique, qui fournit des informations consolidées et comparatives sur l'état et les progrès du développement des infrastructures dans les pays africains (transport, électricité, technologies de l'information et de la communication, approvisionnement en eau et assainissement), montre que la plupart des pays africains — menés par l'Afrique du Sud (amélioration de 1,48), le Maroc (1,23) et l'Égypte (1,17) — ont fait des progrès considérables entre 2021 et 2022.² La poursuite de ces progrès pourrait stimuler davantage la croissance économique de l'Afrique à court et à moyen terme, étant donné les effets multiplicateurs des investissements dans les infrastructures physiques sur le commerce et l'emploi.

- *Des progrès lents, mais continus en matière de restructuration de la dette et d'assainissement des finances publiques.* Après plus de trois ans et demi d'aggravation de la vulnérabilité de la dette sur le continent, on entrevoit une lueur d'espoir alors que les gouvernements et les créanciers privés prennent les premières mesures pour finaliser la restructuration de la dette. Par exemple, en Zambie, qui a fait défaut sur sa dette extérieure en 2020, les créanciers bilatéraux officiels menés par la Chine ont mis fin à des négociations prolongées sur la restructuration de la dette et ont signé en octobre 2023 un protocole d'accord qui donne force obligatoire à l'accord conclu en juin 2023 pour restructurer 6,3 milliards de dollars de la dette du pays.³ Ces progrès permettent d'être optimiste pour l'Éthiopie et le Ghana, deux autres candidats au moratoire sur la dette du Groupe des 20. Si ces initiatives d'allègement de la dette sont couronnées de succès et étendues à tous les pays en situation de surendettement ou présentant un risque élevé de surendettement, elles pourraient fournir la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour stimuler la croissance, et renforcer les efforts

Combinée à la stabilisation des prix, cette évolution pourrait restaurer le pouvoir d'achat des ménages sur le continent, améliorant ainsi les perspectives d'une croissance économique plus forte et plus élevée

Une intensification des tensions géopolitiques pourrait durement affecter les pays africains qui perdraient un accès à des marchés d'exportation et feraient face à des coûts plus élevés des importations de produits alimentaires et énergétiques, notamment en raison de l'augmentation des taux de fret

d'assainissement budgétaire nationaux après une série de chocs économiques.

- *La reprise de la demande et soutien à des politiques de relance chez les principaux partenaires commerciaux, en particulier la Chine.* La croissance économique de la Chine s'est essouffée à la fin de l'année 2023, ce qui a fait naître l'espoir que Pékin intensifie ses mesures de relance au cours de la nouvelle année. Une politique de relance plus forte et plus efficace en Chine pourrait inverser le récent ralentissement de la croissance de la demande intérieure. En outre, elle a reconnu la nécessité de stabiliser son secteur immobilier pour éviter l'impact sur le secteur bancaire et d'autres secteurs économiques clés des graves problèmes financiers des promoteurs, réduisant ainsi les tensions sur les marchés financiers mondiaux.⁴ Les discussions sur une restructuration de la dette des grands promoteurs immobiliers en difficulté sont également positives. Ces différentes mesures sont susceptibles de se traduire par une reprise mondiale avec des retombées positives pour les pays africains où la Chine reste un partenaire important en matière d'investissement et de commerce. En 2023, la Chine recevait un cinquième des exportations africaines de marchandises et restait la plus grande source d'importations pour les pays africains.

Risques de détérioration

- *L'intensification des tensions géopolitiques mondiales qui aggravent les perturbations du commerce mondial et de l'investissement international.* Une intensification des tensions géopolitiques pourrait durement affecter les pays africains qui perdraient un accès à des marchés d'exportation et feraient face à des coûts plus élevés des importations de produits alimentaires et énergétiques, notamment en raison de l'augmentation des tarifs de fret. Selon les estimations du FMI, ces pertes pourraient être aggravées si les flux de capitaux entre les blocs commerciaux centrés sur la Chine ou les États-Unis et l'Union européenne sont interrompus.⁵ Toutes les régions africaines, à l'exception de l'Afrique du Nord, pourraient connaître un déclin permanent allant jusqu'à 4 % du PIB au bout de 10 ans en raison

des tensions géopolitiques, et risquent de perdre environ 10 milliards de dollars d'investissements directs étrangers et d'aide publique au développement (APD).⁶ La réduction des IDE entraverait le transfert de technologies et la création d'emplois dont le continent a tant besoin, en particulier parmi les jeunes, avec les conséquences sociales que cela implique. De plus, pour les pays qui cherchent à restructurer leur dette, l'aggravation de la fragmentation géoéconomique pourrait nuire à la coordination entre les créanciers et retarder les processus de restructuration de la dette.

- *Les prix des matières premières rebondissent à mesure que les risques s'accumulent.* Les tensions géopolitiques en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et dans la mer Rouge pourraient s'intensifier. Combinées à la suspension de l'initiative sur les céréales de la mer Noire en juillet 2023,⁷ à des réductions supplémentaires de la production de l'OPEP+ et au phénomène El Niño en cours, ces tensions pourraient entraîner des perturbations des chaînes d'approvisionnement et relancer les fluctuations des prix des denrées alimentaires, des carburants, des engrais et d'autres produits de base. Les pénuries d'énergie résultant de la baisse des investissements dans les combustibles fossiles, qui ne s'accompagne pas d'une augmentation correspondante des sources alternatives d'énergie propre, ne font qu'aggraver le problème. Ces évolutions augmentent le risque de faire dévier l'économie mondiale de sa trajectoire désinflationniste et pourraient toucher les pays africains les plus vulnérables et à faible revenu, où les denrées alimentaires et l'énergie représentent une part importante de la consommation des ménages.⁸ Une aggravation de ces risques pourrait donc assombrir les perspectives de reprise économique prévue en Afrique.
- *Le retour des tensions dans le système financier.* Alors que les marchés financiers se sont adaptés au resserrement des politiques monétaires, ils tablent désormais sur des baisses de taux d'intérêt à mesure que les forces désinflationnistes s'apaisent. Mais de nouvelles surprises en matière d'inflation, dues à la montée des tensions géopolitiques et à l'augmentation potentielle des prix des matières premières,

obligerait à réévaluer les risques et pourraient déclencher une hausse soudaine des anticipations de taux d'intérêt et une chute des prix des actifs. Les taux pourraient alors rester plus longtemps à un niveau élevé, ce qui aggraverait les difficultés financières et budgétaires du continent et entraînerait une reprise plus lente que prévu. Un nouveau retard dans la baisse des taux d'intérêt pourrait transformer les pertes substantielles non réalisées des banques en pertes réalisées, augmentant ainsi les tensions dans le système financier mondial. L'Afrique subirait alors de nouvelles tensions financières, des dépréciations monétaires et des primes de risque plus élevées, ce qui relancerait l'inflation tout en compromettant la reprise de la croissance.

- *L'augmentation des conflits régionaux et de l'instabilité politique dans certains pays.* Les conflits régionaux et l'instabilité politique peuvent entraîner des coûts économiques et sociaux importants. Ils peuvent également accroître la fragilité des pays et peser sur les finances publiques, en réduisant les recettes et en augmentant les dépenses de défense, détournant ainsi les ressources du développement et de l'aide sociale. Comme on l'a vu récemment, l'instabilité politique déclenchée par des changements anticonstitutionnels de gouvernement suscite des sanctions de la part des communautés régionales et internationales, déprimant l'activité économique en raison de l'interruption des échanges et de la perte de confiance des marchés. Si la paralysie politique persiste, le coût pour les économies pourrait être important et prolongé. Par exemple, les récents coups d'État militaires au Burkina Faso, au Gabon, en Guinée, au Mali et au Niger et les sanctions des blocs régionaux liées aux coups d'État ont perturbé l'activité économique et ont imposé de lourds coûts sociaux.

L'instabilité politique et les inquiétudes concernant les violations des droits de l'homme ont conduit la République centrafricaine, le Gabon, le Niger et l'Ouganda à ne plus bénéficier de la loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (US African Growth and Opportunity Act).⁹ La perte de ces avantages a des conséquences

sur les prix à l'importation et l'exportation de plus de 1 800 produits bénéficiant d'un accès en franchise de droits au marché américain. Les conflits internes et la violence pourraient également résulter de l'augmentation des prix du carburant et d'autres produits de base en raison de l'affaiblissement des monnaies nationales et des réformes. Par exemple, la suppression des subventions aux carburants en Angola, en Éthiopie, au Kenya et au Nigeria et les coûts sociaux qui en résultent ont entraîné des troubles sociaux dus à l'opposition à la politique gouvernementale.

DÉVELOPPEMENTS MACROÉCONOMIQUES, IMPLICATIONS ET PERSPECTIVES

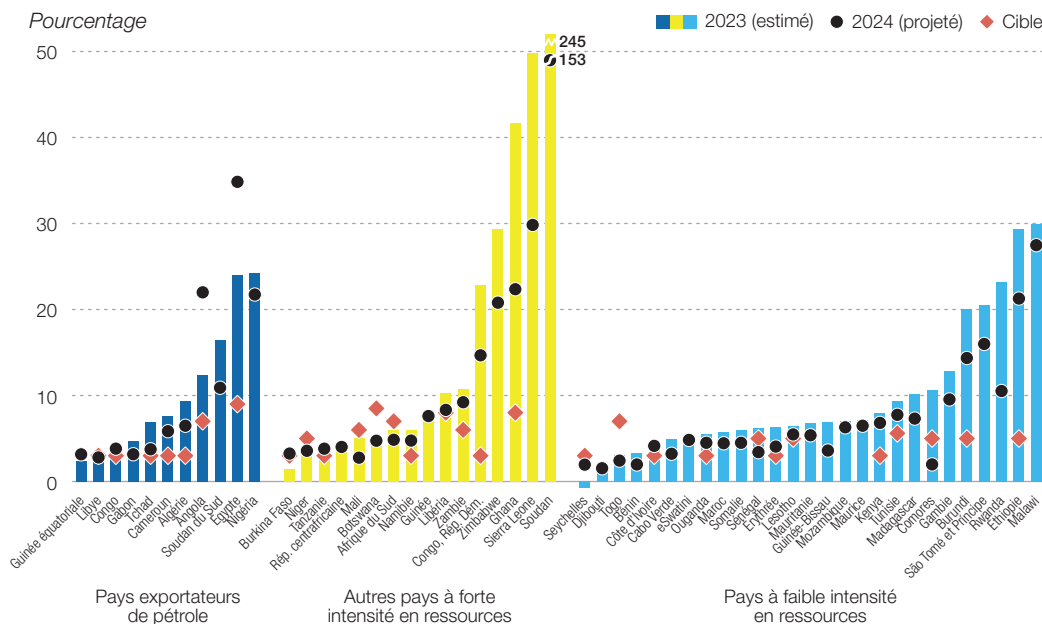
La persistance d'une inflation élevée continue de peser sur les performances des économies africaines en 2023

L'inflation a augmenté en Afrique depuis le début de la pandémie de Covid-19. Les pressions inflationnistes persistantes ont été alimentées par les effets différés des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie et par des facteurs nationaux tels que la prépondérance budgétaire, les chocs d'approvisionnement agricole, le faible niveau d'industrialisation et l'inflation importée due à l'affaiblissement des monnaies locales. Cette situation a pesé sur les performances économiques du continent. L'inflation moyenne en Afrique est restée élevée, estimée à 17,8 % en 2023, contre une moyenne de 10,1 % pour la période pré-pandémique (2015–19). L'inflation estimée en 2023, la plus élevée depuis plus d'une décennie, représente une augmentation de 3,7 points de pourcentage par rapport aux 14,1 % de 2022, et a contribué à éroder les gains macroéconomiques antérieurs à la pandémie. À la fin de 2022, 19 pays africains affichaient des taux d'inflation à deux chiffres. Ce nombre de pays est resté inchangé en 2023 et, même s'il pourrait diminuer à 14 pays en 2024, l'inflation dans la plupart de ces pays restera élevée (figure 1.10). En Égypte, au Nigeria et en Éthiopie, trois des six plus grandes économies

À la fin de 2022, 19 pays africains affichaient des taux d'inflation à deux chiffres. Ce nombre de pays est resté inchangé en 2023, et même s'il pourrait diminuer à 14 pays en 2024, l'inflation dans la plupart de ces pays restera élevée

L'inflation élevée en Afrique contraste fortement avec la décélération dans le reste du monde, les économies développées bénéficiant le plus des resserrements successifs et agressifs de leurs politiques monétaires

FIGURE 1.10 Inflation annuelle des prix à la consommation en Afrique, par région, 2023–24



Note : Les valeurs pour le Soudan ont été tronquées pour une meilleure visibilité des autres pays.
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

africaines en termes de PIB, l'inflation est passée au-dessus de 20 % en 2023, à 24,1 %, 24,2 % et 29,4 %, respectivement.

L'Afrique de l'Est est la région où l'inflation en 2023 sera la plus élevée, avec 30,6 %, sous l'effet des 245 % enregistrés au Soudan. La guerre au Soudan a perturbé l'économie du pays et entraîné une pénurie de biens et de services, provoquant de fortes hausses de prix alors que la population se dispute les ressources rares. Si l'on exclut le Soudan, l'inflation moyenne en Afrique de l'Est est estimée à 13,8 % en 2023, ce qui est inférieur à la moyenne du continent, qui est de 17,8 %. L'inflation est également élevée en Afrique de l'Ouest (20,3 %), avec en tête la Sierra Leone (49,9 %) et le Ghana (41,7 %), devant le Nigeria (24,2 %), où l'inflation s'est accélérée après la suppression de la subvention au carburant en mai 2023, dans le cadre du programme de réforme du gouvernement Tinubu visant à assainir les finances publiques. L'inflation était également élevée en Afrique centrale, ayant presque doublé, passant de 6,8 % en 2022 à une estimation de 11,8 % en 2023. Ce n'est qu'en Afrique australe que l'inflation a diminué, passant de 10,7 % en 2022 à une estimation de 8,5 % en 2023, grâce à des baisses en Angola,

au Botswana, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. En Angola, l'inflation a baissé de 9 points de pourcentage pour atteindre un taux estimé à 12,4 % en 2023, avec l'atténuation des effets de premier ordre de la dépréciation de la monnaie et de l'élimination progressive des subventions aux carburants, responsables d'une inflation élevée en 2022. L'Afrique du Sud a ramené l'inflation à 6 % en 2023, soit l'extrémité supérieure de la fourchette d'inflation visée par le pays (3–6 %), alors qu'elle était de 6,9 % en 2022 grâce à la baisse des coûts de transport. L'inflation a augmenté le plus rapidement en Afrique du Nord, doublant de 8,2 % en 2022 à une estimation de 16,6 % en 2023, sous l'effet d'une augmentation rapide des prix en Égypte, où l'inflation a triplé de 8,5 % en 2022 à une estimation de 24,1 % en 2023, et dans une moindre mesure en Tunisie, où l'inflation a augmenté de 8,3 % en 2022 à une estimation de 9,4 % en 2023.

Des pressions inflationnistes fortement ancrées persistent dans les pays africains qui restent à la traîne des améliorations dans le reste du monde

L'inflation élevée en Afrique contraste fortement avec la décélération dans le reste du monde, les

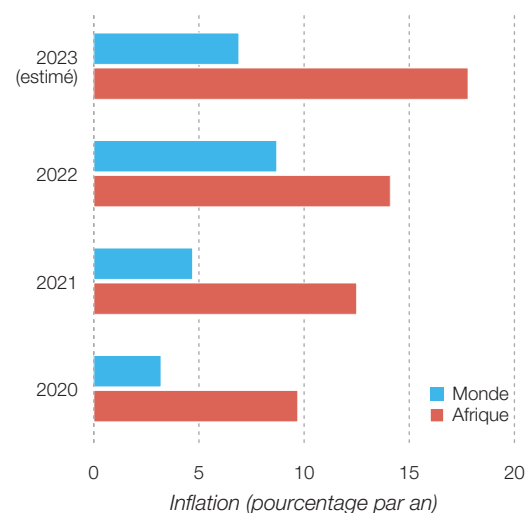
économies développées bénéficiant le plus des resserrements successifs et agressifs de leurs politiques monétaires. L'inflation mondiale est tombée de son pic de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023. Parmi les principales économies, l'inflation globale au deuxième trimestre 2023 a varié de -0,1 % en Chine à 2,7 % aux États-Unis et 2,8 % dans la zone euro.¹⁰ La baisse des prix de l'énergie et la normalisation des chaînes d'approvisionnement ont également contribué à la chute des prix dans le monde entier. Cependant, en Afrique, cette baisse a été plus que contrebalancée par les sources nationales de tensions inflationnistes.

La hausse de l'inflation a exercé une pression supplémentaire sur les positions budgétaires des pays africains, les gouvernements ayant augmenté les dépenses sociales pour protéger les populations vulnérables d'une nouvelle érosion de leur pouvoir d'achat. La dépréciation des taux de change a également aggravé les perspectives d'inflation, en particulier dans les pays où les taux de change sont flexibles. Cela complique les choix des autorités, car il est difficile de lutter contre l'inflation importée à l'aide des outils monétaires classiques. De nouvelles hausses de l'inflation et l'affaiblissement des monnaies nationales risquent de réduire la capacité des gouvernements à soutenir les citoyens vulnérables et pourraient faire basculer de nombreuses personnes dans l'extrême pauvreté.

L'inflation reste élevée, mais devrait diminuer en raison d'un resserrement agressif des politiques monétaires et de la baisse des prix des produits de base

Pour lutter contre la hausse de l'inflation et les pressions inflationnistes persistantes, plusieurs pays africains se sont inspirés de leurs homologues des économies avancées et ont resserré leurs politiques monétaires. Certaines banques centrales ont rapidement relevé leurs taux d'intérêt directeurs en 2022, allant de 400 points de base au Mozambique et au Nigeria à 750 points de base au Ghana,¹¹ ces deux derniers ayant affiché également des taux d'inflation parmi les plus élevés du continent. En outre, les pressions inflationnistes dans les pays ne disposant pas d'un cadre explicite de ciblage de l'inflation sont restées élevées en 2023, par rapport aux pays disposant d'un régime institutionnalisé de ciblage de l'inflation. Ces pressions

FIGURE 1.11 Inflation annuelle en Afrique et dans le monde, 2020–23

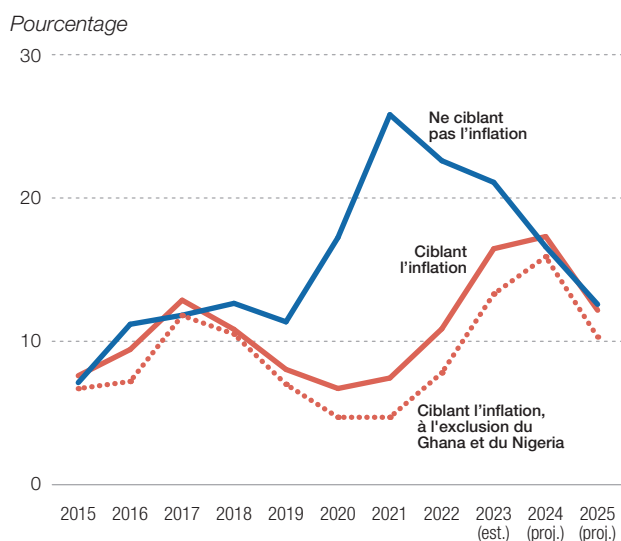


Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

sont susceptibles de converger à court et à moyen terme, car l'inflation devrait diminuer sensiblement entre 2023 et 2025 dans certains pays dépourvus d'objectifs d'inflation, en raison de l'atténuation des facteurs inflationnistes d'origine externe. Par exemple, l'inflation pourrait baisser de 158,8 points de pourcentage au Soudan, de 27,2 points de pourcentage en Sierra Leone, de 17,4 points de pourcentage au Zimbabwe et de 14 points de pourcentage en Éthiopie (figure 1.12). Toutefois, si l'on exclut le Ghana et le Nigeria, deux pays dotés d'un objectif d'inflation spécifique et affichant des taux d'inflation exceptionnellement élevés, l'inflation moyenne du groupe restera modérée et inférieure à celle des pays dépourvus d'objectif d'inflation.

Le resserrement des politiques monétaires en Afrique devrait progressivement freiner l'inflation en raison de la hausse des taux d'intérêt, et donc de l'appréciation des monnaies nationales, et de la poursuite de la baisse des prix internationaux des matières premières, si les tensions géopolitiques et les risques qui y sont associés s'atténuent. L'assainissement budgétaire y contribuera également. Les différences de rythme de désinflation entre les pays reflètent des expositions différentes aux mouvements des prix des produits de base et des devises, ainsi que des capacités différentes de la production nationale à répondre à des prix plus élevés.

FIGURE 1.12 Inflation dans les pays africains ciblant l'inflation et ceux ne la ciblant pas, 2015–25



Note : Les pays ayant adopté des cibles d'inflation sont le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Eswatini, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda et Zambie.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

D'autres banques centrales africaines se sont montrées plus prudentes, et ont choisi de rester optimistes quant à la nature temporaire de la source actuelle de pression inflationniste, perçue comme étant due à des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales plutôt qu'à des augmentations de prix induites par la demande intérieure. L'ampleur et la fréquence des ajustements des taux directeurs ont donc été très variables d'un pays à l'autre. Malgré de fortes augmentations des taux au Ghana, au Mozambique et au Nigeria, les anticipations d'inflation sont restées profondément ancrées et les taux réels sont restés négatifs dans tous les pays, ce qui remet en question l'efficacité des outils traditionnels de la politique monétaire. Dans certains pays, la hausse des taux directeurs n'est pas parvenue à réduire les pressions inflationnistes. Il faut donc rechercher des instruments plus innovants pour traiter les facteurs liés à l'offre qui sont à l'origine de la vague d'inflation actuelle. Une nouvelle hausse des taux d'intérêt pourrait augmenter le coût du crédit

de manière disproportionnée et imposer une taxe sur la croissance. Certains pays où l'inflation était élevée n'ont pas resserré leur politique monétaire, en partie à cause de taux d'intérêt déjà élevés, ce qui signifie que de nouvelles hausses des taux d'intérêt risquent de freiner leur reprise économique.

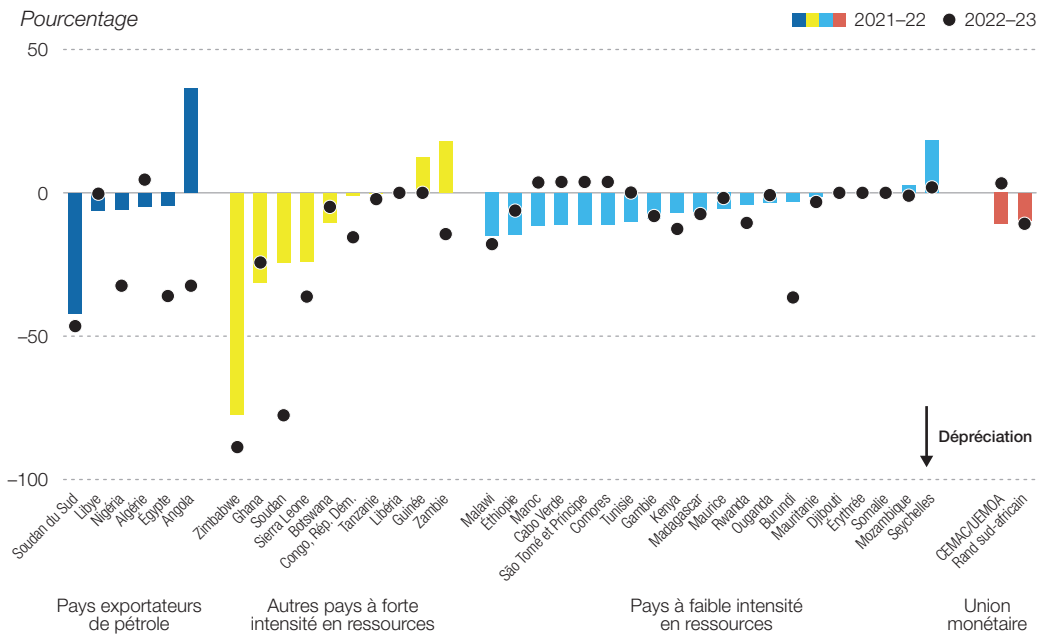
Les monnaies africaines continuent de s'affaiblir

Les taux d'intérêt mondiaux et l'incertitude mondiale restant élevés, la plupart des monnaies africaines ont continué de s'affaiblir par rapport au dollar américain en 2022–23 (figure 1.13). Le dollar zimbabwéen, la livre soudanaise et la livre sud-soudanaise ont été les monnaies les moins performantes en 2023. En outre, tous les principaux pays africains exportateurs de matières premières ont connu des dépréciations soutenues de leur taux de change lorsque les prix des matières premières ont reculé par rapport à leurs pics de 2022, à l'exception du Liberia, de la Guinée (tous deux inchangés) et de l'Algérie (+4,5 %). La livre soudanaise s'est dépréciée de près de 78 %, alors que la guerre civile prolongée dans ce pays a réduit les recettes d'exportation et épuisé les réserves de devises étrangères. La livre sud-soudanaise a perdu près de la moitié de sa valeur par rapport au dollar américain et devrait se déprécier davantage en raison des retombées de la politique monétaire restrictive des États-Unis et de l'élargissement de l'écart de la balance des paiements dû à la structure économique fortement dépendante des importations du pays. Le franc burundais a été la monnaie la moins performante parmi les pays à faible intensité en ressources, car la précarité des réserves de change, l'incertitude mondiale et l'inflation de 20 % ont fait baisser son cours sur les marchés parallèles, et ont obligé la banque centrale à dévaluer la monnaie de 39 % en mai 2023. Avec une appréciation de 3,8 % au Cabo Verde et aux Comores, les deux monnaies insulaires ont été les plus performantes, bénéficiant d'un rebond du tourisme international.

Des taux d'intérêt plus élevés n'ont probablement eu qu'un effet limité sur l'inflation du fait de la prédominance des chocs du côté de l'offre en Afrique

La Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine ont resserré leur politique

FIGURE 1.13 Variations des taux de change en Afrique, par pays, 2021–22 et 2022–23



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

monétaire tout au long de l'année 2023, faisant reculer l'inflation par rapport au pic atteint en 2022. En conséquence, les taux d'intérêt réels sont désormais fermement positifs, à 2,13 % aux États-Unis et à 1,6 % dans la zone euro. En Afrique, en revanche, l'inflation a augmenté en 2023. Bien que la plupart des banques centrales africaines aient également relevé leurs taux, les taux d'intérêt réels restent dans l'ensemble négatifs (figure 1.14). Le récent ralentissement de l'inflation en Afrique et la baisse de l'inflation dans le monde, ainsi que les prévisions d'assouplissement de la politique monétaire dans les économies avancées, pourraient donner aux banques centrales africaines la possibilité de suspendre les hausses de taux d'intérêt, voire de revenir sur certaines d'entre elles si la désinflation se confirme. Des taux d'intérêt réels faibles ou négatifs découragent l'épargne intérieure et, avec l'affaiblissement des monnaies nationales, les ménages pourraient utiliser d'autres actifs, y compris des devises étrangères, comme réserve de valeur, ce qui compromettrait encore davantage l'efficacité du déploiement d'une politique monétaire visant à lutter contre l'inflation.

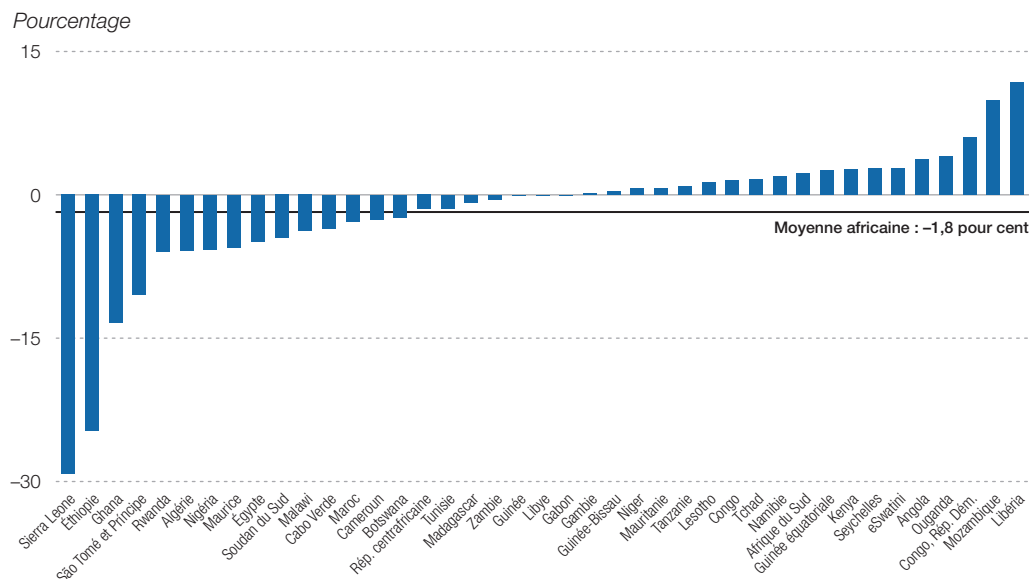
Les déficits budgétaires se sont améliorés, mais la stabilisation prévue à court terme est sujette à des incertitudes

Le déficit budgétaire moyen en Afrique a progressivement diminué, passant d'un niveau historique de 6,9 % du PIB en 2020, en raison des mesures de relance budgétaire prises pour atténuer l'impact de la pandémie de Covid-19, à 5,1 % en 2021 et 4,9 % en 2022, où il devrait s'être stabilisé en 2023 (figure 1.15). Le déficit primaire est également resté stable en 2023, avec une estimation de 1,8 %. La stabilisation du solde budgétaire est principalement due à l'assainissement budgétaire, la restructuration de la dette donnant un élan supplémentaire à la rigueur budgétaire au Ghana, en Zambie et en Éthiopie, où les déficits budgétaires ont diminué de 57 %, 22 % et 21 %, respectivement, en 2023.

Sur les 11 pays exportateurs de pétrole, 5 (Algérie, Angola, Cameroun, Égypte et Nigeria) affichent des déficits budgétaires en 2023. Les autres (Tchad, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Libye et Soudan du Sud) ont enregistré des excédents. Malgré ces disparités, le groupe a enregistré un déficit budgétaire moyen de 5,3 % du PIB

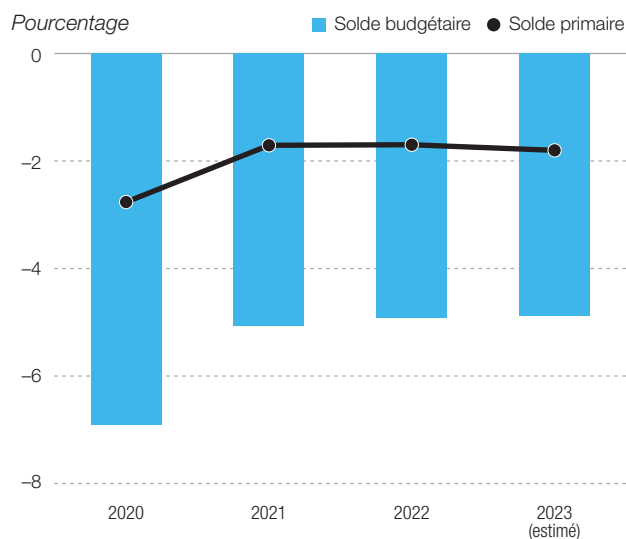
Les taux d'intérêt mondiaux et l'incertitude mondiale restant élevés, la plupart des monnaies africaines ont continué de s'affaiblir par rapport au dollar américain en 2022–23

FIGURE 1.14 Taux d'intérêt réels en Afrique, par pays, 2023



Note : Le taux d'intérêt réel est calculé comme le taux directeur actuel moins le taux d'inflation estimé pour 2023.
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 1.15 Solde budgétaire global et solde budgétaire primaire en Afrique, 2020–23



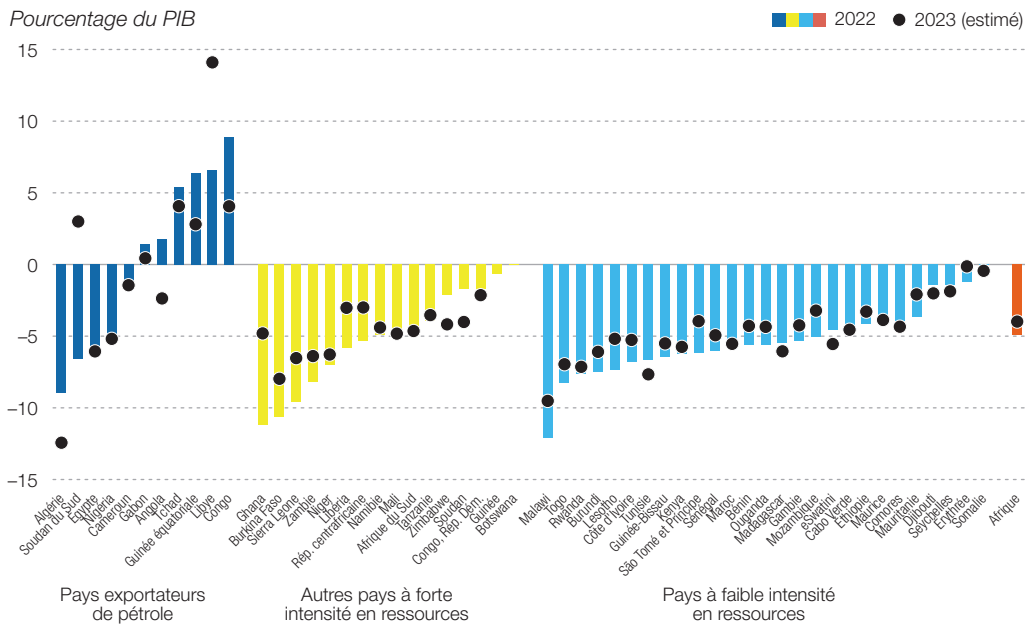
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

en 2023, contre 4,7 % en 2022. Bien que la Libye ait enregistré un important excédent budgétaire de 14,1 % du PIB en 2023, les déficits budgétaires de grands pays comme l'Algérie (12,4 %), l'Égypte (6,1 %) et le Nigeria (5,2 %) ont pesé lourdement sur le groupe (figure 1.16).

Le déficit budgétaire moyen des économies à faible intensité en ressources a continué de s'améliorer, passant de 5,7 % du PIB en 2022 à 4,9 % en 2023, grâce à des factures d'importation moins élevées accompagnant une hausse des recettes provenant d'une légère amélioration de l'activité économique. Plus des deux tiers des pays de ce groupe ont amélioré leur solde budgétaire en 2023. Le Lesotho, le Malawi et São Tomé et Príncipe ont réduit leur déficit budgétaire de plus de 2 points de pourcentage du PIB. Parmi les autres économies à forte intensité en ressources, le déficit budgétaire moyen s'est également légèrement réduit, passant de 4,7 % du PIB en 2022 à 4,3 % en 2023. Les 16 pays de ce groupe ont enregistré un déficit budgétaire en 2023, à l'instar des économies à faible intensité en ressources, mais 10 d'entre eux ont enregistré une amélioration par rapport à 2022.

L'assainissement budgétaire du Ghana a porté ses fruits : le déficit budgétaire a diminué de 6,4 points de pourcentage, passant de 11,2 % du PIB en 2022 à 4,8 % en 2023. Ce résultat est dû en partie à l'amélioration du solde primaire et aux mesures de stabilisation macroéconomique. Le Ghana a accepté un programme triennal de facilité élargie de crédit avec un soutien d'environ

FIGURE 1.16 Soldes budgétaires en Afrique, par pays, 2022–23

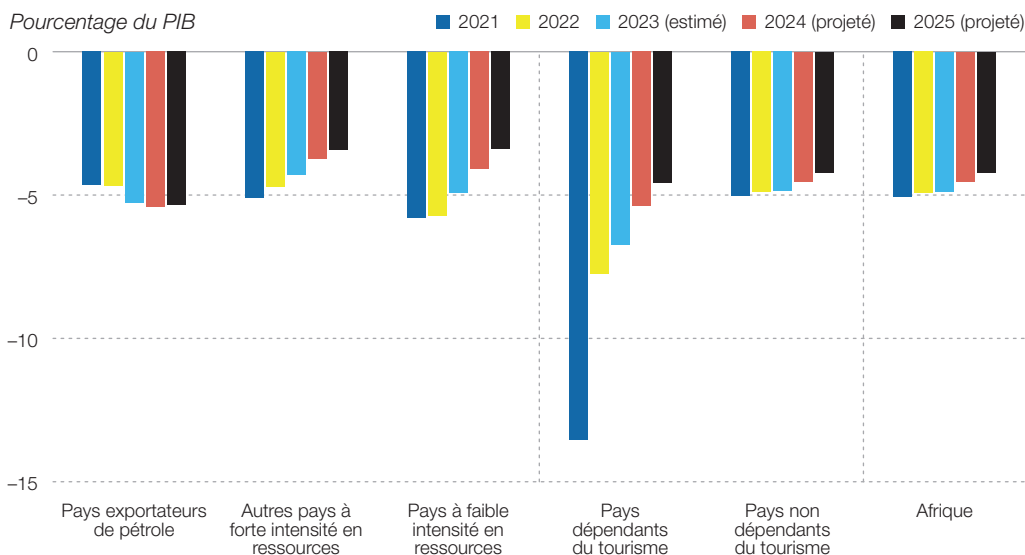


Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

3 milliards de dollars du FMI et s'est engagé dans la restructuration de sa dette publique.¹² Dans le cadre de ce programme, les autorités se sont engagées à consolider le budget et à mettre en œuvre des réformes structurelles, notamment en améliorant l'administration fiscale et la gestion des finances publiques.

Pour l'ensemble des groupes régionaux et des pays à forte intensité en ressources, le déficit budgétaire devrait se réduire, passant de 4,9 % du PIB en 2023 à 4,5 % en 2024 et à 4,3 % en 2025 (figure 1.17). À l'exception des pays exportateurs de pétrole, où le déficit budgétaire devrait se creuser en 2024, les autres groupes devraient

FIGURE 1.17 Soldes budgétaires en Afrique, par groupe de pays, 2021–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

L'amélioration de la mobilisation des ressources nationales est l'un des défis politiques les plus pressants auxquels sont confrontés les pays africains pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les cinq grandes priorités de la Banque

Trois ans après la pandémie de Covid-19, et malgré la reprise économique partielle, les recettes publiques moyennes en Afrique sont passées de 17,2 % du PIB en 2020 à seulement 18,8 % en 2023, et les recettes fiscales moyennes sont restées stables à 14,7 % en 2020 et en 2023

enregistrer une amélioration progressive à court terme. La baisse des prix de l'énergie devrait entraîner une baisse des recettes pétrolières, qui pourrait fragiliser les positions budgétaires des pays exportateurs de pétrole. Les programmes d'assainissement budgétaire liés à la restructuration de la dette dans plusieurs pays pourraient libérer une certaine marge de manœuvre budgétaire, contribuant ainsi à réduire les déficits budgétaires.

L'économie mondiale étant en proie à l'incertitude, les situations budgétaires du continent resteront vulnérables aux chocs mondiaux. Les gouvernements africains auront donc besoin de politiques plus audacieuses et plus transformatrices pour constituer des réserves budgétaires afin de faire face à d'éventuelles crises futures. C'est particulièrement vrai pour les exportateurs nets de matières premières, qui ont vu les prix de leurs produits d'exportation monter en flèche après avoir enregistré des baisses au plus fort de la pandémie de Covid-19. Pour les exportateurs de produits autres que les matières premières, l'assainissement budgétaire, un meilleur ciblage des subventions sur les groupes vulnérables et une meilleure gestion budgétaire seront essentiels pour renforcer la capacité budgétaire. Pour tous les pays, la mise en œuvre de mesures stratégiques d'augmentation des recettes devrait être une priorité essentielle pour accroître la mobilisation des ressources nationales afin d'élargir la marge de manœuvre budgétaire.

L'amélioration de la mobilisation des ressources nationales est l'un des défis politiques les plus pressants auxquels sont confrontés les pays africains pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les cinq grandes priorités de la Banque. Comme le stipule la cible 17.1 des Objectifs de développement durable, la mobilisation des ressources nationales est essentielle pour permettre aux pays de s'approprier et d'élaborer avec souplesse des politiques qui répondent à leurs défis de développement spécifiques tout en atténuant les risques de surendettement.¹³ Toutefois, les recettes publiques, en baisse depuis les années 2010, n'ont pas augmenté des 15 % du PIB dont les pays en développement ont besoin pour financer de manière adéquate les progrès

vers la réalisation des objectifs de développement durable.¹⁴

Les recettes moyennes des administrations publiques (hors dons) ont considérablement diminué, passant de 21,2 % du PIB en 2010 à 18,1 % en 2019. Les recettes fiscales, principale source de recettes nationales dans la plupart des pays, ont également diminué au cours de la même période, d'environ 2 points de pourcentage, pour atteindre 14,3 % du PIB, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique (21 %), de l'Amérique latine (22,9 %) et des membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (33,8 %). Trois ans après la pandémie de Covid-19, et malgré la reprise économique partielle, les recettes publiques moyennes en Afrique sont passées de 17,2 % du PIB en 2020 à seulement 18,8 % en 2023, et les recettes fiscales moyennes sont restées stables à 14,7 % en 2020 et en 2023. L'écart entre les pays africains et les autres régions du monde demeure, le ratio moyen des recettes fiscales au PIB en 2021–22 étant de 34 % dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de 21,7 % en Amérique latine et de 19,8 % dans la région Asie-Pacifique.¹⁵

La mobilisation des ressources nationales reste un élément clé de l'assainissement budgétaire

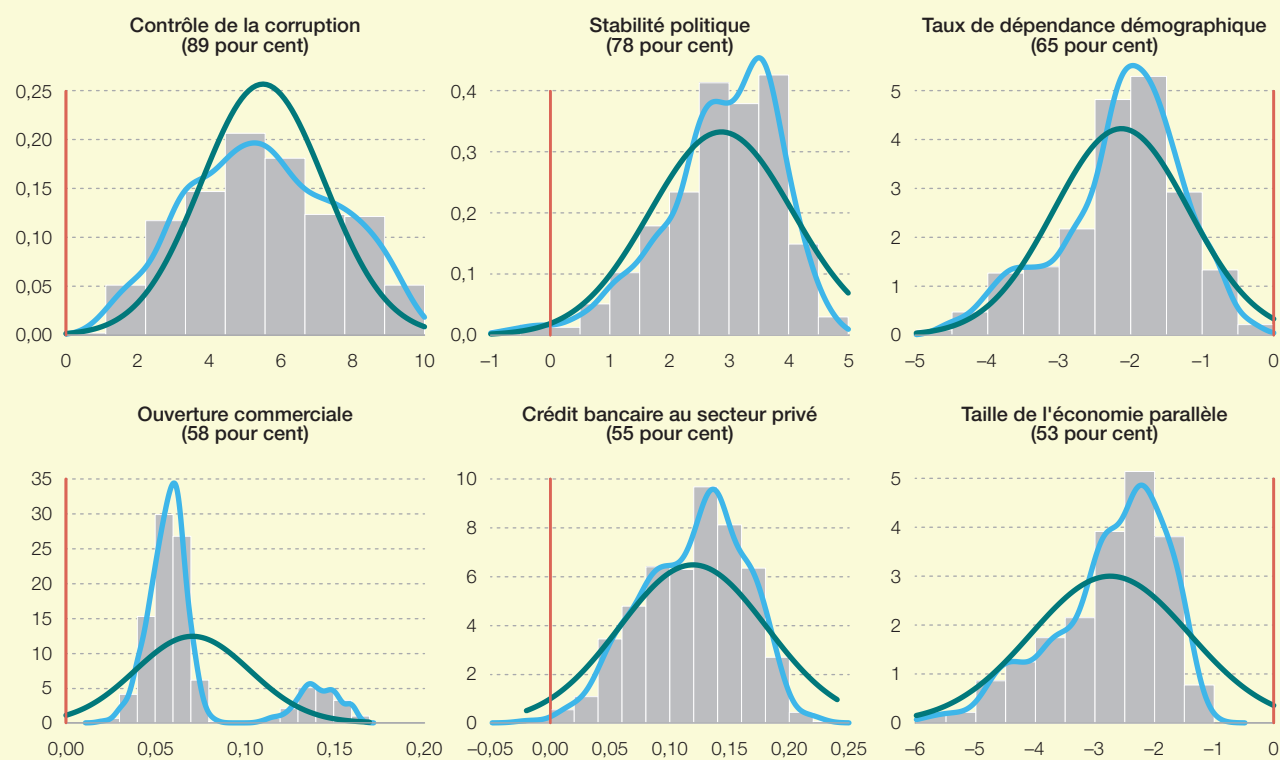
En moyenne, les pays africains ne mobilisent que la moitié des ressources internes en pourcentage du PIB, par rapport aux économies avancées, et malgré une variété de stratégies visant à augmenter les recettes publiques, les progrès vers une meilleure mobilisation des ressources intérieures restent limités. Les options pour améliorer la mobilisation des ressources intérieures en Afrique s'appuient sur des preuves empiriques et sur les meilleures pratiques (encadré 1.1). Les pays africains qui mobilisent mieux les recettes publiques ont un crédit bancaire dynamique au secteur privé, une plus grande ouverture au commerce et une architecture institutionnelle efficace, ce qui se traduit par une stabilité politique et un contrôle plus strict de la corruption.

L'inadéquation de la lutte contre la corruption semble être l'une des composantes ayant

ENCADRÉ 1.1 La combinaison gagnante pour une mobilisation efficace des recettes publiques en Afrique

On ne saurait trop insister sur la nécessité d'augmenter les ressources pour financer les besoins croissants de l'Afrique en matière de développement. Cependant, la plupart des pays africains ont encore du mal à mobiliser les ressources adéquates au niveau national dans un contexte de forte pression sur les dépenses, ce qui se traduit par un important déficit de financement. Pourtant, la littérature de recherche regorge d'opportunités que les économies avancées et émergentes ont déployées pour renforcer leur capacité à mieux capter les ressources.¹ Cette littérature met en évidence de multiples facteurs qui peuvent être mis à profit pour stimuler la mobilisation des ressources nationales en Afrique. Ces facteurs — y compris les conditions économiques, la démographie et la qualité institutionnelle — sont étudiés sur la période 2017–22 pour évaluer leur efficacité dans la mobilisation des ressources nationales, en utilisant la méthodologie de l'Analyse des Bornes Extrêmes (*Extreme Bounds Analysis*).²

FIGURE DE ENCADRÉ 1 Les déterminants les plus robustes de la mobilisation des recettes nationales et la fonction de densité cumulative de leurs coefficients



Note : L'axe horizontal indique l'ampleur des coefficients de régression. L'axe vertical montre la densité de probabilité correspondante. La courbe bleue est la courbe de densité de Kernel, et la courbe verte est une distribution normale. La ligne verticale rouge à zéro indique la valeur du coefficient par défaut sous l'hypothèse nulle. Les chiffres entre parenthèses correspondent au pourcentage de signification des variables, ce qui montre leur importance.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

En utilisant les recettes des administrations publiques comme variable dépendante, les résultats de l'approche de l'analyse des limites extrêmes (voir annexe 1) suggèrent que la lutte contre la corruption, la préservation de la stabilité politique, l'augmentation de la population active, la réduction de l'économie informelle, l'augmentation du financement du

(suite)

ENCADRÉ 1.1 La combinaison gagnante pour une mobilisation efficace des recettes publiques en Afrique (suite)

secteur privé et le passage à un régime commercial libéral peuvent générer des recettes intérieures plus élevées pour les gouvernements. Les déterminants, en particulier ceux liés à l'amélioration de la qualité de la gouvernance, restent inchangés lorsque les recettes publiques totales sont remplacées par les recettes fiscales en tant que variable dépendante (voir tableau A1.2 de l'annexe 1).

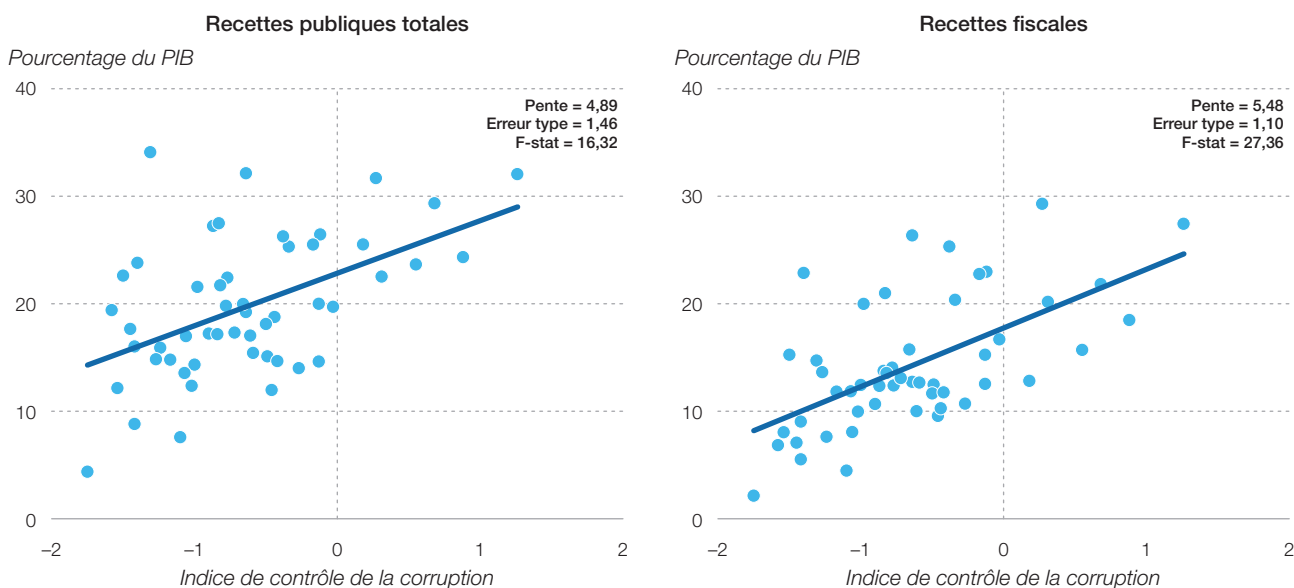
Notes

1. Ablam et Eyah 2023 ; Hinrichs 1965 ; Merrifield 2000.
2. Hlavac 2016 ; Sala-i-Martin 1997 ; Sala-i-Martin et coll. 2004.

l'impact potentiellement le plus néfaste sur la mobilisation des ressources intérieures de l'Afrique. Les faits stylisés montrent clairement que les pays qui contrôlent mieux la corruption réussissent mieux à mobiliser les ressources intérieures, en particulier les recettes fiscales, que ceux qui ont de mauvais antécédents en matière de corruption (figure 1.18). Les pays doivent donc éliminer la corruption endémique, qui encourage les sorties financières illicites d'Afrique et prive les pays d'une source précieuse de ressources

intérieures. En outre, la restriction des prêts au secteur privé s'accompagne d'un faible taux d'investissement privé, qui entraîne à son tour une baisse des recettes fiscales. L'informalité et le développement de l'économie souterraine empêchent également la mobilisation des ressources nationales. Les pays doivent donc créer les conditions d'une plus grande participation du secteur privé à l'économie en augmentant le crédit pour les activités productives et en réduisant l'économie informelle.

FIGURE 1.18 Relations entre les recettes fiscales du gouvernement et le contrôle de la corruption, moyenne 2017–22



Note : L'indice de contrôle de la corruption provient de Kaufmann et Kraay (2023) et varie d'environ -2,5 (faible) à 2,5 (fort).

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

POSITION EXTÉRIEURE ET SOLDE DU COMPTE COURANT

En raison de perspectives moins favorables sur les marchés mondiaux des produits de base, la position extérieure globale de l'Afrique devrait se détériorer

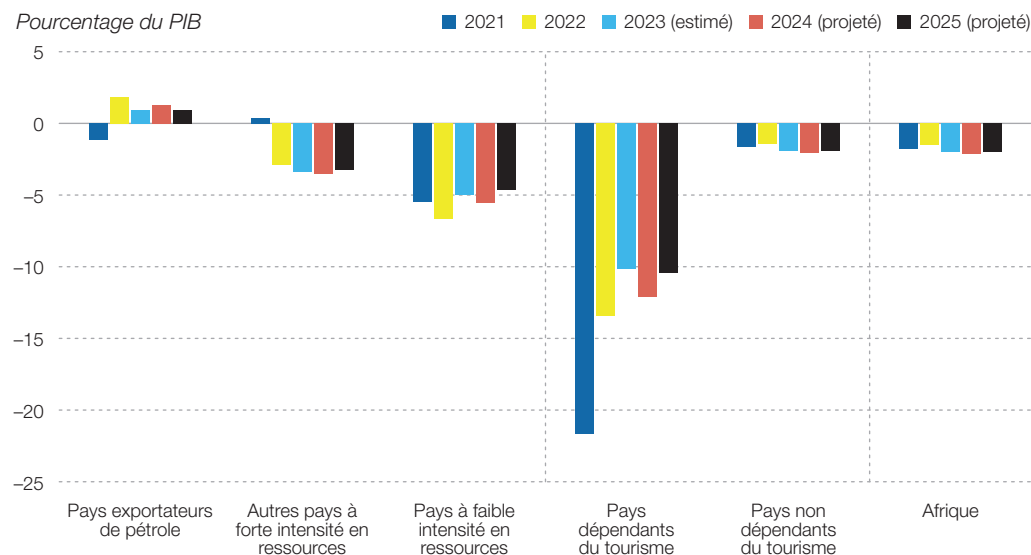
Le déficit moyen des comptes courants du continent s'est légèrement creusé, passant de 1,5 % du PIB en 2022 à une estimation de 2 % en 2023 (figure 1.19). Cette légère détérioration est principalement due à l'augmentation disproportionnée des importations par rapport aux exportations. Les excédents des comptes courants des économies exportatrices nettes de pétrole ont diminué, effaçant les gains immédiats dus à la hausse des prix mondiaux du pétrole brut après la pandémie du Covid-19. L'excédent moyen des comptes courants de ces économies a été réduit de moitié, passant de 1,9 % du PIB en 2022 à une estimation de 0,9 % en 2023, reflétant une baisse de 17 % des prix du pétrole en 2023 et une demande limitée en raison de la faiblesse de l'économie mondiale. La chute des prix des matières premières non énergétiques a également touché d'autres économies à forte intensité de ressources, qui ont enregistré une nouvelle détérioration de leur déficit courant, de 2,9 % en 2022 à une estimation de 3,4 % en 2023.

Malgré la pression continue exercée par la dépréciation des monnaies nationales, les économies à faible intensité en ressources (la moitié des pays d'Afrique) ont contenu leur déficit des comptes courants à moins de 5 % du PIB en 2023. Par rapport à 2022, cela représente une amélioration de 1,7 point de pourcentage du PIB et reflète les avantages de la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Pour les économies dépendantes du tourisme, l'amélioration des arrivées et des recettes touristiques a contribué à réduire le déficit extérieur, qui est passé de 13,4 % en 2022 à une estimation de 10,2 % en 2023. Comme l'a noté l'Organisation mondiale du tourisme, la tendance à retrouver les niveaux d'avant la pandémie du Covid-19 se poursuit, les arrivées de touristes internationaux de janvier à septembre 2023 n'étant inférieures que de 8 % à celles de la même période en 2019, contre 30 % pour la même période en 2022.

Le déficit extérieur de l'Afrique devrait se creuser en 2024, pour atteindre 2,2 % du PIB, avant de se stabiliser en 2025, autour de 2 %. Ce creusement du déficit extérieur reflète les prévisions de prix élevés du pétrole et leur stabilisation autour de 80 dollars le baril, ce qui affectera gravement les économies importatrices nettes de pétrole.¹⁶ Cette situation pourrait toutefois profiter aux pays exportateurs de pétrole, dont le compte courant

Le déficit extérieur de l'Afrique devrait se creuser en 2024, pour atteindre 2,2 % du PIB, avant de se stabiliser en 2025, autour de 2 %

FIGURE 1.19 Solde des comptes courants en Afrique, par groupe de pays, 2021–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

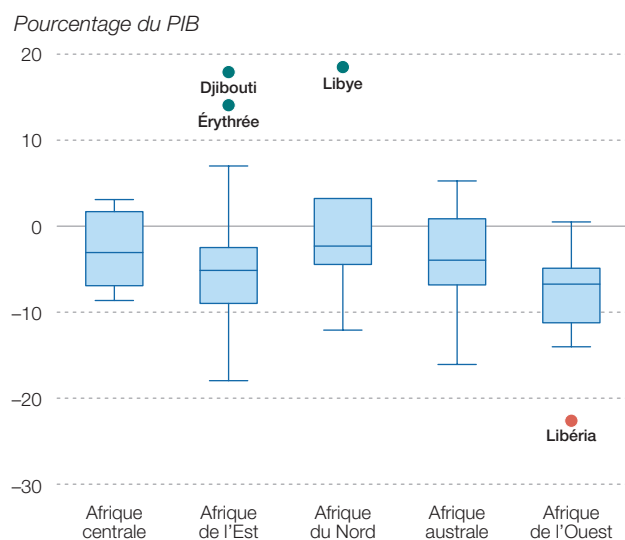
— qui devrait rester excédentaire, à 1,3 % du PIB en 2024 — pourrait être annulé en 2025, lorsque l'excédent devrait tomber à 0,9 % du PIB. Le déficit extérieur moyen des autres économies à forte intensité en ressources devrait se creuser pour atteindre 3,5 % du PIB en 2024, avant de s'améliorer légèrement pour atteindre 3,3 % en 2025. Ce profil reflète en partie la baisse des prix des matières premières non énergétiques qui a commencé en 2023 et qui devrait se poursuivre en 2024 avant de se stabiliser en 2025. Les économies à faible intensité en ressources et les économies dépendantes du tourisme devraient avoir un profil similaire. La position extérieure des économies à faible intensité en ressources devrait se creuser pour atteindre 5,5 % du PIB avant de s'améliorer d'environ 1 point de pourcentage, à 4,6 % en 2025. Les économies dépendantes du tourisme devraient voir leur déficit extérieur se creuser pour atteindre 12,1 % du PIB en 2024, car les recettes touristiques ont tendance à se tasser à mesure que le nombre d'arrivées se rapproche de celui qui existait avant la pandémie du Covid-19. Ces recettes devraient se réduire à 10,4 % en

2025, grâce à un assouplissement attendu des factures d'importation.

En termes de régions, l'Afrique du Nord affiche une position extérieure en équilibre (figure 1.20), le déficit maximal (12,1 % du PIB en Mauritanie) étant plus que compensé par l'excédent de 18,5 % de la Libye. L'Afrique australe a le deuxième déficit extérieur le plus faible (1,8 % du PIB), grâce à un excédent extérieur dans cinq pays, dont les plus importants sont l'Eswatini (5,3 %), la Zambie (3,8 %) et l'Angola (3,4 % du PIB). L'Afrique de l'Ouest a le troisième déficit extérieur le plus faible en moyenne (2,6 % du PIB), malgré des déficits à deux chiffres au Libéria (22,6 %), en Gambie (14 %), au Niger (12,8 %) et au Sénégal (11,2 %). La baisse du déficit du compte extérieur de la région pourrait s'expliquer par la hausse de l'excédent du Nigeria, qui atteindra 0,5 % du PIB en 2023, contre 0,2 % en 2022. L'Afrique centrale a l'un des déficits courants moyens les plus élevés (2,9 % du PIB) en raison des déficits extérieurs importants de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et de la Guinée équatoriale. La hausse des prix à l'importation et la détérioration persistante des termes de l'échange expliquent l'aggravation du déficit extérieur de la République démocratique du Congo. En Guinée équatoriale, la chute des prix du pétrole a considérablement érodé le solde du compte extérieur, qui est passé d'un excédent de 1,4 % du PIB en 2022 à un déficit de 4,1 % du PIB en 2023.

L'Afrique de l'Est a le déficit extérieur le plus élevé malgré les excédents exceptionnels du compte courant de Djibouti (17,9 % du PIB) et de l'Érythrée (14,1 %). La région a le deuxième déficit médian le plus élevé (5,1 % du PIB) et le déficit extérieur moyen le plus élevé (4,2 % du PIB), avec des déficits élevés dans plusieurs pays de la région, notamment le Burundi (18 %), la Somalie (12,4 %) et le Rwanda (11,4 %). Au Burundi et au Rwanda, l'augmentation des factures d'importation de produits alimentaires et de combustibles, associée aux importations de capitaux pour les projets d'infrastructure (l'expansion de l'approvisionnement en électricité au Burundi et le nouvel aéroport au Rwanda), ainsi que l'impact négatif des chocs internes sur le secteur primaire (conditions météorologiques défavorables et crise de la

FIGURE 1.20 Solde des comptes courants, par région africaine, 2023



Note : Les barres horizontales, de bas en haut, indiquent le minimum, le premier quartile, la médiane, le troisième quartile et le maximum. Les points situés au-dessus ou au-dessous des barres correspondent à des valeurs extrêmes.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

santé animale au Burundi) a alimenté la persistance des déficits extérieurs. Le déséquilibre des comptes courants en Somalie est dû à la baisse continue des transferts de fonds depuis la pandémie de Covid-19, ainsi qu'à l'augmentation des importations de produits alimentaires et à la suspension de l'aide budgétaire par certains partenaires au développement avant les élections de mai 2022.¹⁷

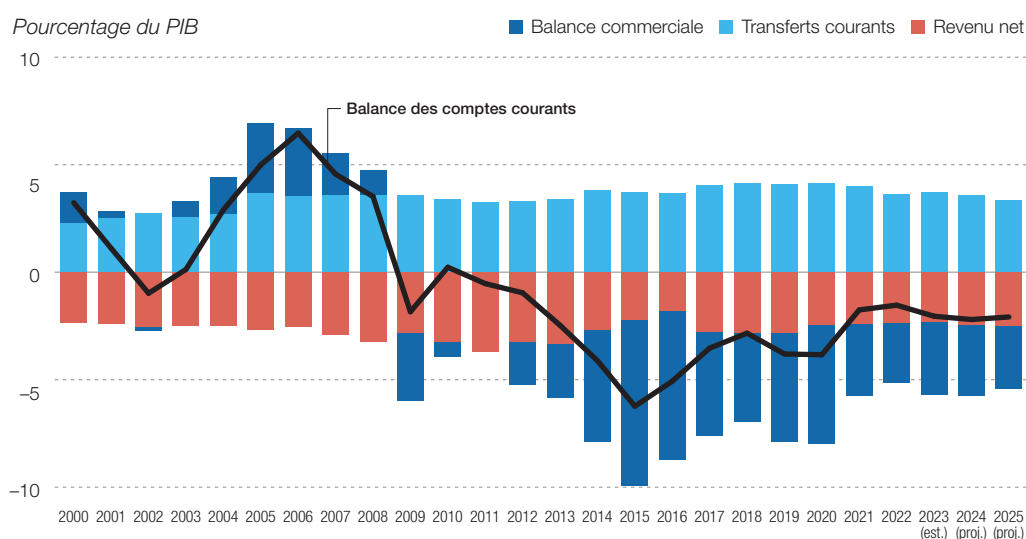
Le solde des comptes courants de l'Afrique devrait légèrement se creuser en 2023, suite à un nouveau creusement du déficit commercial (3,4 % du PIB en 2023 contre 2,8 % en 2022) (figure 1.21). Le déficit des revenus nets (2,3 % du PIB) et l'excédent des transferts courants (3,7 % du PIB) sont restés globalement stables. En revanche, le déficit commercial devrait augmenter en 2024, pour atteindre 3,3 % du PIB, en raison de la baisse des recettes provenant des matières premières, avant de retomber à 2,9 % en 2025.

Une autre décomposition du solde des comptes courants montre que les variations du solde des comptes courants entre 2022 et 2023 s'expliquent principalement par les variations de l'épargne privée nette¹⁸ (figure 1.22). Pour l'ensemble du continent, le déficit du compte courant

s'est creusé d'environ 0,5 point de pourcentage entre 2022 et 2023, principalement à cause d'une contraction de l'épargne privée nette dans les mêmes proportions. Au niveau des pays, les 10 économies dont le solde du compte courant s'est le plus amélioré entre 2022 et 2023 ont davantage bénéficié de l'amélioration de l'épargne privée nette, à l'exception de la République centrafricaine et du Soudan du Sud. L'amélioration du solde courant de ces deux pays est attribuable à l'assainissement budgétaire. En revanche, la faiblesse de l'épargne privée par rapport à l'investissement privé explique en grande partie l'augmentation du déficit du compte courant. Les efforts d'assainissement budgétaire ont également contribué à minimiser la détérioration du solde courant au Ghana, au Libéria, en Libye et au Malawi. En Algérie, en Angola, au Congo et en Guinée équatoriale, la détérioration du solde du compte courant est due à l'effet combiné de la baisse de l'épargne privée nette et de la détérioration des soldes budgétaires. Cette analyse montre que des efforts soutenus d'assainissement budgétaire sont nécessaires pour stabiliser et améliorer le solde des comptes courants à court et à moyen terme.

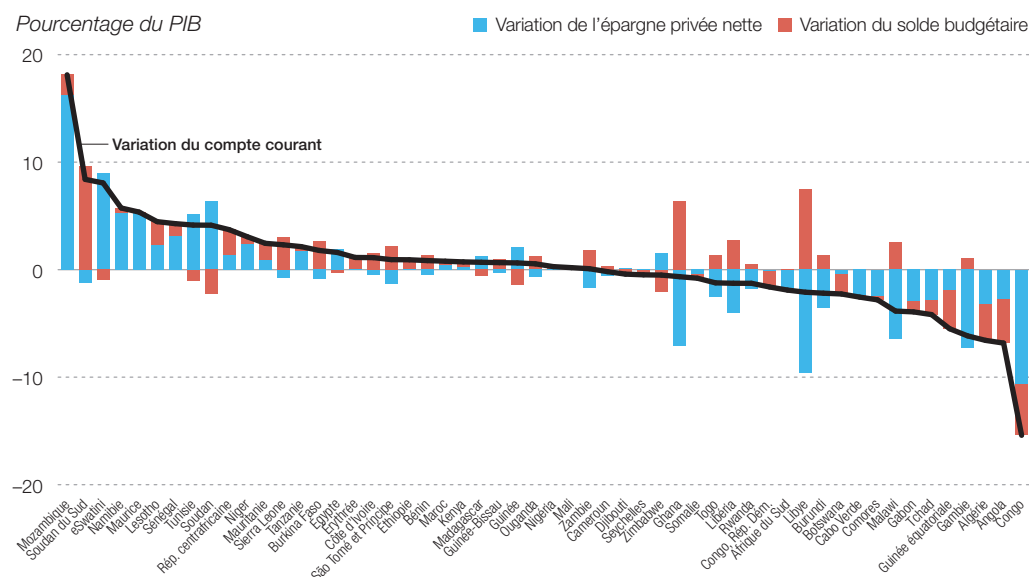
Pour l'ensemble du continent, le déficit du compte courant s'est creusé d'environ 0,5 point de pourcentage entre 2022 et 2023, principalement à cause d'une contraction de l'épargne privée nette dans les mêmes proportions

FIGURE 1.21 Solde des comptes courants en Afrique, 2000–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 1.22 Évolution du solde du compte courant, du solde budgétaire et de l'épargne privée nette, 2022–23



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

Le total des apports financiers à Afrique a diminué. Ces apports ont chuté de 16,6 % en 2022, pour atteindre 180,5 milliards de dollars, soit 6,1 % du PIB de l'Afrique, contre 216,5 milliards de dollars, soit 7,9 % du PIB, en 2021

FLUX FINANCIERS EXTERNES

Le resserrement des conditions financières mondiales limite les apports financiers, qui avaient fortement augmenté à la suite de la pandémie du Covid-19

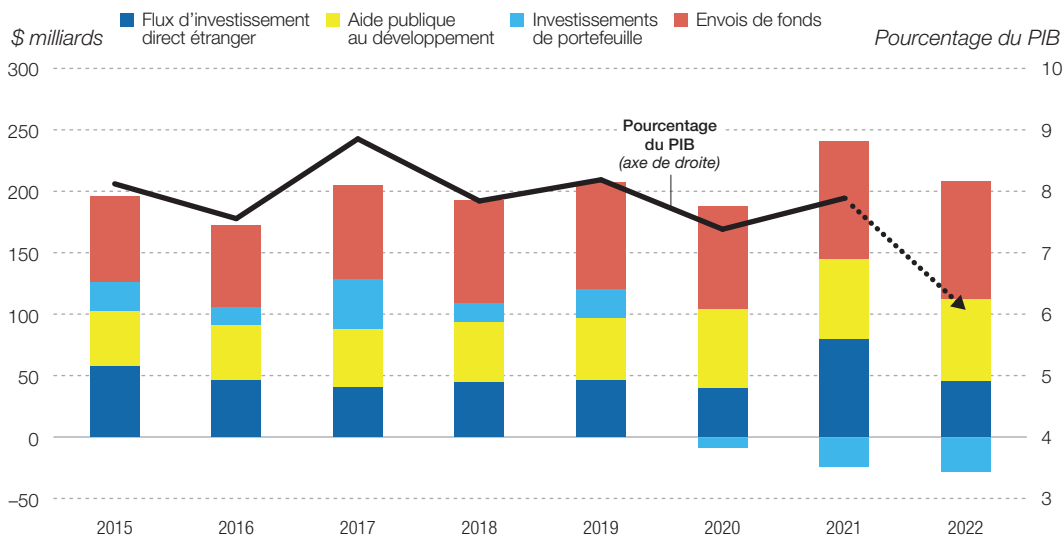
Après une forte augmentation à la suite de la pandémie de Covid-19, le total des apports financiers à Afrique — y compris l'IDE, l'APD, les investissements de portefeuille et les envois de fonds — a diminué. Ces apports ont chuté de 16,6 % en 2022, pour atteindre 180,5 milliards de dollars, soit 6,1 % du PIB de l'Afrique, contre 216,5 milliards de dollars, soit 7,9 % du PIB, en 2021 (figure 1.23). Cette baisse est principalement due à la chute drastique des IDE (43,5 %) et des investissements de portefeuille (17 %), qui ont plus que contrebalancé les augmentations de l'APD (3,8 %) et des transferts de fonds (0,2 %).

Les IDE qui avaient plus que doublé en 2021 pour atteindre environ 80 milliards de dollars ont fortement chuté en 2022 à près de 45 milliards de dollars, soit 1 milliard de dollars de moins qu'avant la pandémie de Covid-19 en 2019.¹⁹ L'énorme baisse de 2022 a été provoquée par

une importante reconfiguration des entreprises en Afrique du Sud, dont la part dans l'IDE total de l'Afrique a été réduite de plus de la moitié, passant de 49,3 % en 2021 à 20 % en 2022, soit une baisse d'environ 32 milliards de dollars par rapport à 2021. Les flux d'IDE vers l'Afrique du Sud en 2021 (41 milliards de dollars) étaient exceptionnels, puisque le niveau le plus élevé au cours des 30 années précédentes était de 9,2 milliards de dollars en 2008. L'oscillation des flux d'IDE vers l'Afrique reflète l'incertitude croissante de l'environnement financier mondial et la forte volatilité des IDE qui en découle. Même si la part de l'Afrique dans les flux mondiaux d'IDE en 2022 n'était que de 3,5 %, contre 5,2 % en 2021, elle a augmenté depuis les années 2000, passant d'une moyenne de 2,8 % au cours de la première décennie du siècle à 3,3 % en 2010–22.

Malgré la baisse des apports d'IDE à l'Afrique, le nombre de nouveaux projets annoncés a augmenté de 39 %, pour atteindre 766, ce qui suggère une amélioration des conditions d'investissement sur le continent. En outre, l'Afrique représente 40 % des 15 principaux mégaprojets d'investissement entièrement nouveaux (d'une valeur supérieure à 10 milliards de dollars)

FIGURE 1.23 Apports financiers extérieurs à l'Afrique, 2017–22



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

annoncés en 2022.²⁰ Ces mégaprojets offrent d'énormes possibilités de création d'emplois, de renforcement des capacités et de transfert de technologies. Le secteur de l'énergie, qu'il s'agisse de l'industrie extractive ou de la production d'énergie, a connu la plus forte augmentation. Vu l'importance des IDE pour la prospérité économique du continent, la priorité doit être donnée à des politiques attirant davantage d'IDE et favorisant un environnement d'investissement propice à une croissance durable et inclusive. C'est pourquoi la stabilisation du cadre macroéconomique et politique est essentielle, tout comme l'identification des domaines d'investissement prioritaires pour la croissance verte. Le cadre réglementaire doit donc être conçu pour encourager les IDE, en particulier les investissements verts.

La répartition de l'IDE en Afrique varie selon les régions et les pays. En 2022, l'Afrique du Nord représentait un tiers des flux d'IDE vers l'Afrique, suivie par l'Afrique de l'Est (19,4 %), l'Afrique de l'Ouest (18,8 %), l'Afrique australe (14,9 %) et l'Afrique centrale (13,4 %). Si les flux d'IDE en 2022 baissent en Afrique australe (-84,1 %), en Afrique de l'Ouest (-34,7 %) et, dans une moindre mesure, en Afrique centrale (-7,4 %), ils étaient en augmentation en 2022 en Afrique du Nord (58 %) et en Afrique de l'Est (3,5 %). Leur forte augmentation

en Afrique du Nord est principalement due à l'Égypte, où l'IDE a plus que doublé pour atteindre 11,4 milliards de dollars, soit 75,8 % des flux d'IDE de la région, grâce à la multiplication des fusions et acquisitions transfrontalières. La baisse de l'IDE en Afrique australe est due principalement à la chute des flux d'IDE vers l'Afrique du Sud, tandis que la baisse en Afrique de l'Ouest reflète principalement le désinvestissement au Nigeria (-187 millions de dollars en 2022 par rapport à des entrées de 3,3 milliards de dollars en 2021) et une baisse de l'IDE de 39 % au Ghana, à 1,5 milliard de dollars en 2022.

L'APD est restée ferme face à l'incertitude mondiale croissante depuis 2020 et malgré les défis budgétaires nationaux auxquels sont confrontés les principaux pays donateurs. L'APD a atteint un montant estimé à 67,5 milliards de dollars en 2022, en hausse de 3,8 % par rapport aux 65 milliards de dollars en 2021.²¹ Le soutien à la reconstruction et à l'aide humanitaire en Ukraine ne semble pas avoir entravé les engagements d'APD des économies avancées en faveur de l'Afrique en 2022. Après avoir augmenté de 28 % en 2020, en grande partie en raison du soutien lié au Covid-19 pour les fournitures de santé et d'autres mesures d'endiguement, l'APD est restée globalement stable en 2021 avant de rebondir de 2,5 milliards de dollars en 2022.

En tant que principale composante des flux financiers vers l'Afrique, les envois de fonds ont résisté aux pressions inflationnistes et ont augmenté de 0,2 % par rapport à 2021, pour atteindre 96 milliards de dollars en 2022.

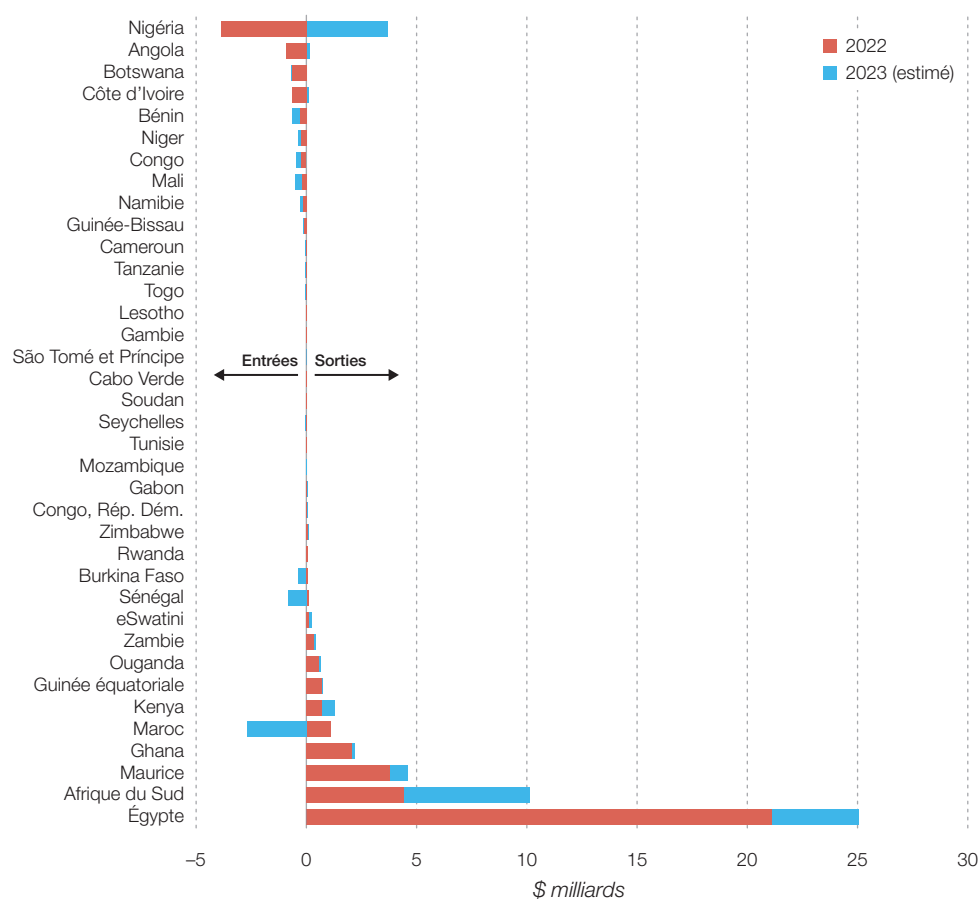
En tant que principale composante des flux financiers vers l'Afrique, les envois de fonds ont résisté aux pressions inflationnistes et ont augmenté de 0,2 % par rapport à 2021, pour atteindre 96 milliards de dollars en 2022. Environ 52 % des envois de fonds proviennent des économies avancées, le reste provenant des pays en développement. Les envois de fonds intra-africains, d'une valeur d'environ 20 milliards de dollars, représentent 20 % des flux mondiaux et 42 % du total provenant des pays en développement, ce qui démontre le rôle clé des migrations intra-africaines dans l'approfondissement de l'intégration régionale et le renforcement de la résilience de l'Afrique. Les pays du Golfe sont également d'importantes sources d'envois de fonds vers l'Afrique : l'Irak, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis représentent

23 milliards de dollars d'envois de fonds vers l'Afrique, soit 24 % du total des envois de fonds vers le continent.

Il existe cependant une asymétrie dans les flux d'envois de fonds vers les régions africaines. Ils sont majoritairement concentrés en Afrique du Nord (48 % du total) et en Afrique de l'Ouest (33 %), tandis que l'Afrique de l'Est représente 11 %, l'Afrique australe 6 % et l'Afrique centrale moins de 2 %. Au sein des régions, l'Égypte représente 68 % des envois de fonds vers l'Afrique du Nord (principalement en provenance des pays du Golfe), et le Nigeria représente 61 % des envois de fonds vers l'Afrique de l'Ouest (principalement en provenance du Cameroun, du Royaume-Uni et des États-Unis).

Le désinvestissement de portefeuille qu'a connu l'Afrique depuis la pandémie de Covid-19 s'est intensifié avec le resserrement des conditions

FIGURE 1.24 Investissements de portefeuille en Afrique, par pays, 2022 et 2023



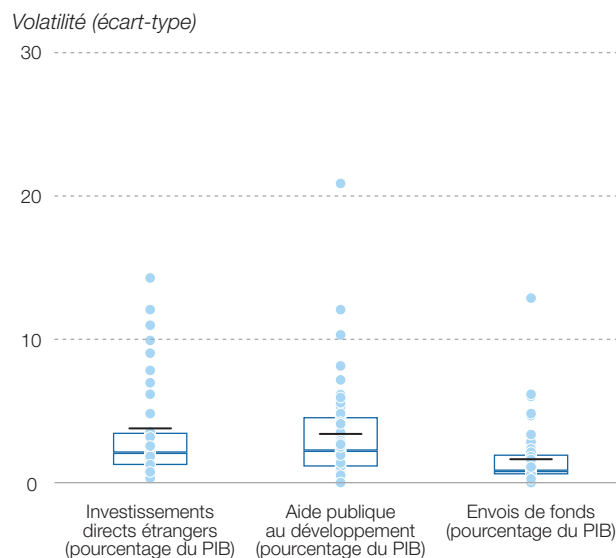
Note : Un chiffre positif signifie une sortie d'investissements de portefeuille de l'Afrique, et un chiffre négatif une entrée.
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

financières mondiales et la dépréciation des monnaies nationales par rapport au dollar américain. Les sorties nettes d'investissements de portefeuille ont augmenté en 2022, pour atteindre 28 milliards de dollars, contre 24 milliards en 2021. Ce désinvestissement de portefeuille provient de ventes continues d'actifs depuis le début de la pandémie en 2020, un phénomène accéléré par la hausse des taux d'intérêt dans les économies avancées et la dépréciation des monnaies dans les pays africains. En 2022, l'Égypte avait enregistré le désinvestissement de portefeuille le plus élevé en Afrique (21,1 milliards de dollars). Cette tendance ne devrait pas s'inverser en 2023, car les sorties nettes d'investissements de portefeuille du pays devraient s'établir à environ 4 milliards de dollars (figure 1.24). L'Afrique du Sud, Maurice et le Ghana ont également subi des pertes de portefeuille en 2022, respectivement de 4,4 milliards de dollars, 3,8 milliards de dollars et 2,1 milliards de dollars. Pour l'Afrique du Sud, les sorties de capitaux devraient augmenter en 2023, avec des sorties nettes prévues de 5,7 milliards de dollars au titre des investissements de portefeuille. Le Nigeria est l'un des rares pays africains à avoir consolidé sa position nette de portefeuille en 2022, avec des entrées de portefeuille de 3,9 milliards de dollars. Mais la situation devrait s'inverser en 2023 : des sorties nettes de portefeuille de 3,7 milliards de dollars sont prévues, soit presque autant que les entrées en 2021. En 2023, le Maroc et, dans une moindre mesure, le Sénégal sont les rares pays qui devraient attirer davantage d'investissements de portefeuille.

En plus d'être la composante la plus importante des flux financiers externes vers l'Afrique, les transferts de fonds sont également moins volatils et moins sensibles à l'incertitude mondiale que d'autres flux de capitaux

La volatilité des flux de capitaux est une source majeure d'instabilité macroéconomique et financière dans les économies émergentes et en développement, en particulier en Afrique. Avant la

FIGURE 1.25 Volatilité des apports financiers extérieurs à l'Afrique, 1990–2021



Note : Les flux financiers sont mesurés par rapport au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Leur volatilité est mesurée par l'écart-type sur la période 1990–2021. Chaque point représente la volatilité du flux financier concerné pour un pays donné. La hauteur des cases correspond à l'intervalle interquartile. Les lignes horizontales (à l'intérieur ou à l'extérieur des cases) renvoient aux valeurs moyennes.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

pandémie de Covid-19, seuls les investissements de portefeuille présentaient une plus grande volatilité, mais la pandémie a modifié la dynamique des flux financiers extérieurs : Les IDE et l'APD sont désormais plus volatiles que les transferts de fonds. Entre 1990 et 2021, l'IDE a été, en moyenne, 2,3 fois plus volatil que les transferts de fonds, et l'APD 2,1 fois plus volatile (figure 1.25). En revanche, les envois de fonds semblent moins volatils et, du fait de cette faible volatilité, restent importants pour lisser la consommation des ménages bénéficiaires. En outre, les envois de fonds présentent les valeurs extrêmes de volatilité les plus faibles, ce qui démontre la résilience de ces flux face aux défis macroéconomiques nationaux, tels qu'une forte inflation, dans les pays d'origine de ces flux.

NOTES

1. OMT 2023.
2. Mise à jour MEO 23. [ajouter à la liste de références]
3. Institut d'études de sécurité.
4. Wong et Ji 2023.
5. Zhang et Reyes 2023.
6. Zhang et Reyes 2023.
7. FAO 2023.
8. OEA 2023.
9. MEO 2023. [ajouter à la liste de références]
10. FMI 2023a.
11. Banque africaine de développement 2023.
12. FMI 2023c.
13. CNUCED 2016.
14. MEO 2023.
15. OCDE 2023.
16. Banque mondiale 2023.
17. FMI 2022.
18. Le compte courant est la somme de l'épargne publique (le solde budgétaire global) et de l'épargne privée nette. Cette dernière est la différence entre l'épargne privée et l'investissement privé.
19. CNUCED 2023.
20. CNUCED 2023.
21. CNUCED 2023.

CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES MONDIALES ET DYNAMIQUE DE LA DETTE ET DES FINANCES PUBLIQUES EN AFRIQUE

2

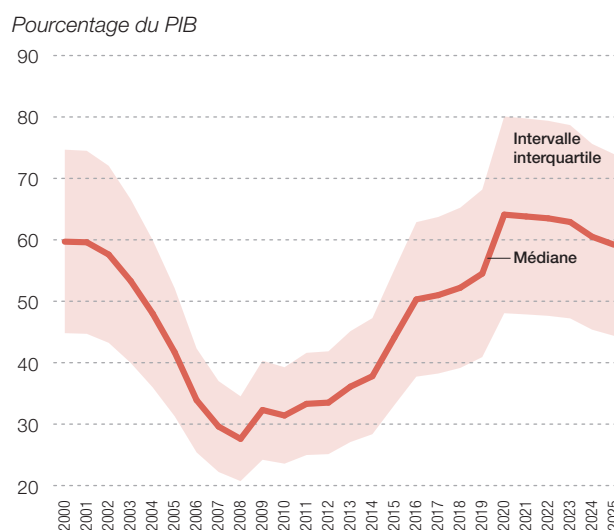
La dette publique est en baisse, mais reste supérieure aux niveaux prépandémiques, et les vulnérabilités sous-jacentes demeurent

Dans les pays africains qui ont mis en place des mesures d'assainissement budgétaire ou mettent en œuvre un programme de restructuration de leur dette soutenu par le Fonds monétaire international (FMI), les finances publiques se rapprochent progressivement de niveaux viables.¹ En 2020, le déficit budgétaire médian s'est creusé pour atteindre 6,9 % du produit intérieur brut (PIB), reflétant l'impact de la pandémie du virus Covid-19 sur les recettes et la nécessité de protéger les groupes les plus vulnérables. En conséquence, le ratio médian de la dette publique au PIB de l'Afrique a augmenté pour atteindre 64 % en 2020, contre 54,5 % en 2019. La plupart des pays sont entrés dans la pandémie avec une marge de manœuvre budgétaire limitée pour soutenir les mesures de soutien budgétaire, et la plupart des autorités budgétaires ont depuis lors mis en œuvre des mesures d'assainissement. En conséquence, le ratio de la dette sur le PIB s'est stabilisé à environ 63,5 % en 2021–23 et devrait retomber à environ 60 % en 2024, mettant fin à une tendance à la hausse qui durait depuis près d'une décennie (figure 2.1). La restructuration de la dette a encouragé certains pays à plus de rigueur budgétaire en 2023. C'est ainsi que les déficits budgétaires ont diminué de 57 % au Ghana, de 22 % en Zambie et de 21 % en Éthiopie.

Pour l'ensemble du continent, les ratios dette publique/PIB se sont stabilisés, bien qu'ils restent élevés, voire supérieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie de Covid-19 dans de nombreux pays (figure 2.2). Toutefois, dans 12 pays, les niveaux

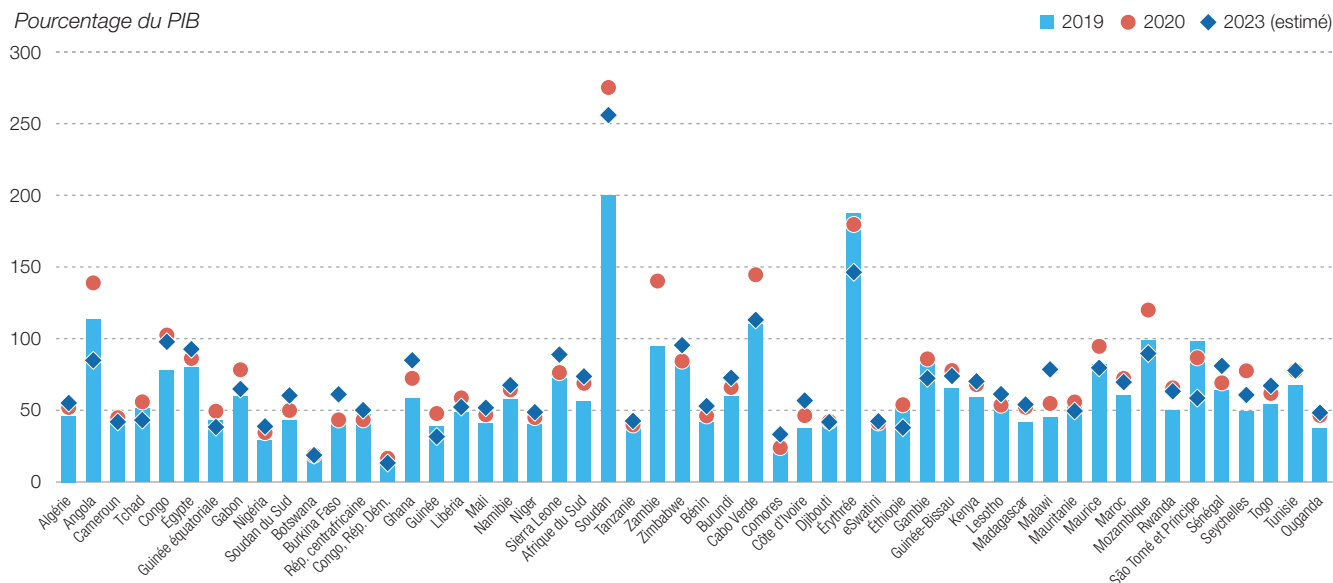
de la dette publique en 2023 devraient diminuer et passer sous les niveaux prépandémiques. La baisse la plus importante du ratio dette publique/PIB a été enregistrée à Sao Tomé-et-Principe (39,6 points de pourcentage), suivie par l'Angola (28,7 points de pourcentage), l'Éthiopie (17,9 points de pourcentage), la Gambie (10,6 points de pourcentage) et le Mozambique (9,4 points de pourcentage). À Sao Tomé-et-Principe, la baisse de ce ratio résulte d'un assainissement budgétaire. En Éthiopie, en Gambie et au Mozambique, cette baisse résulte d'une combinaison d'un assainissement budgétaire général et d'une croissance plus élevée du PIB. En Angola, malgré une augmentation substantielle du niveau de la dette entre 2022

FIGURE 2.1 Dette publique brute en pourcentage du PIB en Afrique, 2010–25



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement basées sur la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international.

FIGURE 2.2 Évolution des ratios dette/PIB en Afrique, par pays, 2019–23



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement basées sur la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international.

De 2014 à 2020, la dette libellée en dollars américains représentait 52 % de l'encours de la dette publique et de la dette garantie par l'État en Afrique. En 2021, cette part était passée à 58 %

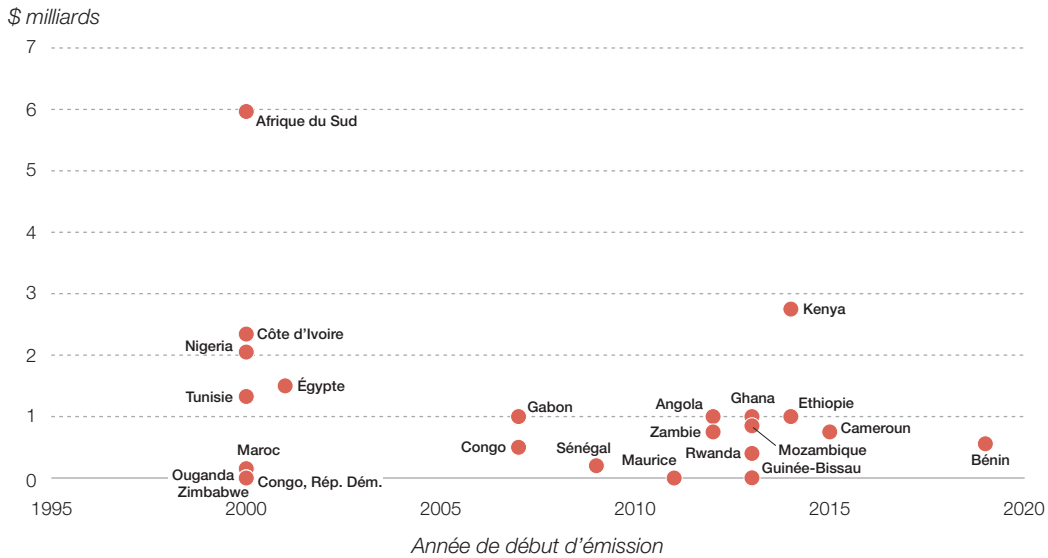
et 2023 due à un déficit budgétaire plus élevé et à une croissance plus faible du PIB, ce ratio reste inférieur au niveau pré-pandémique, reflétant les bénéfices des réformes substantielles des subventions à l'énergie qui ont réussi à décourager la poursuite de l'endettement.

Malgré la baisse globale prévue de la dette, des défis considérables subsistent. Les vulnérabilités liées à la dette devraient augmenter en raison d'un changement de tendance en faveur du financement par le marché. Entre 2000 et 2021, 23 pays africains ont émis plus de 125 euro-obligations d'une valeur de plus de 1 510 milliards de dollars. Sept pays africains s'étaient lancés sur le marché international des capitaux au début des années 2000 (figure 2.3). Mais la plupart des émissions d'euro-obligations ont démarré entre 2009 et 2014 quand les conditions financières mondiales étaient alors favorables. L'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés avait pour résultat une amélioration des conditions macroéconomiques en Afrique. Les pays africains avaient bénéficié d'une augmentation des volumes de financement de la part d'investisseurs à la recherche de

rendements réels positifs. L'effondrement des prix du pétrole en 2014–16 et l'aggravation des déficits budgétaires primaires dans les pays riches en pétrole ont également entraîné des besoins de financement croissants, poussant certains pays à émettre leurs premières euro-obligations, notamment l'Angola en 2012 et le Cameroun en 2015.

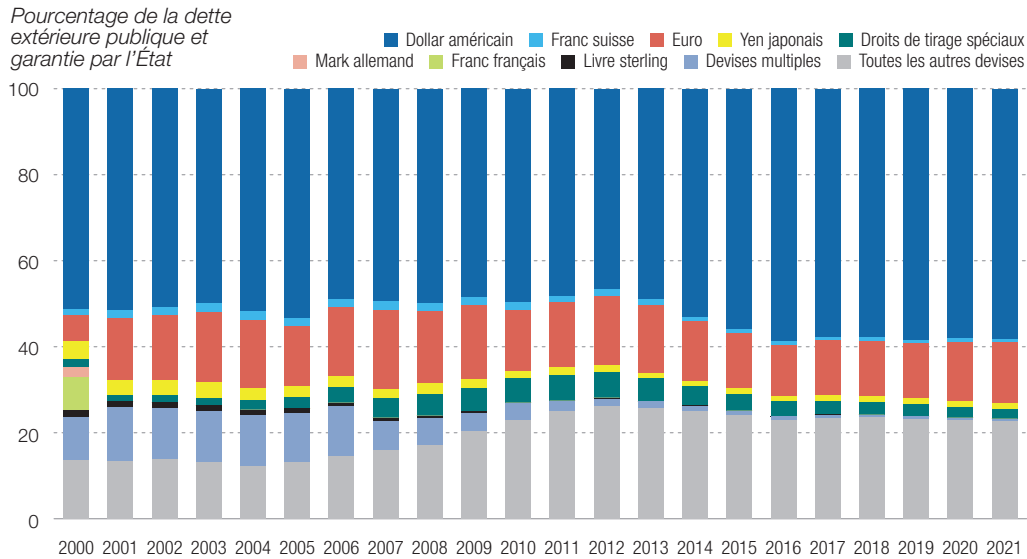
Avec l'évolution de la composition de la dette vers des sources basées sur le marché et hors Club de Paris, le dollar américain devenait la monnaie prédominante pour la dette extérieure publique et garantie par l'État en Afrique. La majeure partie de la dette non concessionnelle est libellée en dollars américains, et cette part a continué d'augmenter. De 2014 à 2020, la dette libellée en dollars américains représentait 52 % de l'encours de la dette publique et de la dette garantie par l'État en Afrique. En 2021, cette part était passée à 58 %, tandis que la part libellée en euros était de 14 % et celle libellée dans d'autres monnaies de 23 % (figure 2.4). La prédominance du dollar américain met en évidence la vulnérabilité de nombreux pays africains face à la hausse du dollar depuis le resserrement des conditions financières mondiales.

FIGURE 2.3 Année de lancement et valeur des émissions d'euro-obligations par les pays africains



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement utilisant les données de la base de données des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale.

FIGURE 2.4 Composition par devise de la dette extérieure publique et garantie par l'État en Afrique, 2000–21



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement utilisant les données de la base de données des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale.

La vague de hausses des taux d'intérêt dans les économies avancées et les pressions continues sur les taux de change ont affecté de manière disproportionnée les pays africains, augmenté les coûts d'emprunt et empêché la plupart d'entre eux d'accéder aux marchés de capitaux internationaux

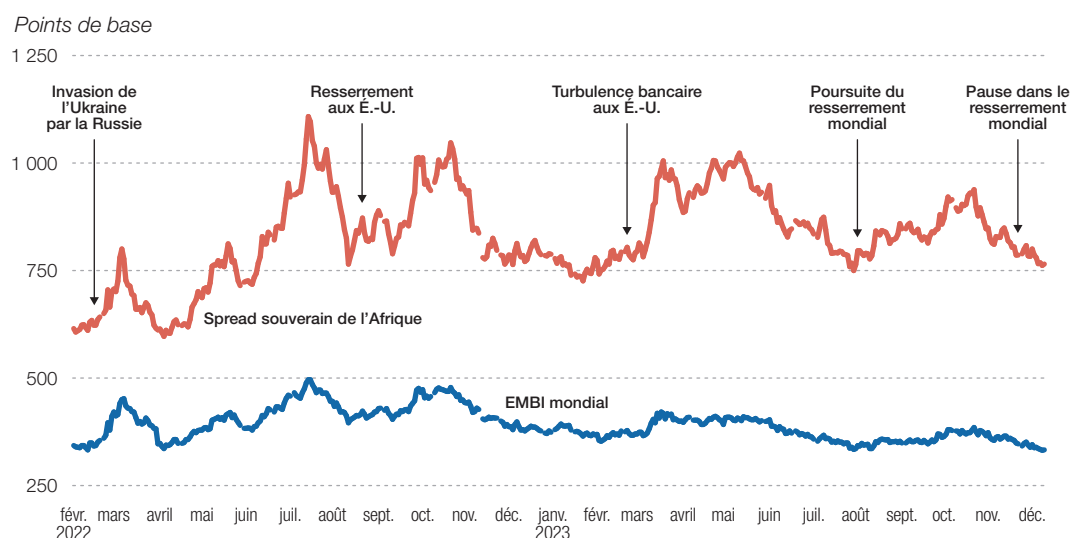
Le resserrement des conditions financières mondiales a augmenté les coûts d'emprunt et le fardeau de la dette

La hausse des taux d'intérêt mondiaux, combinée à l'élargissement des écarts de taux de la dette souveraine et à la dépréciation des taux de change a considérablement réduit les financements pour de nombreux pays africains. En effet, la vague de hausses des taux d'intérêt dans les économies avancées et les pressions continues sur les taux de change ont affecté de manière disproportionnée les pays africains, augmenté les coûts d'emprunt et empêché la plupart d'entre eux d'accéder aux marchés de capitaux internationaux. Depuis le début du cycle de resserrement en juillet 2022, les écarts de taux souverains moyens en Afrique sont montés en flèche pour atteindre trois fois la moyenne des marchés émergents (figure 2.5). En conséquence, les coûts du service de la dette ont augmenté et, en novembre 2023, 21 pays africains présentaient un risque élevé de surendettement ou étaient déjà en situation de surendettement. Bien que les écarts de taux souverains se soient réduits par rapport au pic atteint au début de 2023, les coûts d'emprunt restent élevés. Aux taux de rendement actuels, aucune euro-obligation n'a été émise depuis avril 2022, et

avec les remboursements d'euro-obligations arrivant à échéance en 2024 et 2025, certains pays pourraient avoir du mal à renouveler leur dette à court terme. Même si les taux d'intérêt mondiaux parvenaient à baisser parallèlement à la baisse de l'inflation, ils ne devraient pas revenir de sitôt aux niveaux d'avant la crise.

Au niveau national, les écarts de taux souverains reflètent la moyenne continentale (figure 2.6). En effet, à l'exception de la Zambie, où l'écart a eu tendance à augmenter depuis la pause dans les hausses des taux d'intérêt mondiaux en octobre 2023, tous les pays ont connu un rétrécissement de leur écart souverain. Par exemple, en Égypte, l'écart de rendement des obligations à 10 ans s'est réduit de 380 points de base depuis octobre. Le Nigeria, qui avait introduit des réformes des subventions aux carburants et des mesures d'assainissement budgétaire, a vu son écart diminuer de 171 points de base, et l'Afrique du Sud a bénéficié d'une baisse de 53 points de base. Malgré la diminution des écarts de taux souverains dans de nombreux pays, les rendements restent supérieurs aux niveaux d'avant la crise. Pour les pays qui ne sont pas en difficulté, le rendement moyen des euro-obligations en circulation est supérieur à 12 % depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie

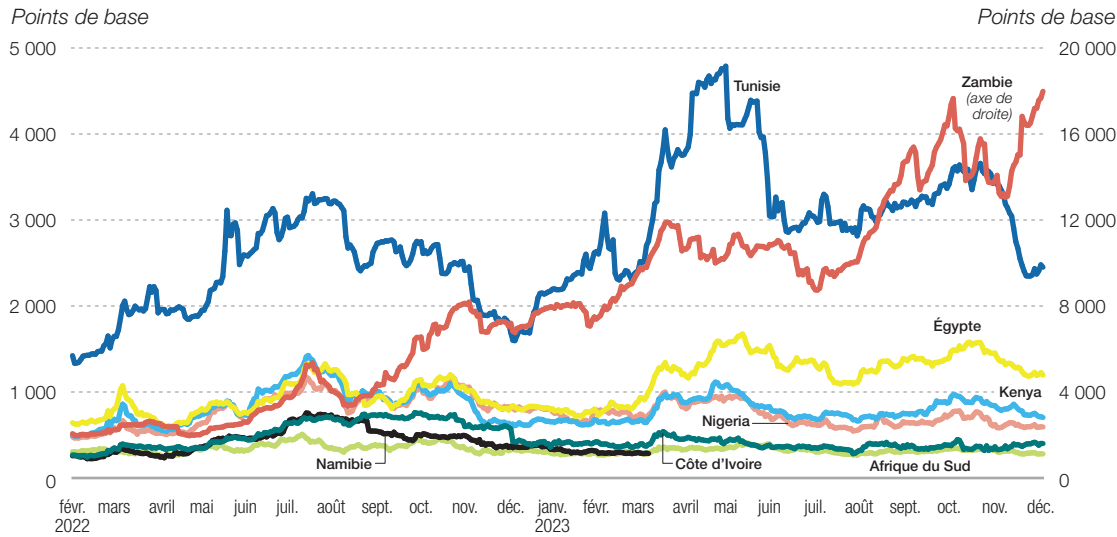
FIGURE 2.5 Écart de la dette souveraine de l'Afrique et indice obligataire mondial des marchés émergents



Note : EMBI est l'indice des obligations des marchés émergents.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement basées sur Haver Analytics.

FIGURE 2.6 Spreads souverains dans certains pays africains, février 2022-décembre 2023

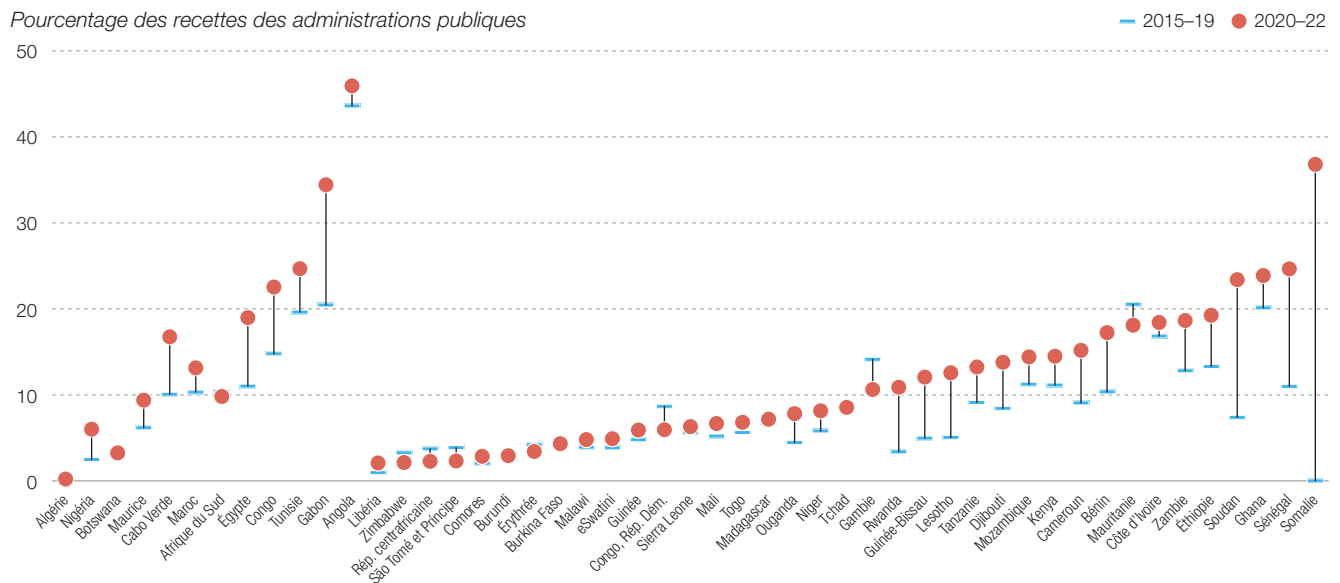


Source : Bloomberg Analytics.

en 2022, alors qu'il était de 7 % avant la pandémie de Covid-19. Pour les pays en difficulté, le rendement des euro-obligations en circulation a plus que doublé par rapport au niveau d'avant la crise. Par exemple, pour le Ghana, le rendement des euro-obligations en circulation était de 21,7 % en octobre 2023, contre 9 % avant la pandémie.

Les coûts du service de la dette ont augmenté, réduisant la marge de manœuvre des dépenses publiques et augmentant la vulnérabilité de la dette. Dans de nombreux pays, la part des recettes publiques consacrée aux paiements au titre du service de la dette extérieure est plus élevée qu'avant la pandémie de Covid-19 (figure

FIGURE 2.7 Service de la dette extérieure en Afrique, par pays, 2015-19 à 2020-22



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement utilisant les données de la base de données des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale.

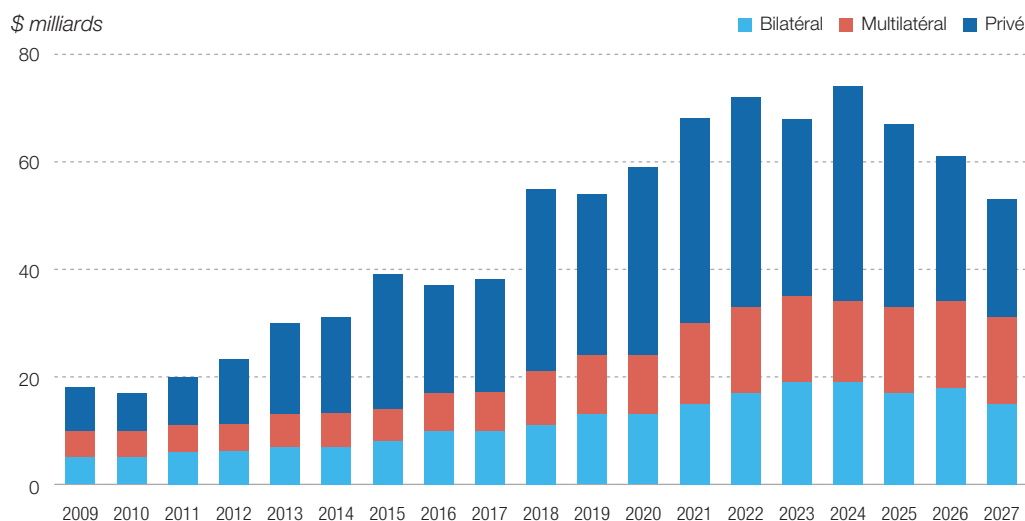
Les ressources affectées au service de la dette ont réduit l'espace budgétaire disponible pour des investissements dans les secteurs favorisant la croissance et le développement du capital humain. C'est le cas des secteurs de l'éducation et de la santé

2.7).² Le service médian de la dette extérieure en pourcentage des recettes publiques pour 50 pays pour lesquels des données sont disponibles est passé de 6,8 % en 2015–19 à 10,6 % en 2020–22. Les ressources affectées au service de la dette ont réduit l'espace budgétaire disponible pour des investissements dans les secteurs favorisant la croissance et le développement du capital humain. C'est le cas des secteurs de l'éducation et de la santé, dans lesquels les dépenses publiques moyennes sur le continent sont inférieures à celles d'autres régions comparables. Entre 2010 et 2019, les dépenses publiques moyennes pour l'éducation en Afrique étaient de 3,6 % du PIB, en dessous de la moyenne mondiale de 4,2 %. La part des dépenses publiques de santé en Afrique, à 1,8 % du PIB, représentait moins d'un tiers de la moyenne mondiale de 5,8 % et était bien en deçà de l'objectif de 4 à 6 % du PIB fixé par l'Union africaine.³ À l'exception du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la Gambie et de la Mauritanie, le coût du service de la dette dans les pays africains était plus élevé en 2020–22 qu'en 2015–19.

Les paiements au titre du service de la dette ont augmenté de manière substantielle, parallèlement à l'accroissement de la part de la dette

due aux créanciers privés. Cette situation est préoccupante, car les négociations actuelles sur la restructuration de la dette ne parviennent pas à trouver un accord avec les créanciers privés. En 2024, les pays africains devraient dépenser environ 74 milliards de dollars pour le service de la dette, contre 17 milliards de dollars en 2010. Quelque 40 milliards de dollars, soit 54 % du service total de la dette, sont dus à des créanciers privés (figure 2.8). Les risques de refinancement pourraient encore augmenter, en particulier pour les pays faisant face à d'importants remboursements in fine, notamment l'Angola (6,4 milliards de dollars en 2024), le Kenya (5 milliards de dollars en 2024), la Côte d'Ivoire (2,6 milliards de dollars en 2024) et le Nigeria (2,5 milliards de dollars en 2024). En 2025, les créanciers privés représenteront plus de 50 % du total des paiements du service de la dette arrivant à échéance. La part dominante des créanciers privés dans le service de la dette à venir implique que les mécanismes de restructuration de la dette au titre du Cadre commun de traitement de la dette du G20 devraient s'efforcer d'intégrer les créanciers privés. Jusqu'à présent, seul le Tchad est parvenu à un accord avec ses principaux créanciers, y compris les plus grands créanciers privés tels que Glencore.

FIGURE 2.8 Composition du service de la dette en Afrique, par type de créancier, 2009–27



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement utilisant les données de la base de données des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale.

Les coûts élevés du service de la dette détournent les ressources des investissements dans les infrastructures, limitant ainsi la croissance future du PIB

Si l'augmentation de la dette publique en Afrique a été associée à une augmentation des investissements publics, il est également prouvé que ces avantages de la dette publique en termes de croissance ont été émoussés par la faible efficacité des investissements publics.⁴ Le déficit d'efficacité de l'investissement public en Afrique est de 39 %, plus élevé qu'en Europe (17 %) et en Asie (29 %).⁵ Cette faible efficacité signifie que les avantages en termes de croissance des investissements publics financés par la dette ne sont pas suffisants pour générer des recettes fiscales permettant de liquider la dette et de financer de nouveaux investissements. Un service de la dette élevé et absorbant une part plus importante des recettes publiques pourrait avoir un effet de rétroaction négatif sur la croissance, comme le suggère l'expérience de la « décennie perdue » de l'Amérique latine. Pendant la crise de la dette latino-américaine des années 1980, de nombreux pays de la région n'avaient pas pu assurer le service de leur dette extérieure et avaient dû procéder à des ajustements budgétaires douloureux,

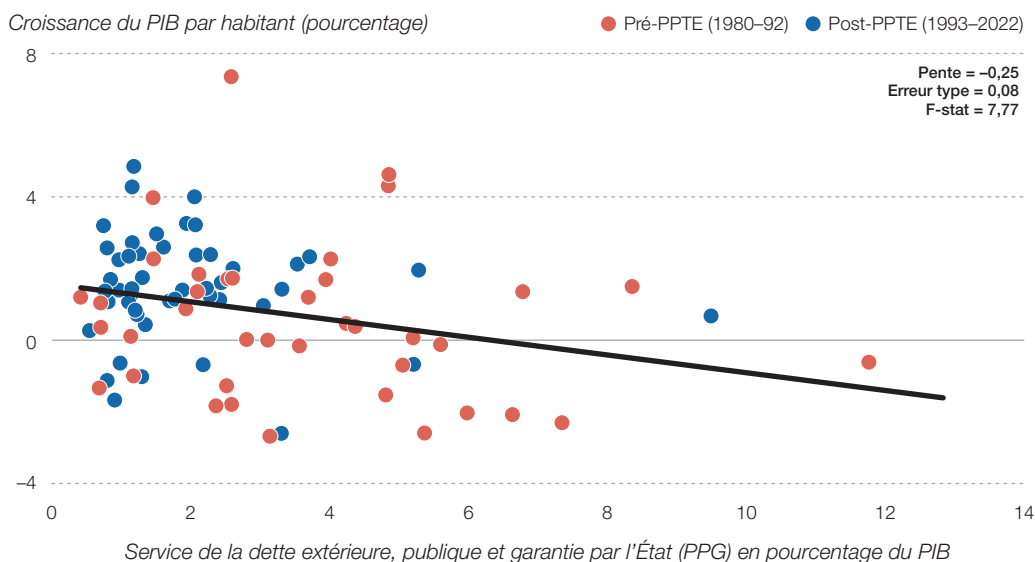
notamment en réduisant les dépenses d'infrastructure, de santé et d'éducation, avec pour résultat un taux de chômage élevé, une forte baisse du revenu par habitant et une stagnation ou une contraction de la croissance.

Le bilan de l'Afrique avant et immédiatement après l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés est similaire à celui de l'Amérique latine. Les pays où le coût du service de la dette est plus élevé ont connu une croissance plus faible du PIB par habitant (figure 2.9). Certains pays ont vu leur PIB par habitant se contracter. Par exemple, en Zambie, où le ratio moyen du service de la dette au PIB était de 6,6 % entre 1993 et 2022, le PIB par habitant s'est contracté de 2,1 % par an. En Côte d'Ivoire, où le ratio du service de la dette extérieure au PIB était en moyenne de 7,3 %, le revenu par habitant s'est contracté de 2,3 %.

Le poids élevé de la dette et la faiblesse des recettes limitent la capacité d'investissement public en Afrique. Rétablir la dette à un niveau viable pourrait élargir la marge de manœuvre budgétaire, mais nécessiterait un reprofilage de la dette ou une restructuration pure et simple pour certains pays. Reconnaisant qu'une résolution rapide et ordonnée de la dette est dans l'intérêt

En 2024, les pays africains devraient dépenser environ 74 milliards de dollars pour le service de la dette, contre 17 milliards de dollars en 2010. Quelque 40 milliards de dollars, soit 54 % du service total de la dette, sont dus à des créanciers privés

FIGURE 2.9 Coût du service de la dette et croissance du PIB par habitant dans certains pays africains avant et après l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, 1980–92 et 1993–2022



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

Compte tenu des retards systémiques dans la conclusion du processus de restructuration de la dette, le Cadre commun du G20 doit être révisé afin de créer un mécanisme fonctionnel de résolution de la dette pour les pays qui en ont besoin

des débiteurs et des créanciers, le G20 a pris des mesures pour faciliter la restructuration de la dette extérieure officielle par le biais de son Cadre commun pour le traitement de la dette. Cependant, des retards et des défis considérables appellent des actions urgentes pour permettre au Cadre commun d'accélérer la résolution de la dette grâce à une participation plus large des pays débiteurs et des créanciers, en particulier des créanciers privés. La Zambie a saisi cette opportunité en étant l'un des premiers pays à demander une restructuration de sa dette extérieure publique au titre du Cadre commun au début de l'année 2021. Mais les progrès ont été lents et dépendent en grande partie de la conclusion d'un accord avec ses créanciers privés. Toutefois, la Zambie a conclu un accord avec ses créanciers officiels en juin 2023, ouvrant la voie au décaissement de la deuxième tranche du financement du FMI. Jusqu'à présent, seul le Tchad a conclu un accord avec ses créanciers extérieurs, y compris ses créanciers privés, sur le traitement de sa dette dans le Cadre commun.

Les mécanismes de restructuration de la dette sont dans l'impasse, ce qui appelle à une réforme de l'architecture actuelle de la dette mondiale

L'architecture de la dette mondiale a rendu les mécanismes de restructuration de la dette difficiles à mettre en œuvre (tableau 2.1). Le Tchad, l'Éthiopie, le Ghana et la Zambie ont demandé un traitement de leur dette extérieure au titre du Cadre commun de traitement de la dette. Mais seul le Tchad a conclu un accord avec ses principaux créanciers (créanciers bilatéraux et le plus grand créancier privé), en novembre 2022. Pour la Zambie, le Comité officiel des créanciers a fourni des assurances de financement qui ont ouvert la voie à l'approbation par le FMI d'un programme soutenu par la Facilité élargie de crédit en août 2022. Un protocole d'accord détaillant les paramètres exacts du traitement de la dette avec les créanciers bilatéraux est en cours de finalisation, plus de deux ans après la demande de la Zambie, tandis que les négociations avec les détenteurs

d'obligations se poursuivent. Le Ghana a présenté une demande de traitement de la dette au titre du Cadre commun en décembre 2022. Un comité officiel des créanciers a été formé et des assurances de financement ont été fournies en mai 2023, ce qui a permis au FMI d'approuver un programme le même mois. En janvier 2024, le Ghana a conclu un accord au titre du Cadre commun avec ses créanciers officiels sur un traitement global de sa dette allant au-delà de l'initiative de suspension du service de la dette. L'Éthiopie a demandé à bénéficier d'un traitement au titre du Cadre commun en février 2021, et un comité officiel des créanciers a été constitué en septembre de la même année. Mais le processus a été retardé par des problèmes politiques et de sécurité et n'a repris que récemment.

Compte tenu des retards systémiques dans la conclusion du processus de restructuration de la dette, le Cadre commun du G20 doit être révisé afin de créer un mécanisme fonctionnel de résolution de la dette pour les pays qui en ont besoin. Les créanciers privés représentant plus de 50 % des paiements du service de la dette des deux prochaines années (voir figure 2.8), les mécanismes de restructuration de la dette devraient les amener à la table des négociations. Les propositions clés comprennent notamment la formation d'un comité élargi de créanciers incluant les créanciers privés afin d'aplanir les difficultés de coordination et d'établir une formule de comparabilité de traitement afin de minimiser les différends techniques. Une utilisation plus audacieuse des politiques du FMI en matière de prêts aux pays ayant des arriérés officiels pourrait également réduire l'influence des créanciers récalcitrants. Les propositions de la table ronde mondiale sur la dette souveraine, coprésidée par le FMI, la Banque mondiale et l'Inde (présidence du G20), seront essentielles pour remédier aux lacunes des processus de restructuration de la dette. La création d'un club multilatéral de créanciers, agissant en partenariat avec les débiteurs, pourrait également améliorer la coordination des restructurations futures de la dette et superviser les défis de la dette mondiale en suspens.

TABLEAU 2.1 Restructuration de la dette en Afrique : Quelques cas récents

Pays	Dates des accords	Paramètres	Processus
Tchad	Lancé en janvier 2021 ; accord atteint novembre 2022	Dette extérieure	<p>La dette publique du Tchad, qui représentait 56 % du PIB en 2021, est devenue insoutenable avec la pandémie de Covid-19, la volatilité des prix du pétrole, l'augmentation de l'insécurité et la crise alimentaire. Le Tchad a été le premier pays à conclure un accord avec ses créanciers au titre du Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les créanciers se sont engagés à se réunir à nouveau et à proposer un traitement de la dette, y compris pour 2025–28, si nécessaire. • Un important créancier privé, Glencore, a accepté de reprofiler une partie du service de la dette dû en 2024. Les créanciers officiels apporteront leur contribution si cela ne suffit pas à ramener le ratio service de la dette/recettes en dessous de 14 % en 2024.
Ghana		Dette intérieure et extérieure	<p>Une forte expansion fiscale en réponse à la crise du Covid-19 a mis la dette publique du Ghana sur une trajectoire insoutenable, avec un ratio dette/PIB atteignant presque 90 % à la fin de 2022 et des paiements d'intérêts représentant près de la moitié des recettes publiques. Un programme du Fonds monétaire international (FMI) a été demandé en juillet 2022 et la restructuration de la dette a été annoncée en décembre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La dette intérieure (48 % du PIB à la fin de 2022) a été restructurée par échange volontaire (les créanciers se sont vu proposer un menu de nouveaux instruments avec des échéances plus longues) et a été achevée par la plupart des institutions financières en février 2023. • Les négociations sur la dette extérieure (40 % du PIB à la fin de 2022) sont en cours avec les créanciers extérieurs officiels et privés. Le Ghana a posé sa candidature au Cadre commun et les créanciers officiels ont formé un comité de créanciers en avril 2023, fournissant des garanties de financement pour que le FMI offre un nouveau soutien financier en mai 2023. • En janvier 2024, le Ghana a conclu un accord au titre du Cadre commun avec ses créanciers officiels sur un traitement global de sa dette allant au-delà de l'initiative de suspension du service de la dette.
Zambie		Dette extérieure	<p>La Zambie a accumulé des arriérés sur le service de la dette extérieure après plusieurs années de déséquilibres budgétaires et extérieurs importants. Une chute des prix du cuivre en 2015–16, des sécheresses et la pandémie de Covid-19 avaient mis la dette publique sur une trajectoire insoutenable. La dette publique totale a culminé à 150 % du PIB et la dette publique extérieure à 96 % en 2020. Le pays a fait défaut sur ses euro-obligations en novembre 2020, après avoir perdu l'accès au marché.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Zambie a demandé un traitement au titre du Cadre commun en janvier 2021, et un programme soutenu par le FMI a été approuvé par le conseil d'administration du FMI en août 2022. • Les créanciers officiels ont convenu d'un traitement de la dette en juin 2023, rendant possible le deuxième décaissement du financement du FMI. L'accord prévoit un traitement de base, ainsi qu'un traitement conditionnel qui serait automatiquement déclenché si l'évaluation des performances économiques et des politiques de la Zambie s'améliorait, ce qui permettrait d'obtenir de meilleures conditions pour les créanciers. • Les discussions avec les créanciers privés ont débuté en septembre 2023
Mauritanie	2021 et 2022	Dette extérieure	<p>En août 2021, les autorités ont annoncé un accord final avec le Koweït pour la restructuration de la dette bilatérale. Environ 95 % des intérêts cumulés dus ont été annulés, les 5 % restants étant partiellement compensés par des actions de Mauritel (6 % de participation) fournies au Koweït et d'autres opportunités d'investissement en Mauritanie qui restent à définir. Le capital initial (82,7 millions de dollars) sera remboursé sur 20 ans, y compris une période de grâce de deux ans, avec un taux d'intérêt de 0,5 %.</p> <p>L'Arabie saoudite a accordé un prêt de 300 millions de dollars à la Banque centrale de Mauritanie pour l'aider à faire face aux risques associés au choc des termes de l'échange en 2014–15.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En 2022, le prêt de 300 millions de dollars accordé par le gouvernement saoudien (Fonds de développement saoudien) a été renégocié avec succès, passant de conditions non concessionnelles à des conditions concessionnelles. • Cette renégociation a permis de réduire considérablement la valeur actuelle du prêt et le service de la dette associé en prolongeant la période de remboursement à 20 ans et en réduisant le taux d'intérêt à 1 %. • Cette renégociation a également transféré la responsabilité du prêt de la banque centrale au gouvernement central.

Source : FMI 2023.

NOTES

1. Au Ghana, par exemple, l'effort de consolidation est soutenu par des réformes structurelles ambitieuses en matière de politique fiscale, d'administration des recettes et de gestion des finances publiques, ainsi que par des mesures visant à remédier aux faiblesses des secteurs de l'énergie et du cacao.
2. En raison du manque de données sur le coût du service de la dette intérieure, seul le service de la dette extérieure est rapporté. Toutefois, la part de la dette intérieure dans la dette publique totale de l'Afrique est en augmentation, passant de 35 % en 2019 (avant la pandémie de grippe aviaire) à 42 % à la fin de 2021. Cette augmentation reflète en grande partie les besoins de financement croissants et la difficulté pour de nombreux pays d'accéder aux marchés de capitaux internationaux, ce qui, associé à une mobilisation limitée des recettes fiscales, a nécessité le recours à l'emprunt intérieur (voir Banque africaine de développement 2023). Cela signifie que le paiement total du service de la dette pourrait être plus élevé si le service de la dette intérieure était inclus.
3. Le cadre d'action Éducation 2030 de l'Union africaine fixe les dépenses en matière d'éducation à 4-6 % du PIB ou à 15-20 % des dépenses publiques totales. Les États membres de l'Union africaine se sont engagés à allouer 15 % de leur budget gouvernemental à la santé pour atteindre les Objectifs de développement durable.
4. OEA 2021.
5. Le score d'efficacité de l'investissement public est un indice dont les valeurs sont comprises entre 0 et 1 et qui analyse dans quelle mesure l'investissement du gouvernement (intran) se traduit par une infrastructure (extrant). Par exemple, un score d'efficacité de 0,7 signifie que sur un dollar dépensé en investissement, 70 cents sont transformés en infrastructure. Les 30 centimes restants sont gaspillés en raison de la corruption, d'une mauvaise sélection des projets, etc., et reflètent le manque d'efficacité.

TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'AFRIQUE, PERFORMANCES SOCIOÉCONOMIQUES ET CHOCS MONDIAUX

3

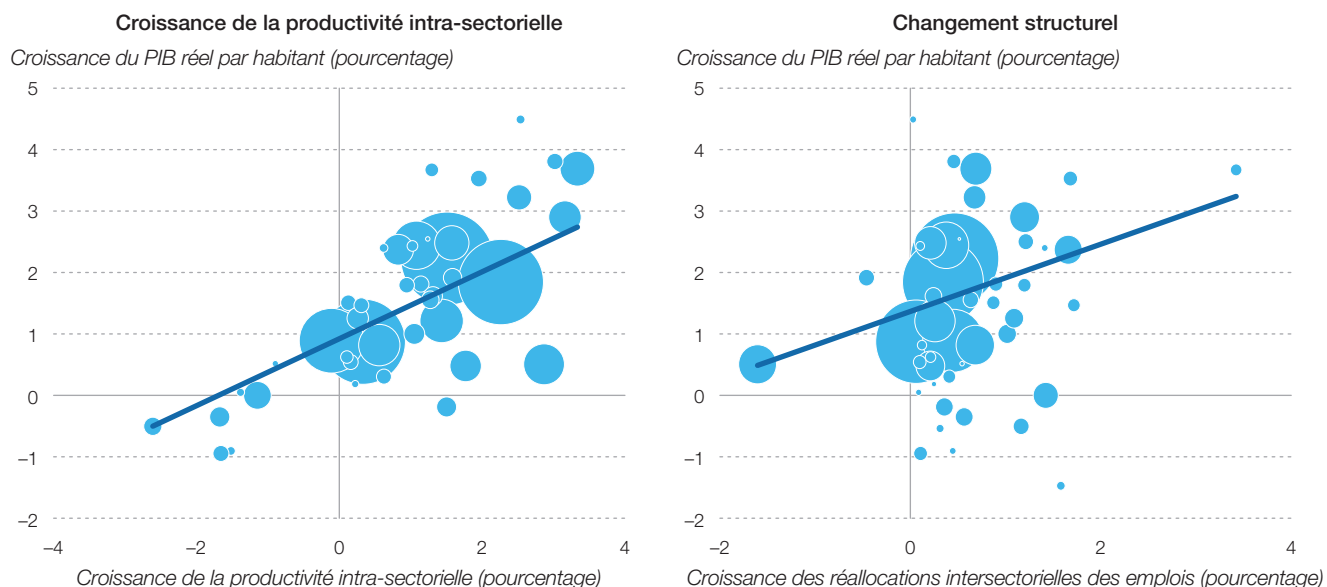
La transformation structurelle a contribué à la croissance économique des pays africains

Généralement définie comme le déplacement des travailleurs d'activités et secteurs à faible productivité vers des activités et secteurs à plus forte productivité, ainsi que la croissance au sein d'un même secteur de la productivité d'un niveau d'emploi donné, la transformation structurelle a joué un rôle important dans la croissance de l'Afrique.¹ Entre 1990 et 2019, le PIB réel de l'Afrique a augmenté d'environ 4 % par an, et son PIB réel par habitant de 1,4 % par an, contre des moyennes mondiales respectives de 3 % et 1,6 %. Dans la plupart des pays du continent, cette croissance s'est accompagnée d'un certain degré de transformation structurelle (figure 3.1). Les liens entre la transformation structurelle, la croissance économique et d'autres indicateurs socioéconomiques sont principalement matérialisés ici à travers une décomposition de la croissance de la productivité du travail, en croissance de la productivité intrasectorielle pour un niveau d'emploi donné, croissance de l'emploi dans chaque secteur pour un niveau de productivité donné, et interaction de la croissance entre la productivité et l'emploi.² Sur la période 1990–2021, la croissance de la productivité intrasectorielle de l'Afrique a été en moyenne de 0,66 % par an, soit 52,2 % de la croissance moyenne de 1,26 % de la productivité du travail en Afrique, tandis que le déplacement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité a augmenté de 0,60 % par an, soit 47,5 % de la croissance globale de la productivité du travail.

Sur la période 1990–2019, l'emploi agricole moyen en Afrique représentait la moitié de l'emploi total, soulignant la prédominance du secteur en tant que principal pourvoyeur d'emplois. Cette part a toutefois régulièrement diminué au cours de la période, passant d'une moyenne de 55,7 % en 1990 à 42,7 % en 2019. Ce déclin implique un déplacement de la main-d'œuvre vers les secteurs non agricoles, les services en particulier, dont la part de l'emploi a grimpé de 31,5 % à 42,6 %, soit une augmentation de 11,1 points de pourcentage. Cette tendance masque d'importantes variations d'un pays à l'autre. Par exemple, le taux annuel moyen de déclin de la part de l'emploi agricole était le plus élevé au Cabo Verde (4,1 %) et à Maurice (3,2 %), contre moins de 1 % au Burundi, en Érythrée, à Madagascar, au Mali et au Zimbabwe. Alors que les pays asiatiques et européens connaissaient une transformation structurelle de l'agriculture vers l'industrie manufacturière, de nombreux pays africains se sont au contraire désindustrialisés.³ De nombreux travailleurs ont quitté l'agriculture pour se tourner vers les services, en particulier de distribution (formels et informels).⁴

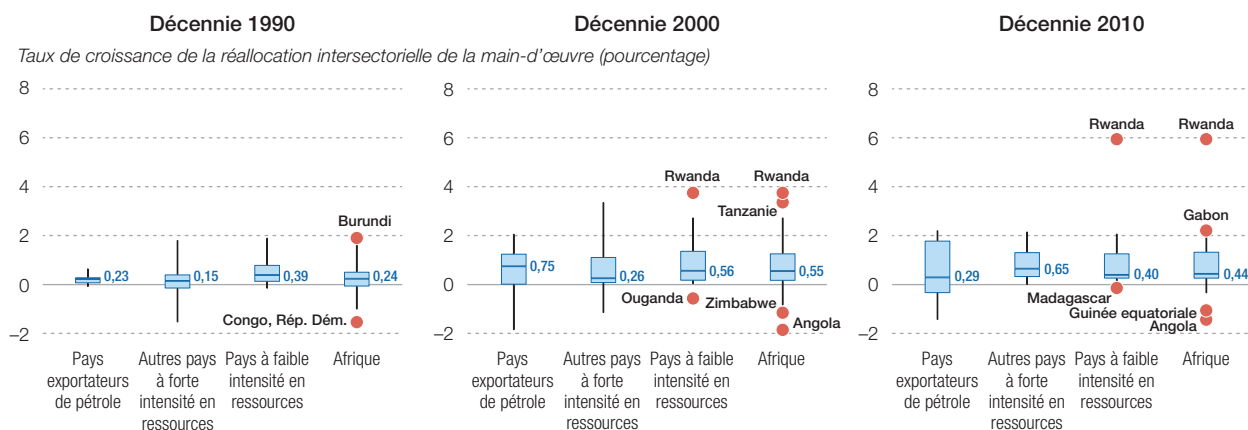
Bien que principal employeur de l'Afrique, le secteur de l'agriculture affiche la plus faible productivité du travail. Sur la période 1990–2019, cette productivité était environ cinq fois inférieure à celle des autres secteurs, passant de plus de six fois inférieure dans les années 1990 à environ quatre fois inférieure dans les années 2010. La vitesse de la transformation structurelle a toutefois considérablement varié (figure 3.2). Dans les pays exportateurs de pétrole, le taux de croissance de la réallocation intersectorielle de la main-d'œuvre a oscillé d'une médiane de 0,23 % dans les années 1990

FIGURE 3.1 Croissance économique et transformation structurelle en Afrique, 1990–2019



Note : La croissance du PIB réel par habitant et les composantes de la croissance de la productivité du travail sont tronquées aux 5^e et 95^e centiles. La taille des bulles reflète le PIB en dollars américains internationaux constants de 2017 à parité de pouvoir d'achat.
 Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 3.2 Tendances décennales du changement structurel en Afrique, par groupe de pays, décennies 1990 à 2010



Note : Les valeurs médianes sont indiquées. La hauteur des cases correspond à l'intervalle interquartile. Les bulles creuses correspondent aux valeurs aberrantes (valeurs inférieures au 5^e et supérieures au 95^e percentile).
 Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

à 0,75 % dans les années 2000 et à 0,29 % dans les années 2010. Dans ce groupe, les différences de croissance de la productivité du travail et de réallocation intersectorielle de la main-d'œuvre peuvent être liées aux variations de trajectoires des recettes pétrolières et des exportations, et à leurs

retombées dans les secteurs non pétroliers.⁵ Les changements structurels semblent plus rapides dans les pays à faible intensité en ressources, où la croissance annuelle médiane du déplacement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité était de

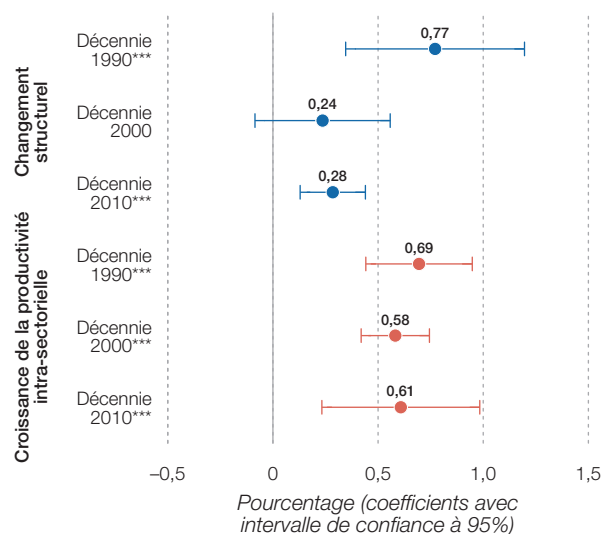
0,50 %, contre 0,41 % dans les pays exportateurs de pétrole et ceux à forte intensité en ressources autres que le pétrole. La plupart de ces pays à faible intensité en ressources sont plus diversifiés que leurs homologues dépendants des produits de base, ce qui constitue l'un des principaux moteurs de la transformation structurelle.

Les résultats de l'analyse de régression⁶ sur le lien entre la croissance économique des pays et la transformation structurelle en Afrique sur la période 1990–2019 montrent que, après contrôle d'autres facteurs potentiels, les pays dont le rythme de transformation structurelle est plus rapide (c'est-à-dire ceux dont les taux de croissance de la réallocation intersectorielle de la main-d'œuvre et de la productivité intrasectorielle sont plus élevés) ont obtenu de meilleures performances économiques, avec une croissance du PIB réel par habitant plus élevée au cours de toutes les décennies. Ainsi, le processus de déplacement de la main-d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs (où ce facteur est employé plus efficacement) et les améliorations de la productivité du travail au sein de chaque secteur sont significativement corrélés avec des taux de croissance économique plus élevés et devraient, par conséquent, être également ciblés par les réformes des politiques (figure 3.3). L'impact de la transformation structurelle a été le plus fort dans les années 1990, une période décrite comme une décennie « décevante » pour la croissance du continent. La croissance du PIB réel par habitant n'a atteint en moyenne que 0,5 % dans les années 1990, contre 2,6 % dans les années 2000 et 1,2 % dans les années 2010. Cela a conduit à un « afropessimisme » généralisé et au mythe répandu d'un « continent sans espoir ». Cette constatation suggère qu'en période de ralentissement économique (national ou mondial), les politiques visant à accélérer la transformation structurelle pourraient jouer un rôle important d'amortisseur pour aider les pays à renforcer leur résilience économique aux chocs.

L'accélération de la transformation structurelle pourrait aider l'Afrique à atteindre les principaux objectifs de développement durable

Le monde n'est pas sur la bonne voie pour la quasi-totalité des 140 objectifs de développement

FIGURE 3.3 Estimation de l'impact des composantes de la transformation structurelle sur les performances de croissance de l'Afrique, décennies 1990 à 2010



Note : (***) , (**) et (*) indiquent respectivement les coefficients à des niveaux de signification de 1 %, 5 % et 10 %.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

durable (ODD) pour lesquels des données sont disponibles ; seuls environ 12 % des pays sont sur la bonne voie.⁷ En outre, les progrès réalisés au niveau mondial sur plus de 50 % des ODD restent faibles et insuffisants, et ils ont stagné, voire se sont inversés, pour 30 % des ODD. Par rapport à d'autres régions du monde, les progrès vers la réalisation des ODD sont à la traîne en Afrique, où ils ont été lents et inégaux dans la lutte contre la pauvreté, la faim, le changement climatique et d'autres ODD liés à la population, avec de grandes différences entre les sous-régions, les pays et les zones rurales et urbaines.⁸

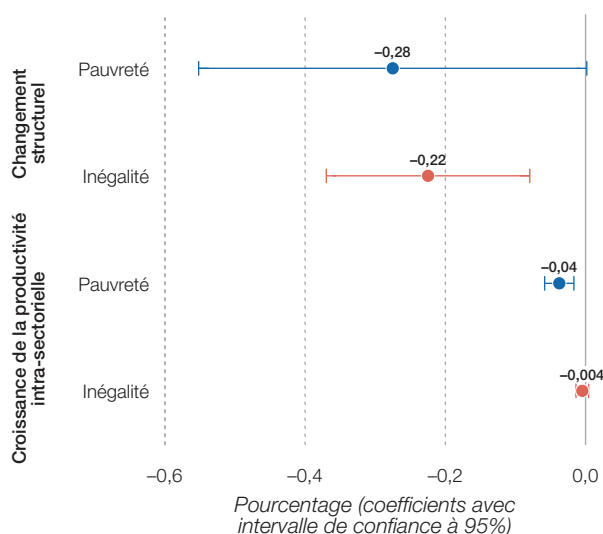
Si la transformation structurelle avait été plus rapide, l'Afrique aurait pu réduire davantage la pauvreté et l'inégalité des revenus. En utilisant la relation entre, d'une part, la pauvreté et l'inégalité des revenus et, d'autre part, la croissance de la productivité intrasectorielle et la réallocation intersectorielle de la main-d'œuvre, il est possible de démêler la relation entre la transformation structurelle et à la fois la réduction de la pauvreté et l'inégalité des revenus. Les résultats des analyses de régression⁹ montrent que, sur la période 1990–2019, après contrôle des autres

En période de ralentissement économique (national ou mondial), les politiques visant à accélérer la transformation structurelle pourraient jouer un rôle important d'amortisseur pour aider les pays à renforcer leur résilience économique aux chocs

facteurs potentiels, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de croissance annualisé des changements structurels a entraîné une baisse de 0,28 point de pourcentage du taux de croissance annualisé de l'extrême pauvreté (en utilisant le seuil de pauvreté international récemment ajusté de 2,15 dollars par personne et par jour) (figure 3.4).¹⁰ En outre, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de croissance de la productivité intrasectorielle a réduit le taux de croissance annualisé de l'extrême pauvreté de 0,04 point de pourcentage.

En Afrique, la plupart des pauvres sont cantonnés dans des secteurs à faible productivité et dans des activités informelles basées sur les services (en particulier dans l'agriculture pluviale et de subsistance à petite échelle) qui génèrent généralement de faibles revenus et sont plus susceptibles de subir des chocs défavorables.

FIGURE 3.4 Estimation de l'impact de la transformation structurelle sur la pauvreté et les inégalités en Afrique, 1990–2019



Note : La figure présente les coefficients estimés de la régression groupée du taux de croissance annualisé de l'indice numérique de pauvreté (en utilisant le seuil de pauvreté international de 2,15 dollars) et du coefficient de Gini pour 50 pays africains disposant de données sur la pauvreté et l'inégalité sur la période 1990–2019. Tous les coefficients rapportés, à l'exception de la croissance de la productivité intrasectorielle dans l'équation de l'inégalité, sont statistiquement significatifs à 5 % ou moins.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

En facilitant le déplacement des personnes pauvres ou à faible revenu des secteurs à faible productivité vers des secteurs à plus forte productivité générant des revenus plus élevés, le changement structurel peut devenir un moteur essentiel de la réduction de la pauvreté en Afrique. En outre, l'expansion de secteurs plus productifs et dynamiques peut faire entrer l'économie dans un cercle vertueux au sein duquel la croissance de l'emploi productif, l'amélioration des capacités de production et l'augmentation des revenus se renforcent mutuellement pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté. Toutefois, le déplacement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité (tels que l'industrie manufacturière) nécessite un réservoir de travailleurs qualifiés suffisamment important pour suivre le rythme du progrès technologique et les changements qui en résultent dans les besoins de l'industrie. La quatrième révolution industrielle en cours dans le monde façonne l'avenir du travail en modifiant la demande de compétences et le contenu des emplois.¹¹ Les compétences requises sont fortement axées sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, mais seuls 4 à 12 % des étudiants africains diplômés de l'enseignement supérieur se spécialisent dans ces domaines.¹² Pour accélérer la réaffectation de la main-d'œuvre entre les secteurs, les systèmes éducatifs africains doivent donc être recalibrés, et la main-d'œuvre doit être requalifiée et recyclée.

Une transformation structurelle rapide tend également à réduire l'inégalité des revenus, bien que plus lentement que la pauvreté. Cependant, comme le signale une étude utilisant des données d'un échantillon de pays en développement sur la période 1960–2012, toutes les améliorations de la productivité intrasectorielle du travail n'entraînent pas une diminution des inégalités.¹³ Celles-ci ont tendance à diminuer lorsque la part de la main-d'œuvre ou de la valeur ajoutée s'accroît dans l'industrie manufacturière, mais elles augmentent lorsque l'une ou l'autre de ces parts s'agrandissent dans l'agriculture ou les services. Cela souligne le rôle essentiel de l'industrialisation dans la réduction de l'inégalité des revenus dans les pays africains.

La résilience de l'Afrique face aux chocs pourrait être renforcée par l'accélération de la transformation structurelle

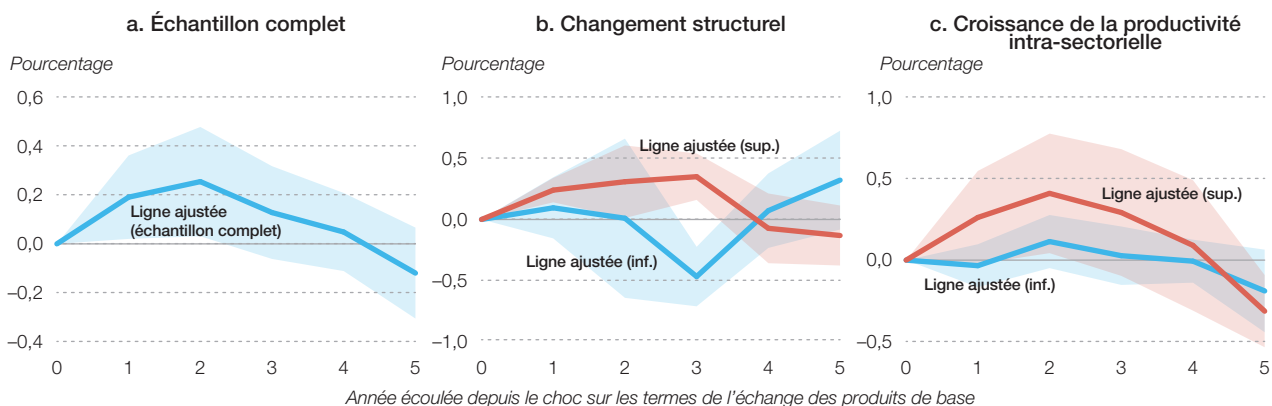
La plupart des pays africains ont été soumis à une grande variété de chocs exogènes, tels que la crise financière mondiale de 2007–08 et les chocs subséquents sur les marchés des produits de base en 2015–16, les sécheresses de 2016 induites par El Niño et d'autres événements climatiques extrêmes récents, l'épidémie d'Ebola de 2014–16, la récente pandémie de Covid-19, l'invasion de criquets en 2020 en Afrique de l'Est, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces chocs ont engendré des coûts économiques et sociaux importants, empêchant les pays d'atteindre les objectifs de développement tels que les ODD. Il est donc essentiel de concevoir des politiques efficaces pour accélérer la reprise et renforcer la résilience face aux chocs futurs. En effet, par rapport aux pays d'Asie et d'Amérique latine, la croissance du PIB par habitant a tendance à afficher une composante cyclique plus importante en Afrique, augmentant en cas de chocs mondiaux positifs (en particulier les chocs des prix des produits de base).¹⁴

La figure 3.5 estime la réponse cumulative de la croissance du PIB réel par habitant de l'Afrique

à un choc positif des termes de l'échange des produits de base¹⁵ dans le cadre d'un panel utilisant la méthode de projection locale de Jordà (2005).¹⁶ Les pays sont divisés en deux groupes : ceux dont la valeur médiane sur 1990–2019 de chaque composante de la transformation structurelle (changement structurel et croissance de la productivité intrasectorielle) était supérieure à la médiane de l'échantillon complet et ceux dont la valeur médiane était inférieure à la médiane de l'échantillon complet.

Pour l'ensemble de l'échantillon, la variation cumulée de la croissance du PIB réel par habitant est la plus élevée deux ans après un choc positif des termes de l'échange des produits de base, avec 0,26 point de pourcentage de plus qu'en l'absence de choc (figure 3.5a). L'impact du choc initial des termes de l'échange des produits de base diminue ensuite progressivement. Cependant, tous les pays ne bénéficient pas de la même manière d'un choc positif des prix des produits de base. Les pays africains dont le rythme de transformation structurelle est supérieur à la médiane sont les plus grands gagnants : l'impact cumulé culmine à 0,35 point de pourcentage de croissance du PIB réel par habitant pour les pays dont le taux de réallocation de la main-d'œuvre entre les secteurs est supérieur à la médiane

FIGURE 3.5 Réponses de la croissance du PIB réel par habitant aux chocs des termes de l'échange des produits de base en Afrique



Note : Les chiffres indiquent la réponse cumulative de la croissance du PIB réel par habitant à un choc d'une unité des termes de l'échange des produits de base en utilisant des projections locales (Gruss et Kebhaj, 2019 ; Jordà, 2005). Les zones ombrées indiquent l'intervalle de confiance à 95 % calculé à l'aide d'erreurs types en grappes basées sur les pays pour corriger la corrélation sérielle et l'hétéroscédasticité potentielles.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

En approfondissant les fondements économiques et en relocalisant les processus de création de valeur, la transformation structurelle stimulera le changement technologique, favorisera la croissance économique à l'aide de liaisons en amont et en aval, et alimentera le développement de sous-traitants

trois ans après le choc initial, alors qu'il est le plus faible pour les pays dont le taux de réallocation est inférieur à la médiane (figure 3.5b). La même tendance est observée lorsque les pays sont classés en fonction de la valeur médiane de leur taux de croissance de la productivité intrasectorielle : l'effet cumulatif atteint 0,41 point de pourcentage deux ans après le choc initial dans les pays ayant un taux supérieur à la médiane, soit plus de 3,5 fois plus que pour les pays ayant un taux inférieur à la médiane (figure 3.c).

Ces résultats renforcent l'argument avancé précédemment selon lequel la promotion de la transformation structurelle pourrait aider les pays africains à renforcer leur résilience (et à réduire leur vulnérabilité) face aux chocs économiques externes. La dépendance à l'égard des exportations de matières premières habitue l'économie à un cycle d'expansion et de ralentissement déterminé par les prix mondiaux des matières premières, et non à un développement économique régulier et durable. En réduisant la dépendance à l'égard de l'agriculture brute et d'autres

ressources naturelles non transformées, dont les prix sont généralement très volatils, la transformation structurelle peut réduire la vulnérabilité extérieure des pays et leur permettre de bénéficier d'une amélioration des termes de l'échange des produits de base. La transformation structurelle, par exemple par le biais d'une industrialisation basée sur les ressources, sera essentielle pour aider les pays à valoriser leurs vastes ressources naturelles et à tirer parti de l'essor de l'économie verte. En approfondissant les fondements économiques et en relocalisant les processus de création de valeur, la transformation structurelle stimulera le changement technologique, favorisera la croissance économique à l'aide de liaisons en amont et en aval, et alimentera le développement de sous-traitants. Le soutien aux exportations de produits manufacturés à forte intensité en main-d'œuvre pourrait faciliter l'absorption des anciens travailleurs agricoles, de sorte que leur revenu ne dépende plus de la fluctuation des prix des produits de base et ne soit plus affecté par les chocs météorologiques.

NOTES

1. de Vries et al. 2015 ; McMillan et al. 2014 ; McMillan et Harttgen 2014.
2. Suivant de Vries et al. (2015) et McMillan et Rodrik (2011), la transformation structurelle peut être analysée par la décomposition de la variation de la productivité du travail comme suit :

$$\underbrace{\sum_{i=1}^n \omega_{it-1} \Delta P_{it}}_{\text{intra-composant}} + \underbrace{\sum_{i=1}^n P_{it-1} \Delta \omega_{it}}_{\text{changement structurel}} + \underbrace{\sum_{i=1}^n \Delta \omega_{it} \Delta P_{it}}_{\text{terme d'interaction}},$$

où Y_t est le niveau de productivité du travail de l'économie au moment t (et l'indice $t - 1$ se réfère à la période précédente), ω_i est la part d'emploi du secteur i (avec n , le nombre de secteurs dans l'économie), P_i est le niveau de productivité du travail du secteur i , et Δ dénote les changements au fil du temps. Le premier terme du côté droit fait référence à une composante intrasectorielle de la croissance de la productivité, pondérée par la part d'emploi de chaque secteur. Ce terme est positif lorsque la croissance (pondérée) de la productivité du travail dans les secteurs est positive. La deuxième composante mesure la contribution de la réallocation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité (pondérée par la productivité sectorielle), appelée composante du changement structurel par Diao et al. (2017). Ce terme est positif lorsque l'emploi se déplace des secteurs à plus faible productivité du travail. Le dernier terme, qui est généralement un résidu, mesure la contribution de la réallocation de la main-d'œuvre des secteurs à croissance lente vers les secteurs à croissance rapide. Il est positif si les travailleurs se déplacent vers des secteurs qui connaissent une croissance positive de la productivité. Ce terme a été omis dans l'analyse en raison de sa contribution marginale (environ 0,3%) à la transformation structurelle de l'Afrique.

3. Rodrik 2016.
4. McMillan et al. 2016.
5. Les trois pays qui ont connu l'augmentation la plus rapide de la productivité moyenne du travail parmi les exportateurs de pétrole - le Nigéria, l'Angola et le Tchad - ont également connu l'une des augmentations les plus rapides de la production pétrolière. La production de pétrole est passée d'environ 1,8 million de barils par jour en 1990 à 2,1 millions en 2019 (soit un taux de croissance annuel de 0,8%)

au Nigéria et d'environ 475 000 barils par jour en 1990 à plus de 1,4 million en 2019 (soit une croissance annuelle de 4,2%) en Angola. Au Tchad, la production de pétrole n'a commencé qu'en 2003 et a connu une croissance rapide, passant de 23 600 barils par jour à environ 127 000 en 2019 (croissance annuelle de 37,1%). Dans ces trois pays, l'essor de la production pétrolière s'est accompagné d'une augmentation de la part de production d'autres secteurs, principalement la construction et les services financiers.

6. Le modèle de croissance simple de type Solow suivant a été utilisé pour estimer l'impact des composantes de la transformation structurelle sur le taux de croissance du PIB réel par habitant en Afrique (Busse et al. 2019) : $y_{jt} = \alpha + \gamma X_{jt} + \sum_{i=1}^3 \beta_i (W_{ijt} \times D_i) + \sum_{i=1}^3 \theta_i (T_{ijt} \times D_i) + \delta_j + \varepsilon_{jt}$, où la variable dépendante, y_{jt} , est le taux de croissance du PIB réel par habitant dans le pays j au moment t . Le terme X_{jt} est le vecteur des facteurs de croissance standard (variables dans le temps et spécifiques au pays) (et d'autres facteurs supplémentaires) identifiés dans la littérature. Il comprend ici la formation du capital humain (taux net de scolarisation dans le secondaire), la croissance de l'investissement (représentée par la croissance annuelle de la formation brute de capital fixe), la croissance démographique, les entrées nettes d'investissements directs étrangers (pourcentage du PIB), le poids du service de la dette (service total de la dette en pourcentage des exportations de biens, de services et de revenus primaires), l'inflation, la qualité des institutions (valeur moyenne des indicateurs de gouvernance suivants de la Banque mondiale : voix et responsabilité, primauté du droit, transparence et transparence), la qualité de la gouvernance (valeur moyenne des indicateurs de gouvernance suivants de la Banque mondiale : voix et responsabilité, état de droit, contrôle de la corruption, efficacité du gouvernement, stabilité politique et absence de violence/terrorisme, et qualité de la réglementation), le commerce (pourcentage du PIB), et le crédit intérieur au secteur privé (pourcentage du PIB). Les principales variables d'intérêt sont les mesures qui rendent compte de la transformation structurelle, à savoir W_{ijt} et T_{ijt} - qui mesurent, respectivement, la croissance de la productivité intra-sectorielle et la réallocation intersectorielle de la main-d'œuvre dans le pays j à l'instant t au cours de la décennie D_i (avec $D_1 = 1$ si

décennie 1990 et 0 sinon, $D_2 = 1$ si décennie 2000 et 0 sinon, et $D_3 = 1$ si décennie 2010 et 0 sinon). Le terme δ_j désigne les effets fixes par pays, et ε_{it} est le terme d'erreur. La méthode des effets fixes avec des erreurs standard en grappe a été utilisée pour l'estimation.

7. Nations unies 2023.
8. UA, UNECA, BAD et PNUD 2023.
9. Le modèle de régression simple suivant a été utilisé pour estimer l'impact des composantes de la transformation structurelle sur le taux de croissance annualisé de la pauvreté et de l'inégalité en Afrique (Hasan et al. 2013; Morsy et al. 2023): $\Delta Z_{j,t,t-k} = \alpha + \beta Z_{j,0} + \gamma \Delta X_{j,t,t-k} + \varepsilon$, où $\Delta Z_{j,t,t-k}$ est le taux de croissance annualisé de la pauvreté (équation de la pauvreté) ou de l'inégalité des revenus (équation de l'inégalité) dans le pays j entre les années $(t - k)$ et années t , avec k le nombre d'années entre deux points de données consécutifs sur la pauvreté ou l'inégalité. $Z_{j,0}$ est la valeur initiale de la pauvreté ou de l'inégalité dans le pays j . Le terme $\Delta X_{j,t,t-k}$ est le vecteur des covariables (y compris les composantes de la transformation structurelle) dans le taux de changement annualisé. Les variables de changement structurel et de croissance de la productivité intra-sectorielle sont calculées comme défini précédemment. Dans l'équation de pauvreté, les variables indépendantes comprennent, outre les deux variables de transformation structurelle, le logarithme de la pauvreté initiale, la croissance du PIB réel par habitant, le taux de croissance de la population urbaine, l'aide publique au développement nette et l'aide publique reçue (en pourcentage du PIB), et les dépenses de consommation finale des administrations publiques (en pourcentage du PIB). Dans l'équation d'inégalité, les variables de contrôle comprennent, outre le changement structurel et la croissance de la productivité intra-sectorielle, le logarithme du coefficient de Gini initial, la croissance du PIB réel par habitant, le taux de croissance de la population urbaine, l'indice du capital humain et sa valeur au carré. La régression des moindres carrés ordinaires regroupés avec des erreurs standard robustes a été utilisée pour l'estimation.
10. Banque mondiale 2022.
11. Voir Banque africaine de développement 2019.

12. Voir <https://ja-africa.org/our-work-in-stem/>.
13. Baymul et Sen 2020.
14. UNECA 2023.
15. L'indice des termes de l'échange des produits de base, produit par le Fonds monétaire international, couvre 182 économies et fournit des estimations des gains et des pertes de revenus associés aux variations des prix internationaux de 45 produits de base. Pour chaque pays, le prix de chaque produit de base de l'indice est pondéré par sa part dans les exportations nettes totales rapportées au PIB afin d'évaluer son impact sur le revenu global. L'utilisation des exportations nettes garantit la prise en compte de l'effet des variations de prix des exportations et des importations sur le PIB: une variation d'un point de pourcentage de l'indice représente la variation équivalente en points de pourcentage du PIB attendue pour chaque pays en raison des variations nettes des prix des produits de base (Gruss et Kebhaj 2019).
16. La spécification suivante a été utilisée pour un échantillon de pays africains avec des données pour 1990–2019 (Gruss et Kebhaj 2019) :

$$y_{i,t,s} - y_{i,t-1} = \mathbf{1}_{i,t,j}[\beta_{s,1}\Delta tot_{i,t} + \sum_{k=1}^K \delta_{ks,1}\Delta tot_{i,t-k} + \sum_{k=1}^K \delta_{ks,1}\Delta X_{i,t-k}] + (1 - \mathbf{1}_{i,t,j})[\beta_{s,0}\Delta tot_{i,t} + \sum_{k=1}^K \delta_{ks,0}\Delta tot_{i,t-k} + \sum_{k=1}^K \delta_{ks,0}\Delta X_{i,t-k}] + \sum_{k=1}^K \delta_{ks,0}\Delta y_{i,t-k} + \mu_{i,s} + \varphi_{t,s} + \varepsilon_{i,t,s}$$
 où $\mathbf{1}_{i,t,j}$ est une fonction indicatrice qui prend la valeur 1 pour une caractéristique j donnée (ayant une valeur médiane supérieure à la valeur médiane de l'échantillon du changement structurel ou de la croissance de la productivité intra-sectorielle) et 0 sinon. Le terme $y_{i,t,s}$ représente la croissance du PIB réel par habitant dans le pays i au temps $t + s$, avec s étant l'horizon de la projection locale ($s = 1, 2, \dots, 5$). Le terme tot représente l'indice des termes de l'échange des produits de base. La spécification inclut également trois années de décalage ($k = 1, 2, 3$). Le terme X_{it} fait référence à un vecteur de variables de contrôle variant dans le temps (voir note 6). Le terme $\varepsilon_{i,t,s}$ est le terme d'erreur. La spécification inclut également le pays ($\mu_{i,s}$) et le temps ($\varphi_{t,s}$) pour tenir compte des caractéristiques du pays et des chocs communs à tous les pays, qui ne varient pas dans le temps. Les intervalles de confiance sont basés sur les erreurs standard estimées respectives pour chaque horizon, regroupées au niveau du pays.

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

L'élan de la forte reprise économique initiale de l'Afrique après la profonde récession induite par la pandémie de Covid-19 s'est ralenti à la suite de plusieurs revers, dont une inflation élevée, un resserrement des conditions de financement et des risques importants liés à la dette et au climat. Les données présentées dans ce rapport suggèrent toutefois également que la transformation structurelle pourrait améliorer la capacité des économies africaines à résister aux chocs et à renforcer les amortisseurs pour accélérer la réduction de la pauvreté. Pour lever les obstacles à la transformation structurelle nécessaire à une croissance économique plus rapide et durable, il faudra donc mettre en œuvre un ensemble de politiques à court, moyen et long terme, comme indiqué dans le présent rapport.

COURT TERME

S'attaquer à l'inflation persistante

Malgré le délicat processus de resserrement de la politique monétaire mis en œuvre au cours des deux dernières années, avec un relèvement des taux directeurs dans de nombreux pays africains, l'inflation continue d'être élevée sur le continent et devrait rester à deux chiffres dans 19 pays en 2023 et 14 pays en 2024, y compris dans certains des plus grands pays tels que l'Égypte, l'Éthiopie et le Nigéria. En outre, de nombreux pays sont susceptibles d'être confrontés à des pressions inflationnistes supplémentaires en raison de la suppression des subventions aux carburants et d'autres mesures d'urgence (Angola, Nigéria, Sénégal, Tanzanie) ou en réponse à la volatilité persistante des prix au niveau mondial. La

politique monétaire appropriée consisterait alors à trouver un juste équilibre entre la poursuite du resserrement de la politique monétaire et le lancement d'une politique d'assouplissement dans les pays où une baisse substantielle de l'inflation est prévue. Il sera donc essentiel de déterminer le meilleur moment où commencer à assouplir la politique monétaire. Dans les pays confrontés à une inflation élevée, mais en baisse, les taux d'intérêt devraient être maintenus aux hauts niveaux actuels jusqu'à ce que l'inflation atteigne fermement son objectif. Dans les pays où l'inflation est élevée et persistante, un nouveau resserrement de la politique monétaire serait approprié jusqu'à l'apparition de signes indiquant clairement que l'inflation ralentit et revient à son objectif. En résumé, associé à des mesures d'assainissement budgétaire, le resserrement de la politique monétaire devrait rester le principal moyen de réduire l'inflation dans les pays où celle-ci est supérieure à l'objectif fixé, tandis que les pays où les pressions inflationnistes s'atténuent pourraient progressivement assouplir leur politique monétaire.

Le maintien de la crédibilité des autorités monétaires sera également crucial pour lutter contre l'inflation. La capacité des autorités monétaires à contenir l'inflation face aux chocs mondiaux doit beaucoup aux améliorations apportées aux cadres des politiques monétaires au cours des vingt dernières années. Les progrès en matière d'indépendance des banques centrales, de communication et de transparence, de ciblage institutionnalisé de l'inflation, de flexibilité des taux de change et de réglementation macroprudentielle ont tous joué un rôle essentiel dans la réussite de la lutte contre l'inflation. Cette crédibilité est aujourd'hui remise en question, et les pays doivent

La numérisation de l'économie constitue également une occasion de renforcer la mobilisation des ressources nationales en réformant les régimes fiscaux et en limitant les fuites de ressources

prendre des mesures pour préserver et renforcer ces efforts. Un cadre de politique monétaire plus crédible ancrera les attentes face aux chocs futurs et réduira ainsi le resserrement nécessaire pour contenir l'inflation.

Utiliser la politique monétaire pour limiter la transmission des pressions sur les taux de change

Dans les pays où les taux de change sont flottants, il faut laisser les monnaies s'ajuster autant que possible, car les tentatives de résister à des mouvements basés sur les fondamentaux pourraient avoir des conséquences désastreuses. Dans les pays à taux de change fixes, la politique monétaire doit être alignée sur celle du pays d'ancrage afin de maintenir la stabilité extérieure et d'éviter de nouvelles pertes de réserves de change. Les réformes structurelles visant à mettre en œuvre une politique industrielle stratégique pour accélérer la diversification économique et renforcer le secteur des exportations, ainsi que l'assainissement budgétaire lorsque le déficit budgétaire accroît la pression sur le taux de change, doivent être mises en œuvre simultanément avec les mesures de politique monétaire afin d'accroître la résistance aux chocs.

S'attaquer au fardeau de la dette à l'aide de réformes de la gouvernance pour renforcer la capacité de gestion de la dette

L'évolution récente de la dette dans de nombreux pays africains a ravivé la nécessité de mettre en place des réformes solides en matière de gouvernance afin de renforcer la capacité de gestion de la dette. Une bonne gouvernance et de solides capacités institutionnelles empêchent les opérations « de dessous de la ligne » sapant les efforts de réduction de la dette, et garantissent que les pays renforcent leurs réserves et réduisent leur dette en période de prospérité. Pour y parvenir, il faut mettre en place des institutions budgétaires solides afin de mobiliser efficacement davantage de ressources nationales, de les utiliser avec prudence et d'assurer un suivi rigoureux des dépenses publiques et de la gestion de la dette. En outre, le renforcement du lien entre la dette, la croissance et la gouvernance permettrait de

maximiser les dividendes de la croissance des investissements publics financés par la dette. Les pays doivent également renforcer la transparence de la dette en améliorant la collecte, la communication et la gestion des statistiques sur la dette, et en renforçant le contrôle des entreprises publiques afin de réduire les risques fiscaux liés à la dette non divulguée et aux engagements conditionnels. La bonne gouvernance jettera également les bases de réformes économiques plus larges.

MOYEN À LONG TERME

Accroître la mobilisation des ressources nationales pour accélérer l'assainissement budgétaire et la transformation structurelle de l'Afrique

Certaines mesures audacieuses peuvent renforcer la mobilisation des ressources nationales. La première d'entre elles consiste à limiter la taille de l'économie souterraine en réduisant le secteur informel. La deuxième consiste à lutter sans relâche contre la corruption. La troisième consiste à endiguer le gaspillage des ressources publiques. La quatrième est de promouvoir la stabilité politique et l'État de droit en renforçant les institutions et la gouvernance. Enfin, la cinquième vise à réduire le taux de dépendance démographique en créant des conditions favorables à l'emploi des jeunes afin d'accroître la main-d'œuvre et de tirer parti du dividende démographique.

La numérisation de l'économie constitue également une occasion de renforcer la mobilisation des ressources nationales en réformant les régimes fiscaux et en limitant les fuites de ressources. L'utilisation des technologies numériques peut améliorer l'efficacité de l'administration fiscale et aider les contribuables à se conformer aux règles. La mise en place d'une base de données solide permet d'identifier et localiser les personnes, les entreprises ou les propriétés foncières sur lesquelles lever un impôt. L'investissement dans les ressources humaines, financières et technologiques peut améliorer les performances des inspecteurs des impôts, notamment pour détecter l'évasion fiscale et éliminer les pots-de-evin offerts par les contrevenants pris en flagrant délit. La formalisation des activités économiques

peut stimuler la mobilisation des ressources, tout comme la simplification des lois et règles fiscales trop complexes. L'approfondissement des marchés de capitaux africains et la diversification des instruments de financement permettront au continent de financer sa transformation structurelle et son développement à long terme.

Encourager les banques à prêter davantage au secteur privé contribuerait également à accroître la mobilisation des ressources. Alors que les prêts bancaires au secteur privé représentent en moyenne 100 % du PIB à l'échelle mondiale, leur part est inférieure à 30 % du PIB en Afrique. Les banques doivent être encouragées à réduire leur aversion au risque et à soutenir l'investissement privé, en particulier l'investissement vert. Les États doivent mettre en place des mécanismes de garantie des prêts afin d'atténuer le risque de crédit et de stimuler les prêts bancaires aux secteurs clés de l'économie.

Adopter une approche politique à plusieurs volets pour stimuler la transformation structurelle de l'Afrique et renforcer sa résistance aux chocs

L'engagement vis-à-vis de la transformation des économies africaines est manifeste dans la pléthore de politiques, stratégies et programmes déployés aux niveaux national, régional et continental – tels que l'Afrique 2063 de l'Union africaine, la stratégie décennale de la Banque africaine de développement et l'Agenda 2030 des Nations unies. La question n'est pas de savoir si, mais comment l'Afrique doit accélérer sa transformation structurelle. Compte tenu de la complexité de la tâche, une approche à plusieurs volets, adaptée aux réalités des pays, peut produire des résultats probants. Cette approche devrait comprendre les éléments suivants :

- *L'investissement dans le capital humain* permettra de constituer une main-d'œuvre dotée des compétences appropriées pour passer de secteurs peu productifs à des secteurs hautement productifs et tirer parti de la quatrième révolution industrielle. Les pays africains devront réformer l'ensemble de leurs systèmes éducatifs pour remédier à l'inadéquation structurelle des compétences et qualifications

acquises par les jeunes diplômés par rapport à celles requises par le marché du travail. Outre l'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation et du développement des compétences, il est nécessaire de considérer le recyclage et la reconversion (apprentissage tout au long de la vie) comme une priorité, afin de suivre le rythme et la vitesse des avancées technologiques ainsi que les changements qui en résultent dans les besoins de l'industrie. Ce faisant, les pays africains seront en mesure de répondre aux exigences de plus en plus sophistiquées des secteurs industriels et manufacturiers hautement productifs.

- *La poursuite d'une industrialisation fondée sur les ressources et d'une stratégie de diversification* permettra au continent de tirer parti de son avantage comparatif pour accélérer sa transformation structurelle et renforcer sa résistance aux chocs. L'Afrique possède un quart de la surface agricole arable mondiale, les deuxième et plus long fleuves (le Nil et le Congo) et de vastes ressources forestières. De même, environ 30 % des réserves minérales mondiales se trouvent en Afrique, dont 40 % des réserves d'or, 60 % des réserves de cobalt et 90 % des réserves de métaux du groupe du platine. Pour se diversifier, l'Afrique doit s'industrialiser et ajouter de la valeur en traitant et transformant les matières premières, notamment à l'aide d'activités agro-industrielles et intelligentes face au climat. La création de liaisons en amont et en aval entre l'industrie extractive et d'autres secteurs de l'industrie manufacturière favorisera également la production d'intrants et de services répondant à la demande des industries extractives. En outre, la création de zones spéciales de traitement agro-industriel soutiendra l'industrialisation alliée à l'agriculture en transformant l'agriculture africaine en une industrie à forte valeur ajoutée, générant de multiples avantages tout au long de la chaîne de valeur agricole – depuis la production et l'approvisionnement jusqu'à la distribution, au marketing et aux services aux consommateurs, en passant par la conception, le traitement, l'emballage et l'entretien.

La poursuite d'une industrialisation fondée sur les ressources et d'une stratégie de diversification permettra au continent de tirer parti de son avantage comparatif pour accélérer sa transformation structurelle et renforcer sa résistance aux chocs

- *Le renforcement de la collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé accélérera le rythme de la transformation structurelle. Des consultations régulières avec le secteur privé à toutes les étapes des réformes de transformation structurelle garantiront leur succès et augmenteront leur impact. En outre, les actions suivantes doivent être entreprises pour maximiser le rôle du secteur privé dans le processus de transformation structurelle.*
 - Formuler une vision claire dans le cadre d'une politique industrielle.
 - Construire des infrastructures et des secteurs logistiques compétitifs.
 - Mettre en place un environnement favorable aux entreprises comportant des incitations fiscales et financières bien conçues et correctement ciblées.
 - Créer des agences actives de promotion des investissements afin de créer de nouveaux marchés ou d'attirer l'investissement.
 - Créer des zones économiques spéciales et des groupements industriels afin de créer des poches d'efficacité et de stimuler la capacité de production.

Réformer l'architecture actuelle de l'aide financière mondiale pour l'adapter aux besoins de financement des pays africains

L'accumulation de la dette dans les pays africains s'explique en partie par l'incapacité de l'architecture de l'aide financière mondiale à répondre aux besoins de financement des pays qui ont le plus besoin de ressources pour leur développement. Alors que les pays africains restent confrontés à des problèmes de financement, les principales institutions financières doivent repenser leur rôle et leur modèle de financement. Le triple agenda proposé par le G20 met en évidence les avantages différentiels de l'architecture financière mondiale réformée pour la rendre plus réactive dans la mobilisation et la canalisation des financements destinés aux objectifs de développement durable. La réforme de l'architecture financière mondiale et l'élargissement de la représentation des pays en développement amélioreront la prise de décision, augmenteront la transparence et réduiront le coût du capital. Les financements supplémentaires mobilisés pour le développement qui en résulteraient pourraient contribuer à alléger les pressions budgétaires des pays africains, à favoriser la stabilité macroéconomique, à améliorer la confiance des marchés et à réduire les coûts d'emprunt.

RÉFÉRENCES

- Apeti, A. E., et E. D. Edoh. 2023. « Tax Revenue and Mobile Money in Developing Countries ». *Journal of Development Economics* 161 : 103014. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2022.103014>.
- Banque africaine de développement. 2019. *Creating Decent Jobs: Strategies, Policies, and Instruments*. Policy Research Report 2. Abidjan, Côte d'Ivoire : Banque africaine de développement.
- Banque africaine de développement. 2021. *Perspectives économiques en Afrique 2021 : De la résolution de la dette à la croissance : une feuille de route pour l'Afrique*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Banque africaine de développement.
- Banque africaine de développement. 2022. *Perspectives économiques en Afrique 2022 : Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Banque africaine de développement.
- Banque africaine de développement. 2023. *Perspectives économiques en Afrique 2023 : Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Banque africaine de développement.
- Banque mondiale. 2022. « Fiche d'information : Ajustement des seuils internationaux de pauvreté ». Washington, DC : Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/fr/news/factsheet/2022/05/02/factsheet-an-adjustment-to-global-poverty-lines>.
- Banque mondiale. 2023. « World Bank Commodity Price Forecasts, October 2023 », octobre 2023. Washington, DC : Banque mondiale.
- Baymul, C. et K. Sen. 2020. « Was Kuznets Right ? New Evidence on the Relationship between Structural Transformation and Inequality ». *Journal of Development Studies*, 56 (9) : 1643–62. <https://doi.org/10.1080/00220388.2019.1702161>.
- Busse, M., C. Erdogan et H. Mühlen. 2019. « Structural Transformation and Its Relevance for Economic Growth in Sub-Saharan Africa ». *Review of Development Economics* 23 (1) : 33–53.
- Carrasco, E. R. 1999. « The E-Book on International Finance and Development ». *Transnational Law & Contemporary Problems* 9 (1) : 116-26.
- CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). 2022. *World Investment Report 2022: International Tax Reforms and Sustainable Investment*. Genève : CNUCED.
- CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). 2023. *World Investment Report 2023: Investing in Sustainable Energy for All*. Genève : CNUCED.
- De Vries, G., M. Timmer, et K. de Vries. 2015. « Structural Transformation in Africa: Static Gains, Dynamic Losses. » *Journal of Development Studies* 51 (6) : 674-688.
- Diao X., M. McMillan et D. Rodrik. 2017. « The Recent Growth Boom in Developing Economies: A Structural Change Perspective. » Working Paper 23132, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2023. « Brief on the Interruption of the Black Sea Grain Initiative and Its Potential Implications on Global Food Markets and Food Security » July 2023. Rome : FAO.
- Fernandez, C., E. Ley, et M. F. Steel. 2001. « Model Uncertainty in Cross-country Growth Régressions ». *Journal of Applied Econometrics* 16 (5) : 563–576.
- FMI (Fonds monétaire international). 2022. « Request for an Extension of the Arrangement under the Extended Credit Facility for Somalia ». Washington, DC : FMI.
- FMI (Fonds monétaire international). 2023a. *World Economic Outlook: Navigating Global Divergences*. Washington, DC : FMI.

- FMI (Fonds monétaire international). 2023b. *Debt Dilemmas in Sub-Saharan Africa: Some Principles and Trade-offs in Debt Restructuring*. Washington, DC : FMI.
- FMI (Fonds monétaire international). 2023c. « IMF Executive Board Approves US\$3 Billion Extended Credit Facility Arrangement for Ghana » Press release 23/151, 17 mai. Washington, DC : FMI. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2023/05/17/pr23151-ghana-imf-executive-board-approves-extended-credit-facility-arrangement-for-ghana>.
- Gruss, B., et S. Kebhaj. 2019. « Commodity Terms of Trade: A New Database. » Document de travail du FMI WP/19/21, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Hasan, R., S. Lamba, et A. S. Gupta. 2013. « Growth, Structural Change, and Poverty Reduction: Evidence from India. » ADB South Asia Working Paper Series, Banque asiatique de développement, Mandaluyong City, Philippines. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/31214/south-asia-wp-022.pdf>.
- Hinrichs, H. H. 1965. « Determinants of Government Revenue Shares Among Less-Developed Countries ». *The Economic Journal* 75 (299) : 546–556.
- Jordà, O. 2005. « Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections ». *American Economic Review* 95 (1) : 161–182.
- Kaufmann, D. et A. Kraay. 2023. « Worldwide Governance Indicators, 2023 Update ».
- McMillan, M. S., et K. Harttgen. 2014. « What Is Driving the African Growth Miracle ? » Working document 20077, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- McMillan, M. S., D. Rodrik, et C. Sepúlveda. 2016. *Structural Change, Fundamentals, and Growth: A Framework and Case Studies*. Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- McMillan, M. S., D. Rodrik, et I. Verduzco-Gallo. 2014. « Globalization, Structural Change, and Productivity Growth, with an Update on Africa ». *World Development* 63 : 11–32.
- Merrifield, J. 2000. « State Government Expenditure Determinants and Tax Revenue Determinants Revisited ». *Public Choice* 102 (1–2) : 25–48.
- Morsy, H., A. Shimeles et T. Nabassaga. 2023. « Structural Change and Inequality in Africa. » *Journal of African Economies* 32 : ii228–ii245.
- Nations unies. 2023. *The Sustainable Development Goals Report: Special Edition*. New York : Nations Unies. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2023/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2023.pdf>.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2023. *Revenue Statistics 2023: Tax Revenue Buoyancy in OECD Countries*. Paris : Éditions de l'OCDE.
- OMT (Organisation mondiale du tourisme des Nations unies). 2023. « *International Tourism to End 2023 Close to 90% of Pre-Pandemic Levels*. » OMT, Madrid. <https://www.unwto.org/news/international-tourism-to-end-2023-close-to-90-of-pre-pandemic-levels>.
- Rodrik, D. 2016. « Premature Deindustrialization ». *Journal of Economic Growth* 21 (1) : 1–33. <https://doi.org/10.1007/s10887-015-9122-3>.
- Sala-i-Martin, X. 1997. « I Just Ran Two Million Regressions ». *American Economic Review* 87 (2) : 178–183.
- Sala-i-Martin, X., G. Doppelhofer, et R. I. Miller. 2004. « Determinants of Long-term growth: A Bayesian Averaging of Classical Estimates (BACE) Approach ». *American Economic Review* 94 (4) : 813–835.
- UA (Union africaine), UNECA (Commission économique des Nations unies pour l'Afrique), BAD (Banque africaine de développement) et PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 2023. *Rapport 2023 sur le développement durable en Afrique : Accélérer la reprise après la maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine à tous les niveaux*. Addis-Abeba : UA, CEA, BAD et PNUD. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-10/undp_africa_2023_africa_sustainable_development_report.pdf.
- UNECA (Commission économique des Nations unies pour l'Afrique). 2023. *Economic Report on Africa 2023: Building Africa's Resilience to Global Economic Shocks*. Addis-Abeba : UNECA. <https://www.uneca.org/stories/economic-report-on-africa-2023-building-africa%E2%80%99s-resilience-to-global-economic-shocks>.
- Wong, S.L., et K. Ji. 2023. « China Can Contain Its Property Market Troubles ». *Nikkei Asia*, 1er décembre. <https://asia.nikkei.com/Opinion/China-can-contain-its-property-market-troubles>.
- Zhang, Q., et I. Reyes. 2023. « *Economic Growth in Sub-Saharan Africa Could Permanently Decline if Geopolitical Tensions Escalate* ». IMF Country Focus, Fonds monétaire international, Washington, DC.

ANNEXE 1

ANALYSE DES BORNES EXTRÊMES DE SALA-I-MARTIN

Considérons un ensemble de déterminants potentiels des recettes publiques. L'analyse des bornes extrêmes implique l'estimation de milliers de régressions avec différentes combinaisons de variables dans cet ensemble. Après avoir effectué toutes les régressions, un déterminant est considéré comme « robuste » lorsqu'il apparaît statistiquement significatif dans une proportion élevée des régressions dans lesquelles il est impliqué (généralement plus de 50 %). Dans le cas contraire, il est considéré comme « fragile ». Formellement, pour déterminer si une variable d'intérêt $\vartheta \in X$ explique de manière robuste les recettes publiques, tous les modèles de régression de la forme suivante ont été estimés :

$$\text{Recettes} = \varphi_{\tau} + \beta_{\tau}\vartheta + \rho_{\tau}E_{\tau} + \varepsilon \quad (\text{A1.1})$$

où τ est l'indice de chaque modèle de régression, E_{τ} représente un vecteur de k variables de l'ensemble X de variables douteuses, et ε est le terme d'erreur. L'équation (A1.1) est estimée pour chacune des T combinaisons possibles de $E_{\tau} \subset X$. Les coefficients estimés ($\hat{\beta}_{\tau}$) de la variable d'intérêt ϑ et les écarts types correspondants ($\hat{\sigma}_{\tau}$) sont collectés et stockés après chaque régression pour les calculs ultérieurs, qui montrent alors si ϑ est robuste ou fragile. Ainsi, un certain niveau de confiance — de valeur $FDC(0)$ — est attribué à chaque variable en fonction de son niveau de robustesse. Cette valeur correspond à la proportion de la distribution cumulative de la variable qui se trouve de chaque côté de 0. Une variable est statistiquement significative si une proportion élevée de ses coefficients estimés se trouve du même côté de 0.

Dans le cas d'un modèle normal, la moyenne pondérée du coefficient de régression $\hat{\beta}_{\tau}$ et de sa variance $\hat{\sigma}_{\tau}^2$ sont calculées comme suit :

$$\bar{\beta} = \sum_{\tau=1}^T w_{\tau} \hat{\beta}_{\tau} \quad (\text{A1.2})$$

$$\bar{\sigma}^2 = \sum_{\tau=1}^T w_{\tau} \hat{\sigma}_{\tau}^2 \quad (\text{A1.3})$$

où w_{τ} représente les pondérations appliquées aux résultats de chaque modèle estimé. Dans l'approche de Sala-i-Martin, l'utilisation de poids permet d'accorder plus d'importance aux régressions de meilleure qualité, en supposant que l'adéquation du modèle τ est une indication de la qualité. Une fois que les $\bar{\beta}$ et $\bar{\sigma}^2$ sont connus, la valeur de la $FDC(0)$ est calculée sur la base de la distribution normale supposée des coefficients de régression, de telle sorte que $\beta \sim N(\bar{\beta}, \bar{\sigma}^2)$.

Les résultats, basés sur 20 déterminants potentiels des recettes publiques dont les statistiques descriptives figurent dans le tableau A1.1, sont résumés dans le tableau A1.2. Les variables sont prises en moyenne sur 2017–22. Les variables de qualité de la gouvernance sont considérées de manière mutuellement exclusive dans les régressions en raison de leur proximité conceptuelle. La taille du gouvernement est la variable la plus robuste puisqu'elle apparaît statistiquement significative dans 100 % des régressions dans lesquelles elle est incluse (près de 1 000). Viennent ensuite le contrôle de la corruption (significatif dans 88 % des régressions dans lesquelles il est inclus) et la stabilité politique (significatif dans 80 %). Les autres variables significatives dans plus de 50% des régressions dans lesquelles elles sont incluses sont, par ordre d'importance, le taux de dépendance démographique, la taille de l'économie parallèle, l'état de droit, le crédit bancaire au secteur privé et l'ouverture commerciale. Tous ces déterminants importants dans la mobilisation des recettes publiques ont les signes théoriquement attendus.

TABLEAU A1.1 Résultats de l'approche de l'analyse des bornes extrêmes pour les recettes publiques totales

Variable	(1)	(2)	(3)	Modèle normal (N)	
	Coefficient	SE	Pct($\beta \neq 0$)	FDC ($\beta \leq 0$)	FDC ($\beta > 0$)
Interception	24,40	7,31	82,38	0,38	99,62
Contrôle de la corruption	5,31	1,51	88,51	0,03	99,97
Stabilité politique	2,86	1,15	77,87	0,73	99,27
Taux de dépendance démographique	-0,21	0,09	65,27	98,19	1,81
Ouverture commerciale	0,08	0,03	58,07	1,26	98,74
Crédit bancaire au secteur privé (% PIB)	0,11	0,06	55,16	3,47	96,53
Taille de l'économie parallèle (% du PIB)	-0,26	0,13	53,01	97,93	2,07
Croissance du PIB par habitant	-1,16	0,55	49,03	98,09	1,91
État de droit	3,99	1,94	47,45	2,49	97,51
Efficacité des pouvoirs publics	3,28	1,89	42,13	4,58	95,42
Individus utilisant l'internet (%)	0,11	0,07	38,39	7,49	92,51
Qualité réglementaire	2,94	2,23	29,15	10,12	89,88
Voix et redevabilité	2,09	1,52	25,53	8,68	91,32
Rentes des ressources naturelles (% PIB)	0,10	0,12	19,14	20,03	79,98
PIB par habitant, log	0,20	1,62	12,80	45,37	54,63
Protection des droits de propriété	0,24	1,04	12,47	41,25	58,75
Accès à l'électricité (% de la population)	-0,04	0,05	10,86	78,87	21,14
Taux d'inflation (%)	-0,07	0,14	9,36	68,38	31,63
Dette publique (% du PIB)	0,03	0,03	1,94	20,21	79,79
Valeur ajoutée industrielle (% du PIB)	0,05	0,08	0,97	27,96	72,04
Taux d'urbanisation (%)	-0,01	0,07	0,43	55,98	44,03

Note : Les différences indiquées sont robustes à l'hétéroscédasticité. Le facteur d'inflation de la variance a été fixé à 5 pour éviter le problème de la multicolinéarité. En raison de leur proximité conceptuelle, les indicateurs de gouvernance sont inclus dans les régressions de manière mutuellement exclusive. Cela signifie que plusieurs d'entre eux ne peuvent pas apparaître simultanément dans la même régression. Les variables les plus importantes pour expliquer les recettes publiques sont codées en couleur et classées par ordre décroissant de signification (voir colonne 3).

Source : Calculs du personnel de la Banque africaine de développement.

TABLEAU A1.2 Résultats de l'approche de l'analyse des bornes extrêmes pour les recettes fiscales

Variable	(1)	(2)	(3)	Modèle normal (N)	
	Coefficient	SE	Pct($\beta \neq 0$)	FDC ($\beta \leq 0$)	FDC ($\beta > 0$)
Interception	21,018	8,089	72,424	2,094	97,906
Contrôle de la corruption	5,315	1,515	94,043	0,029	99,971
État de droit	5,461	1,756	83,191	0,179	99,821
Efficacité des pouvoirs publics	5,403	1,626	82,34	0,071	99,929
Stabilité politique	2,535	1,028	76,809	0,722	99,278
Crédit bancaire au secteur privé (% du PIB)	0,136	0,057	68,925	0,956	99,044
Taux de dépendance démographique	-0,589	0,254	66,846	98,645	1,355
Qualité de la réglementation	4,63	2,086	56,383	1,689	98,311
Voix et redevabilité	2,828	1,447	48,723	2,619	97,381
Taille de l'économie parallèle (% du PIB)	-0,255	0,132	47,957	97,17	2,83
Croissance du PIB par habitant	-1,096	0,591	40,753	96,696	3,304
Individus utilisant l'internet (%)	0,074	0,069	25,376	16,01	83,99
Valeur ajoutée industrielle (% du PIB)	0,139	0,09	25,054	6,51	93,49
Ouverture commerciale	0,052	0,034	18,495	7,32	92,68
PIB par habitant, log	1,203	1,647	17,957	24,365	75,635
Droits de propriété	0,196	1,027	14,946	42,671	57,329
Taux d'inflation (%)	-0,005	0,021	13,011	59,848	40,152
Accès à l'électricité (% de la population)	-0,01	0,046	9,677	57,928	42,072
Rentes des ressources naturelles (% du PIB)	0,098	0,138	6,882	24,31	75,69
Dette publique (% du PIB)	0,006	0,027	4,946	41,853	58,147
Taux d'urbanisation (%)	-0,027	0,063	1,72	66,084	33,916

Note : Les différences indiquées sont robustes à l'hétéroscédasticité. Le facteur d'inflation de la variance a été fixé à 5 pour éviter le problème de la multicolinéarité. En raison de leur proximité conceptuelle, les indicateurs de gouvernance sont inclus dans les régressions de manière mutuellement exclusive. Cela signifie que plusieurs d'entre eux ne peuvent pas apparaître simultanément dans la même régression. Les variables les plus importantes pour expliquer les recettes publiques sont codées en couleur et classées par ordre décroissant de signification (voir colonne 3).

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

TABLEAU A1.3 Statistiques descriptives des déterminants des recettes publiques, moyenne sur 2017–22

Variable	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	N	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Recettes publiques (% du PIB)	53	20.67	8.06	4.38	47.01
Recettes fiscales (% du PIB)	53	14.54	7.01	2.15	38.65
Accès à l'électricité (% de la population)	53	53.89	27.08	6.45	100.00
Valeur ajoutée industrielle (% du PIB)	50	24.99	10.24	5.44	52.59
Rentes des ressources naturelles (% du PIB)	51	8.83	7.56	0.00	35.13
Taille de l'économie parallèle (% du PIB)	47	34.66	8.49	19.54	63.22
Protection des droits de propriété	49	4.11	1.20	0.88	7.30
Taux de dépendance démographique	53	77.49	15.78	40.59	105.68
Contrôle de la corruption	53	-0.66	0.68	-1.82	1.26
Efficacité des pouvoirs publics	53	-0.81	0.67	-2.37	0.85
Stabilité politique	53	-0.66	0.84	-2.45	1.03
Qualité de la réglementation	53	-0.76	0.62	-2.23	1.10
État de droit	53	-0.71	0.64	-2.30	0.77
Voix et redevabilité	53	-0.60	0.74	-2.07	0.94
Crédit bancaire au secteur privé (% du PIB)	50	22.71	17.65	0.01	85.00
Ouverture commerciale	48	72.78	46.49	13.77	287.61
Taux d'urbanisation (%)	53	45.92	18.32	13.55	89.89
Taux d'inflation (%)	51	7.39	10.11	-8.80	66.11
Dette publique (% du PIB)	50	58.95	22.17	15.85	125.69
Croissance du PIB par habitant	51	0.30	2.18	-5.73	4.01
Individus utilisant l'internet (%)	53	32.41	20.73	2.00	76.59
PIB par habitant, log	51	7.31	0.94	5.59	9.69

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

ANNEXE 2

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU A2.1 Croissance du PIB réel (pourcentage)

	2022	2023 (estimé)	2024 (projeté)	2025 (projeté)
Afrique centrale	5,2	3,8	3,5	4,1
Cameroun	3,6	4,0	4,1	4,6
Centrafrique	0,5	1,0	2,0	2,9
Congo	1,7	4,0	4,4	4,5
Congo, Rép. Dém.	8,9	6,2	4,7	5,3
Gabon	3,0	2,3	2,4	2,9
Guinée équatoriale	3,8	-7,0	-5,1	-3,0
Tchad	3,4	4,1	3,8	3,1
Afrique de l'Est	4,4	3,5	5,1	5,7
Burundi	1,8	3,4	5,8	6,0
Comores	2,6	3,2	3,6	4,6
Djibouti	3,7	5,7	6,2	6,4
Érythrée	2,6	2,9	2,9	3,1
Éthiopie	6,4	7,1	6,7	6,7
Kenya	4,8	5,4	5,4	5,5
Ouganda	5,8	5,1	6,0	7,0
Rwanda	8,2	6,2	7,2	7,2
Seychelles	8,9	4,6	4,2	4,0
Somalie	2,4	2,8	3,7	3,9
Soudan	-1,0	-12,3	-1,7	2,0
Soudan du Sud	-2,9	-0,4	4,6	4,7
Tanzanie	4,7	5,2	6,1	6,2
Afrique du Nord	4,6	3,9	3,9	4,1
Algérie	3,2	2,8	4,2	3,6
Égypte	6,6	4,0	3,7	4,2
Libye	-3,7	12,6	7,9	6,2
Maroc	1,3	3,0	3,5	3,9
Mauritanie	6,4	4,7	5,2	5,6
Tunisie	2,5	0,9	2,1	3,2

(continued)

	2022	2023 (estimé)	2024 (projeté)	2025 (projeté)
Afrique australe	2,8	1,6	2,2	2,6
Afrique du Sud	1,9	0,8	1,1	1,6
Angola	3,0	0,5	2,9	3,8
Botswana	5,8	3,8	4,1	4,4
Eswatini	0,5	4,7	4,9	3,4
Lesotho	1,1	2,1	2,5	2,7
Madagascar	4,3	4,0	4,5	5,3
Malawi	0,8	1,6	3,3	3,8
Maurice	8,9	6,8	5,0	3,7
Mozambique	4,4	5,6	5,0	5,0
Namibie	4,6	3,3	2,6	2,9
São Tomé et Príncipe	0,1	0,5	0,9	1,6
Zambie	5,2	4,3	4,7	4,7
Zimbabwe	6,5	4,5	3,6	3,6
Afrique de l'Ouest	3,9	3,2	4,0	4,4
Bénin	6,3	6,2	6,4	6,1
Burkina Faso	1,5	3,5	4,1	4,3
Cap-Vert	17,7	4,4	4,5	4,6
Côte d'Ivoire	6,7	6,5	6,8	6,6
Gambie	4,1	5,6	6,2	6,3
Ghana	3,1	1,5	2,8	4,5
Guinée	4,3	5,9	5,7	5,7
Guinée-Bissau	4,2	4,5	4,9	5,1
Liberia	4,8	4,7	5,4	6,3
Mali	3,7	4,6	4,8	5,4
Niger	11,9	4,3	11,2	6,0
Nigeria	3,3	2,5	2,9	3,7
Sénégal	4,0	4,1	8,2	6,8
Sierra Leone	4,0	3,1	4,6	5,4
Togo	5,8	6,0	6,0	6,5
Afrique	4,1	3,2	3,8	4,2

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

TABLEAU A2.2 Groupes de pays

Pays exportateurs de pétrole	Autres pays à forte intensité en ressources	Pays à faible intensité en ressources	Pays dépendant du tourisme	Faible revenu	Revenu intermédiaire
Algérie	Afrique du Sud	Bénin	Cap-Vert	Burkina Faso	Afrique du Sud
Angola	Botswana	Burundi	Comores	Burundi	Algérie
Cameroun	Burkina Faso	Cap-Vert	Maurice	Congo, Rép. Dém.	Angola
Congo	Congo, Rép. Dém.	Comores	São Tomé et Príncipe	Érythrée	Bénin
Égypte	Ghana	Côte d'Ivoire	Seychelles	Éthiopie	Botswana
Gabon	Guinée	Djibouti		Gambie	Cameroun
Guinée équatoriale	Liberia	Érythrée		Guinée	Cap-Vert
Libye	Mali	Eswatini		Guinée-Bissau	Comores
Nigeria	Namibie	Éthiopie		Liberia	Congo
Soudan du Sud	Niger	Gambie		Madagascar	Côte d'Ivoire
Tchad	République Centrafricaine	Guinée-Bissau		Malawi	Djibouti
	Sierra Leone	Kenya		Mali	Égypte
	Soudan	Lesotho		Mozambique	Eswatini
	Tanzanie	Madagascar		Niger	Gabon
	Zambie	Malawi		Ouganda	Ghana
	Zimbabwe	Maroc		République Centrafricaine	Guinée équatoriale
		Maurice		Rwanda	Kenya
		Mauritanie		Sierra Leone	Lesotho
		Mozambique		Somalie	Libye
		Ouganda		Soudan	Maroc
		Rwanda		Soudan du Sud	Maurice
		São Tomé et Príncipe		Tchad	Mauritanie
		Sénégal		Togo	Namibie
		Seychelles		Zambie	Nigeria
		Somalie			São Tomé et Príncipe
		Togo			Sénégal
		Tunisie			Tanzanie
					Tunisie
					Zimbabwe

Selon les estimations, la croissance moyenne du PIB réel de l'Afrique est tombée à 3,2 % en 2023, contre 4,1 % en 2022, principalement en raison de multiples chocs nationaux et mondiaux, y compris l'impact à long terme de la crise financière, les effets de la pandémie du Covid-19, la fragmentation géoéconomique, les conflits géopolitiques, le changement climatique, l'environnement et le ralentissement de l'économie mondiale. En dépit de ce déclin, plusieurs économies africaines font preuve de résilience. Quinze pays africains ont affiché des taux de croissance supérieurs à 5 % en 2023. Les projections montrent que le taux de croissance du continent devrait atteindre 3,8 % en 2023 et se consolider à 4,2 % en 2025. De plus, l'Afrique reste la deuxième région du monde à la croissance la plus forte après l'Asie, avec une croissance dépassant la moyenne mondiale de 3 % en 2023. Selon les projections, en 2024, l'Afrique abritera 11 des 20 économies à la croissance la plus rapide du monde.

Cette croissance plus lente en Afrique est aussi due à une forte hausse de l'inflation depuis la pandémie de Covid-19. L'inflation élevée, la dette publique importante et les vulnérabilités qui y sont associées menacent la stabilité macroéconomique du continent et compromettent l'amélioration de sa situation budgétaire. Une grande incertitude économique pèse donc sur le continent, avec des soldes extérieurs qui devraient se détériorer en 2024. Le resserrement des conditions financières mondiales a amplifié le coût déjà élevé du capital pour l'Afrique et pesé sur les flux financiers vers le continent.

Les incertitudes mondiales persistantes et la fragmentation croissante pourraient assombrir les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique. La poursuite par la Russie de son invasion de l'Ukraine et le déclenchement d'une guerre au Moyen-Orient pourrait relancer une hausse des prix des produits de base ou provoquer une deuxième vague de turbulences dans les chaînes d'approvisionnement, voire les deux à la fois. Les effets indirects d'une dépréciation continue des taux de change dans plusieurs pays africains pourraient affaiblir l'efficacité des politiques monétaires destinées à maîtriser l'inflation nationale.

Dans ce contexte, l'édition de janvier 2024 de *Performance et perspectives macro-économiques de l'Afrique* propose un ensemble de politiques à court, moyen et long termes susceptibles d'appuyer la dynamique du redressement économique en Afrique :

- Réorientation des politiques monétaires afin de trouver le juste équilibre entre la maîtrise de l'inflation et la création de conditions macro-économiques stables et de taille à appuyer la croissance économique.
- Mise en œuvre de réformes structurelles renforçant des politiques industrielles stratégiques accélérant une industrialisation basée sur les ressources et une diversification créant une résilience aux chocs.
- Renforcement des institutions financières et réformes de la gouvernance dynamisant la mobilisation des ressources et freinant les fuites de ressources.
- Plaidoyer proactif en faveur de réformes de l'architecture actuelle de l'aide financière mondiale pour mieux l'adapter aux besoins de l'Afrique en matière de financement du développement.

Groupe de la Banque africaine de développement
Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
www.afdb.org

